

OPÉRATION «CHAOS EUROPÉEN»

L'alliance transatlantique
des droites pour attaquer
la démocratie et la société
civile européenne





TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT : LE FINANCEMENT PUBLIC DE BLOOM	4
GLOSSAIRE	5
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
LA GUERRE DU PPE CONTRE LES ONG.....	6
LA CAMPAGNE ANTI-ONG.....	7
LE RÉSEAU OBSCURANTISTE TRANSATLANTIQUE DERRIÈRE L'OFFENSIVE	8
UNE SOCIÉTÉ OUVERTE MENACÉE.....	8
PRÉFACE	9
ACTE I. LE PPE DÉSIGNE SON BOUC ÉMISSAIRE : LES ONG.....	11
À L'ORIGINE DE L'OFFENSIVE DU PPE : LA LOI SUR LA RESTAURATION DE LA NATURE.....	11
LES DÉBUTS DE LA STRATÉGIE DES « MARCHANDS DE SOUPÇONS » DU PPE.....	12
L'OFFENSIVE DU PPE CONTRE LES ONG	13
ACTE II : LA BLITZKRIEG COORDONNÉE CONTRE LES ONG.....	15
LA RUPTURE DU <i>CORDON SANITAIRE</i>	16
UNE OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE CONTRE LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE	16
LE CHAMP DE BATAILLE : LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE	18
L'ALLIÉ DU PPE : LE LOBBY DE LA PÊCHE.....	20
LA DESCENTE DE L'EUROPE VERS LES TÉNÉBRES	23
LE « PANTHÉON DE LA HONTE » DU SWG	26
NICLAS HERBST.....	26
CARLO FIDANZA.....	27
DIRK GOTINK	30
MONIKA HOHLMEIER	32
TOMÁS ZDECHOVSKÝ	33
CSABA DÖMÖTÖR	34
JULIEN SANCHEZ	36
LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE ET LE CONFLIT D'INTÉRÊTS POTENTIEL	38



ACTE III : CONSTRUIRE L'ARSENAL DE L'OFFENSIVE CULTURELLE : LE RÉSEAU TRANSATLANTIQUE DE DROITE ET D'EXTRÊME DROITE	39
RETOUR SUR LE PREMIER CHAMP DE BATAILLE : LE DOSSIER OMNIBUS I	41
LE MOTEUR RÉACTIONNAIRE AMÉRICAIN.....	43
LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN ET SA SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT À LA DIPLOMATIE PUBLIQUE.....	43
LA HERITAGE FOUNDATION	44
LE HEARTLAND INSTITUTE	45
AMERICANS FOR TAX REFORM.....	46
L'ATLAS NETWORK	46
L'ALLIANCE DEFENDING FREEDOM ET L'AMERICAN CENTER FOR LAW AND JUSTICE.....	48
L'AMERICA FIRST POLICY INSTITUTE, ET AU-DELÀ	49
LE BATAILLON EUROPÉEN	50
LE MCC HONGROIS.....	51
LE DANUBE INSTITUTE.....	53
LE CENTRE POUR LES DROITS FONDAMENTAUX.....	54
L'ORGANISATION POLONAISE ORDO IURIS	55
LE CENTRO STUDI MACHIAVELLI ITALIEN.....	56
NAZIONA FUTURA.....	58
LE WESTERN ARC FRANÇAIS	59
INSTITUT ÉCONOMIQUE MOLINARI ET OID.....	59
LES FAISEURS DE POUVOIR EUROPÉENS : LES GROUPES POLITIQUES ET LEURS FONDATIONS	60
L'ECR ET SA FONDATION NEW DIRECTION	61
PATRIOTS FOR EUROPE	62
L'ESN DOS À DOS AVEC LA SPHÈRE MAGA.....	63
LE PPE : POUR L'UNION DES DROITES.....	64
LES FACILITATEURS : LES PLATEFORMES RÉACTIONNAIRES TRANSATLANTIQUES.....	65
BOUCLER LA BOUCLE : LE SCRUTINY WORKING GROUP COMME BRAS ARMÉ DE L'EXTRÊME DROITE INTERNATIONALE	68
NOS DEMANDES	70

AVERTISSEMENT : LE FINANCEMENT PUBLIC DE BLOOM

Cette enquête menée par BLOOM est née en réponse aux attaques politiques menées contre la société civile européenne, en particulier sur le financement public des organisations non-gouvernementales (ONG) environnementales et de défense des droits humains par la Commission européenne. Garantir l'existence d'une société civile forte et d'un écosystème florissant et diversifié d'ONG est une condition préalable indispensable à une démocratie saine et juste. Les ONG constituent un contrepois crucial à la pression politique exercée par les représentants d'intérêts économiques privés, ainsi qu'une source fondamentale d'expertise indépendante pour les pouvoirs publics. Ne représentant pas d'intérêts économiques et étant généralement à but non lucratif, les associations dépendent de dons et de financements externes. Pour beaucoup d'entre elles, les fonds provenant des institutions européennes sont essentiels à leur survie.

BLOOM n'a jamais reçu ni sollicité de financement de la Commission européenne ou d'autres institutions publiques qui lui sont directement associées. Depuis 2015, BLOOM a reçu un peu plus de 120 000 € de subventions de la part d'organismes publics français : 64 167 € pour le financement de thèses de doctorat dans le cadre de contrats CIFRE, 16 320 € pour des programmes d'alternance en apprentissage et 40 000 € pour un programme de recherche conjoint avec l'Agence française de développement concernant les accords de pêche européens. Ce montant représente 0,8 % du total des recettes d'exploitation de BLOOM, qui s'élèvent à 14,934 millions d'euros pour la même période.

→ Pour plus d'informations, veuillez consulter [notre site web](#).

GLOSSAIRE

ACLJ

American Center for Law and Justice

ADF

Alliance Defending Freedom

AfD

Alternative für Deutschland
(Alternative pour l'Allemagne)

AFET

Commission des affaires étrangères
du Parlement européen

AFPI

America First Policy institute

CCE

Cour des comptes européenne

CDU

Union Chrétienne démocrate d'Alle-
magne

CERV

Programme UE « Citoyens, égalité,
droits et valeurs »

CFR

Centre for Fundamental Rights
(Alapjogokért Központ)

CONT

Commission du contrôle budgétaire
du Parlement européen

CPAC

Conservative Political Action
Conference

CSDDD

Directive sur le devoir de vigilance en
matière de durabilité des entreprises

CSO

Organisation de la société civile

CSU

Union chrétienne-sociale en Bavière

DG

Direction-Générale (Commission
Européenne)

DOGE

Département de l'efficacité
gouvernementale (États-Unis)

ECIPE

European Centre for International
Political Economy

ECLJ

European Center for Law and Justice

ECR

Conservateurs et réformistes euro-
péens (European Conservatives
and Reformists)

EPICENTER

European Policy Information Center

ESN

L'Europe des nations souveraines
(Europe of Sovereign Nations)

FPÖ

Freiheitliche Partei Österreichs
(Parti de la liberté d'Autriche)

GIEC

Groupe d'experts intergouvernemental
sur l'évolution du climat

HDZ

Hrvatska demokratska zajednica
(Union démocratique croate)

IDU

International Democracy Union

KDU-ČSL

Křesťanská a demokratická unie -
Československá strana lidová
(Union chrétienne démocrate -
Parti populaire tchécoslovaque)

LGBTQ+

Lesbiennes, Gays, Bisexuel-les,
Transgenders, Queers et toutes
les autres identités, orientations
marginalisées et identités de genre
non mentionnées auparavant

LIFE

Programme UE pour le climat
et l'environnement

LR

Les Républicains

MAGA

Make America Great Again

MCC

Mathias Corvinus Collegium

NIPCC

Nongovernmental International Panel
on Climate Change (lié au Heartland
Institute)

NRL

Nature Restoration Law (Règlement
européen sur la restauration
de la nature)

NSC

New Social Contract (Nouveau
Contrat social)

OID

Observatoire de l'immigration et de la
démographie

OMS

Organisation mondiale de la Santé

ONG

Organisation non-gouvernementale

PECH

Commission de la pêche
du Parlement européen

PfE

Patriotes pour l'Europe (Patriots
for Europe)

PIS

Prawo i Sprawiedliwość

PPE

Parti populaire européen

S&D

Alliance progressiste des socialistes
et démocrates

SME

Small and medium enterprises
(petite ou moyenne entreprise)

SWG

Scrutiny Working Group

TTIP

Partenariat transatlantique
de commerce et d'investissement
(Transatlantic Trade and Investment
Partnership)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La cuisante défaite de Viktor Orbán lors des élections hongroises d'avril dernier a constitué un soulagement pour beaucoup, qui espéraient que l'influence illibérale en Europe et les tendances les plus réactionnaires de l'extrême droite antidémocratique aient enfin fait leur temps. Mais le mal a pris racine trop profondément pour être extirpé par une seule élection. Pire encore, il a trouvé l'un des points d'ancrage les plus inattendus et les plus solides, dans la dérive vers l'extrême droite de l'aile conservatrice du Parti populaire européen (PPE).

Alors que Ursula von der Leyen a félicité le nouveau Premier ministre hongrois, Péter Magyar, pour son succès électoral, le qualifiant de victoire pour les libertés fondamentales et pour une Union européenne plus forte et plus unie, la menace réactionnaire, illibérale et néofasciste continue d'opérer loin des projecteurs, étendant sa toile à travers Bruxelles. La mise en place d'un groupe de travail de contrôle, le « Scrutiny Working Group » au sein de la Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen, destiné à remettre en cause le rôle de la société civile et à s'attaquer au financement des ONG, est une des illustrations de la vision dystopique d'une Europe illibérale prônée par l'extrême droite. Cette initiative s'accompagne d'une offensive parallèle menée par les mouvements MAGA qui, en février 2025, ont annoncé leur intention de financer un puissant réseau de think tanks visant

à provoquer un glissement réactionnaire à travers le Vieux Continent¹. Leur objectif : déclencher le « chaos européen ».

Notre enquête exclusive retrace l'histoire d'une **offensive délibérée, coordonnée et sans précédent dans l'histoire, menée par la droite et l'extrême droite européenne contre la société civile, les ONG et les fondements des démocraties européennes.**

Ce qui commence comme l'histoire d'une riposte parlementaire menée par la droite conservatrice européenne (le Parti populaire européen - PPE) se termine par un signal d'alarme concernant la transformation structurelle de la politique européenne sous la pression combinée des forces réactionnaires des deux côtés de l'Atlantique.

La guerre du PPE contre les ONG

Les racines de cette offensive remontent à l'une des batailles législatives les plus symboliques de la précédente législature du Parlement européen : l'adoption de la loi sur la restauration de la nature (NRL) en 2023. Les organisations environnementales de la société civile ont joué un rôle décisif pour sauver ce texte, en l'emportant sur une campagne acharnée menée par le président du groupe PPE, Manfred Weber, pour faire échouer ce projet de loi.

À la suite de cette défaite, le PPE a engagé une campagne systématique de délégitimation des ONG, cherchant à discréditer le plaidoyer de la société civile comme une menace pour la réputation des institutions européennes, et à présenter tout financement de l'UE en faveur des ONG comme un détournement de fonds publics. Après les élections européennes de 2024, marquées par une percée historique des forces d'extrême droite au Parlement, cette campagne s'est considérablement accélérée.

¹ The Financial Times (05/02/2026). US government to fund Maga-aligned think-tanks and charities in Europe <https://www.ft.com/content/f8696da1-5fe6-4218-be9c-5309bd9a6a65>

La campagne anti-ONG

En novembre 2025, l'offensive coordonnée contre les ONG est rendue publique. L'instrument parlementaire choisi par le PPE pour institutionnaliser cette attaque est le Scrutiny Working Group sur le financement des ONG, créé au sein de la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen. Son objectif : ancrer au cœur des institutions européennes une rhétorique réactionnaire, d'inspiration MAGA, contre la société civile. **Cette décision a marqué une rupture historique : loin des projecteurs médiatiques, et préfigurant l'alliance inquiétante entre la droite et l'extrême droite européennes sur des dossiers législatifs telle la législation Omnibus I sur le devoir de vigilance, le PPE a rompu le cordon sanitaire qui avait tenu les groupes d'extrême droite à l'écart du processus législatif pendant des décennies, en forgeant une alliance avec les Conservateurs et Réformistes européens (ECR), les Patriotes pour l'Europe (Pfe) et l'Europe des nations souveraines (ESN) pour mettre en place le Scrutiny Working Group. Qu'une telle rupture se soit produite sur une question touchant au cœur même de la démocratie européenne rend le constat d'autant plus alarmant.**

Lorsque les députés européens sociaux-démocrates, libéraux et verts ont quitté la séance inaugurale du Scrutiny Working Group le 26 novembre 2025, en dénonçant une « chasse aux sorcières » contre la société civile, ils mettaient en lumière ce que le co-rapporteur du Scrutiny Working Group lui-même allait confirmer avec une franchise désarmante. **Dirk Gotink**, député européen néerlandais du PPE et ancien porte-parole personnel de Manfred Weber, résumait ainsi l'ambition du Scrutiny Working Group : « *Le problème que nous abordons ici n'est pas de déterminer si les choses sont illégales, mais de déterminer si elles sont politiquement indésirables.* »²

BLOOM a analysé en détail les dynamiques et les acteurs clés à l'œuvre au cœur de cet instrument illibéral du Parlement européen. La composition du Scrutiny Working Group en dit long. Présidé par **Niclas Herbst** avant sa nomination à la tête de la délégation allemande du PPE, l'un des députés européens allemands les plus influents du PPE et bras droit du chancelier Friedrich Merz en Europe, il rassemble des

personnalités dont les liens avec les lobbies industriels, les mouvements d'extrême droite et les réseaux réactionnaires sont minutieusement documentés dans ce rapport.

Parmi les principaux protagonistes figurent :

- **Carlo Fidanza** (ECR, Fratelli d'Italia), corapporteur du SWG et vice-président de l'International Democracy Union (IDU), l'alliance conservatrice transatlantique qui lie le PPE et l'ECR au Parti républicain de Donald Trump. Membre fondateur de Fratelli d'Italia et fier défenseur de l'héritage néofasciste italien, Fidanza utilise le Scrutiny Working Group comme une tribune pour déployer une rhétorique trumpiste contre la société civile, tout en tenant un registre de transparence qui se distingue par son opacité absolue : aucune mention de son rôle au sein de l'IDU, aucune trace de ses rencontres avec la Heritage Foundation à Washington.
- **Monika Hohlmeier** (PPE, CSU), députée européenne élue pour la quatrième fois et membre du parti de Manfred Weber, elle déploie une rhétorique conspirationniste sur l'« État profond » pour présenter les ONG comme un réseau secret manipulant le processus législatif, tout en travaillant discrètement pour BayWa, un conglomérat agroalimentaire qui bénéficie lui-même des types de financement que le Scrutiny Working Group prétend examiner.
- **Csaba Dömötör** (Patriotes pour l'Europe, Fidesz), qui utilise le Scrutiny Working Group pour transposer la campagne nationale menée par le gouvernement Orbán contre la société civile au sein des institutions européennes, en ciblant des organisations telles que Transparency International et Amnesty International.
- **Tomáš Zdechovský** (PPE, KDU-ČSL) et **Julien Sanchez** (Patriotes pour l'Europe, Rassemblement National), complètent la composition du Scrutiny Working Group qui n'a pas fonctionné comme un véritable outil de contrôle démocratique, mais comme une caisse de résonance pour des discours réactionnaires et hostiles à la société civile, conférant une légitimité institutionnelle à des accusations sans fondement que les auditions

du Scrutiny Working Group lui-même n'ont pas été en mesure d'étayer.

Le Scrutiny Working Group sert un objectif clair : **créer un climat de suspicion, déstabiliser les organisations de la société civile sur le plan financier et réputationnel, et ouvrir la voie au rouleau compresseur dérégulateur du PPE et de l'extrême droite. Le SWG n'est pas une aberration isolée, c'est la contribution du Parlement européen à un programme de restriction de l'espace civique.**

Le réseau obscurantiste transatlantique derrière l'offensive

Pour naviguer dans la géographie méconnue d'une Europe désormais traversée par une alliance explicite entre l'aile droite du PPE et l'extrême droite obscurantiste et néofasciste, il est essentiel de se doter d'outils d'analyse nouveaux et actualisés. C'est pourquoi BLOOM cartographie, dans ce rapport, l'écosystème dense de think tanks, de fondations politiques et de réseaux transatlantiques qui fournissent à l'extrême droite et au PPE son carburant idéologique, son infrastructure organisationnelle et sa légitimité politique. Ce que cette enquête révèle n'est pas un ensemble disparate d'acteurs partageant les mêmes idées, mais un réseau international structuré et se renforçant mutuellement, opérant avec une coordination et une ambition croissantes.

Notre enquête « *European Chaos* » dresse une cartographie globale inédite du réseau d'organisations d'extrême droite, conservatrices et obscurantistes qui collaborent des deux côtés de l'Atlantique pour saper le cœur du projet démocratique européen. **La cartographie proposée par BLOOM se distingue des travaux antérieurs par son approche transversale et interthématique ainsi que par sa cartographie détaillée et actualisée des liens reliant les nœuds de ce réseau.** Alors qu'un réseau illibéral transatlantique est en cours de construction, nous retraçons les connexions qui, d'un côté, relie l'International Democracy Union, la Heritage Foundation, l'America First Policy Institute, le Heartland Institute et d'autres organisations américaines, et, de l'autre, fédèrent les organisations européennes : le Mathias Corvinus Collegium (MCC) hongrois et sa branche bruxelloise MCC Brussels, le Danube Institute, l'organisation polonaise Ordo Iuris, les organisations italiennes Centro Studi Machiavelli et Nazione Futura, les branches européennes de l'Atlas Network, EPICENTER et ECIPE, et, au premier chef, les groupes politiques de droite et d'extrême droite du Parlement

européen. **Cette cartographie constitue un outil précieux pour les médias, les analystes politiques et les citoyens afin de comprendre et de démêler les liens obscurs de l'alliance illibérale qui œuvrent à saper le tissu même de la démocratie européenne.**

Au-delà des liens transatlantiques traditionnels et des dynamiques de lobbying établies de longue date, BLOOM révèle l'émergence d'une « **dynamique de légitimité circulaire** » qui remodèle rapidement le discours politique à Bruxelles, Paris, Rome, Berlin et Washington. Les organisations américaines apportent crédibilité et accès à leurs réseaux à leurs homologues européens ; ces organismes européens donnent à leurs partenaires américains l'apparence d'un mouvement international d'envergure ; et les gouvernements des deux côtés de l'Atlantique traitent alors ces réseaux comme des interlocuteurs légitimes, amplifiant d'autant plus leur influence. Le flux de légitimité et d'influence est bidirectionnel et délibéré.

Une société ouverte menacée

BLOOM tire la sonnette d'alarme : le Parti populaire européen, le plus grand groupe politique de l'UE et pilier fondateur du projet européen depuis plus d'un demi-siècle, a franchi un seuil dangereux. En s'alliant à des partis néofascistes pour faire taire les mouvements écologistes, en accueillant la rhétorique du mouvement MAGA au sein des institutions européennes et en retournant la machine du contrôle parlementaire contre la société civile qui défend la responsabilité démocratique, le PPE ne se contente pas de se déplacer davantage vers la droite. Il démantèle activement l'architecture de la société ouverte qu'il présentait autrefois comme pierre angulaire des valeurs européennes. Le PPE se positionne comme le bras armé et l'exécuteur inattendu de l'alliance transatlantique d'organisations et de partis politiques réactionnaires et obscurantistes.

Nous sommes désormais confrontés au risque très concret que la pression incessante des lobbies industriels étouffe le débat démocratique européen ; que les organisations capables de défendre les citoyens, le climat et l'État de droit soient privées de financement et dépossédées de leur légitimité ; et que les institutions européennes basculent vers une société fermée dans laquelle seuls les champions de la déréglementation auraient accès aux décideurs et pèseraient sur le processus législatif.

Le cordon sanitaire n'a pas simplement été rompu. Il a été démantelé de l'intérieur par ceux qui auraient dû le plus le protéger.

PRÉFACE

Le 26 novembre 2025, les députés européens des groupes parlementaires de la droite libérale (Renew), des socialistes (S&D), des écologistes (Verts) et de la gauche (La Gauche) ont claqué la porte du Scrutiny Working Group (SWG) sur le financement des ONG, mis en place par la commission du contrôle budgétaire lors de sa réunion inaugurale.

Le boycott d'une commission parlementaire par une section entière du Parlement européen constitue un événement rare dans le microcosme bruxellois. Surtout, il marque une rupture claire au sein de la coalition parlementaire qui a porté au pouvoir la nouvelle Commission von der Leyen en novembre 2024. La droite conservatrice (PPE), le plus grand groupe du Parlement européen, a tourné le dos à ses alliés libéraux, socialistes et verts, pour s'asseoir exclusivement aux côtés des groupes d'extrême droite européens (ECR, PFE, ESN).

Quelques jours plus tôt, le 13 novembre 2025, lors du vote du Parlement européen sur la législation Omnibus I relative au devoir de vigilance des entreprises, une scission identique s'était produite. Les députés de la droite conservatrice (PPE) et d'extrême droite (ECR, PFE, ESN) ont voté à l'unisson, contre le reste du Parlement, pour vider de sa substance la directive sur le devoir de vigilance des entreprises (CSDDD)³. Ce vote historique a marqué un tournant dans l'histoire du Parlement européen⁴, provoquant une véritable onde de choc à travers l'Europe.

Passés largement inaperçus à l'époque, les 13 et 26 novembre 2025 marquent un tournant majeur pour la démocratie parlementaire européenne. L'implosion du *cordon sanitaire*, qui avait tenu l'extrême droite à l'écart du processus législatif européen pendant des décennies⁵, a ouvert la voie à une alliance sans précédent entre la droite conservatrice et l'extrême droite européenne, agissant de concert contre deux piliers de la politique européenne : le Pacte vert, fruit de cinq années de travail législatif destiné à doter l'Union européenne des moyens nécessaires pour répondre à l'urgence climatique; et la légitimité de la société civile dans l'élaboration des politiques européennes en matière de climat et d'environnement.

Face à une extrême droite européenne qui occupe désormais le centre de l'échiquier politique, BLOOM s'est donné pour mission de retracer les origines et d'éclairer les dynamiques qui ont entraîné l'Union européenne dans les ténèbres.

Le 5 février 2026, nous avons révélé les liens préjudiciables tissés par le député européen suédois, Jörgen Warborn, et la droite conservatrice européenne (PPE) avec les réseaux trumpistes, la Maison Blanche et l'industrie américaine des combustibles fossiles, dans le but de démanteler la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises⁶.

Le lendemain, le 6 février 2026, le *Financial Times* a révélé que le Département d'État américain s'appropriait à financer des groupes de réflexion et des fondations européennes alignés sur le programme MAGA « afin de diffuser les positions politiques de Washington et de contrer les menaces perçues à l'encontre de la liberté d'expression »⁷.

³ BLOOM (11/11/2025). En pleine COP30, l'union des partis européens de droite et d'extrême droite vote pour détruire le droit européen et le Green Deal à la demande de Qatar et de Donald Trump <https://www.bloomassociation.org/en/in-the-midst-of-cop30-the-union-of-european-right-wing-and-far-right-parties-votes-to-destroy-european-law-and-the-green-deal-at-the-request-of-qatar-and-donald-trump/>

⁴ Politico (14/11/2025). In Brussels, the far right can no longer be ignored, <https://www.politico.eu/article/european-parliament-far-right-conservatives-cordon-sanitaire/>

⁵ La droite conservatrice (PPE), la droite libérale (Renew), les socialistes (S&D), les Verts et la gauche (La Gauche) ont toujours refusé jusqu'à présent de s'appuyer sur les votes des groupes d'extrême droite pour former des majorités et mener à bien leur travail d'enquête et de contrôle au sein du Parlement européen.

⁶ BLOOM (février 2026). Warborn aux États-Unis, Chronique de la démolition de la démocratie européenne par un parlementaire sous influence américaine, <https://www.bloomassociation.org/en/wp-content/uploads/2026/02/Warborn-in-the-USA-American-influence-in-the-European-Parliament.pdf>

⁷ Financial Times (06/02/2026). US government to fund Maga-aligned think-tanks and charities in Europe, <https://www.ft.com/content/f8696da1-5fe6-4218-be9c-5309bd9a6ae5?syn-25a6b1a6=1>

Son but inavoué est de pousser à une redéfinition du rôle des organisations de la société civile et de les empêcher de défendre leurs causes devant les institutions de l'UE.

À la suite des attaques contre la démocratie européenne lancées par le vice-président JD Vance lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en février 2025⁸, et dans le sillage de nos révélations sur l'ingérence américaine au Parlement européen concernant le dossier Omnibus I, cet article a provoqué un nouveau choc. Ce n'était plus seulement un texte législatif isolé, ni même le Green Deal, qui était menacé, mais l'architecture même d'une société européenne ouverte et démocratique, au moment où une alliance entre la droite et l'extrême droite orchestrait un SWG remettant en cause le rôle des organisations de la société civile. L'objectif affiché de ce SWG est de contester la légitimité des financements accordés par la Commission européenne aux ONG ; Son but inavoué est de pousser à une redéfinition du rôle des organisations de la société civile et de les empêcher de défendre leurs causes devant les institutions de l'UE.

À l'issue de cette enquête, BLOOM tire la sonnette d'alarme : la droite conservatrice européenne (PPE), qui depuis deux ans fait des ONG environnementales des boucs émissaires, mène désormais une campagne à grande échelle à travers l'Europe pour réduire au silence les mouvements écologistes, n'hésitant plus à s'allier avec des partis d'extrême droite et des députés européens néofascistes pour parvenir à ses fins.

Loin de défendre la souveraineté et l'autonomie européennes, le PPE, après plus d'un demi-siècle de participation au projet européen, s'aligne désormais sur une internationale transatlantique réactionnaire et autoritaire qui méprise l'Union européenne. Nichée au sein d'un réseau tissant des liens entre la Heritage Foundation et le MCC Bruxelles, le Danube Institute et le Heartland Institute, en passant par l'Atlas Network, l'IDU et la CPAC, l'ensemble de la direction du PPE risque désormais d'abandonner le projet d'une société démocratique ouverte en suivant les traces de l'extrême droite européenne. Les premiers appels explicites à une coalition avec l'extrême droite commencent déjà à être formulés par les franges les plus réactionnaires du PPE⁹.



Capture d'écran de la retransmission en direct de la première réunion du groupe de travail CONT sur le contrôle des ONG, qui s'est tenue le 26 novembre 2025

⁸ Le Monde (21/02/2025), Derrière les mots du discours historique de JD Vance à Munich, https://www.lemonde.fr/en/opinion/article/2025/02/21/behind-the-words-of-jd-vance-s-historic-munich-speech_6738424_23.html

⁹ Charlemagne Club (12/05/2026) EVENT: Towards a Right-Wing Majority in the European Parliament <https://substack.com/@charlemagneclub/p-196517151>

ACTE I. LE PPE DÉSIGNE SON BOUC ÉMISSAIRE : LES ONG

L'histoire de l'offensive du Parti populaire européen contre les ONG est une histoire de représailles, dont les racines remontent à l'une des batailles législatives les plus âprement disputées et les plus symboliques de la législature précédente : l'adoption du règlement sur la restauration de la nature, également connu sous le nom de loi sur la restauration de la nature (NRL).

Alors que le PPE se battait avec acharnement pour faire échouer la NRL, les ONG environnementales à travers l'Europe ont joué un rôle décisif, aux côtés des scientifiques et des entreprises responsables, pour sauver cette législation. Le PPE ne leur a jamais pardonné. S'en est suivie une campagne coordonnée visant à saboter l'obstacle le plus efficace au programme de déréglementation du PPE : les ONG.

À l'origine de l'offensive du PPE : la loi sur la restauration de la nature

La NRL, élément central du Pacte vert pour l'Europe visant à assurer la restauration et la régénération des habitats dégradés de l'UE, a été adoptée contre toute attente et *in extremis* par le Parlement européen à l'été 2023, par 336 voix pour et 300 contre¹⁰. Si le PPE a réussi à affaiblir considérablement ce règlement par rapport à la proposition initiale présentée par la Commission européenne, son adoption a néanmoins

représenté une cuisante défaite pour le chef du groupe PPE, Manfred Weber, qui avait transformé son opposition à la NRL en un véritable champ de bataille idéologique¹¹. Rejetée d'emblée par le PPE, contre toute évidence scientifique, considérée comme une législation inutile, inapplicable et hostile aux entreprises, la NRL est devenue le premier véritable terrain d'essai de la rhétorique anti-Pacte vert, pro-compétitivité et pro-industrie de Manfred Weber, qui a défini le positionnement politique du PPE jusqu'aux élections européennes de 2024 et au-delà.

Dès juin 2022, le PPE avait ouvert les hostilités contre la loi sur la restauration de la nature, dénonçant une législation qui, selon lui, « réduirait la production alimentaire européenne ». Pendant des mois, la direction du PPE a multiplié les mensonges, alors que plus de 6 000 scientifiques avaient signé une lettre ouverte pour « soutenir le Pacte vert de l'UE et rejeter l'argumentation injustifiée contre le règlement sur l'utilisation durable et la loi sur la restauration de la nature » et pour « inviter les opposants au Pacte vert à une consultation ouverte avec les scientifiques »¹². Pourtant, l'offensive anti-environnementale du PPE est allée bien au-delà de tout débat scientifique. La direction du PPE s'en est surtout servi pour attaquer le commissaire européen Frans Timmermans, un socialiste néerlandais, en faisant pression sur lui pour qu'il retire le texte et en l'affaiblissant avant la bataille imminente pour la présidence de la Commission européenne, qui était déjà en cours un an avant les élections¹³.

Pour imposer une ligne de vote inflexible, le PPE a instauré un véritable règne de la terreur au sein de son groupe en menaçant d'exclusion ou en remplaçant de fait quiconque osait s'écarter de l'orientation politique que Manfred Weber avait établie un an auparavant¹⁴.

¹⁰ BLOOM (17/07/2023). Une « opération sauvetage » s'impose pour la loi sur la restauration de la nature, <https://www.bloomassociation.org/en/rescue-mission-underway-for-the-nature-restoration-law/>

¹¹ PPE (06/07/2023). Repartir à zéro avec la loi sur la restauration de la nature, <https://www.eppgroup.eu/newsroom/start-over-with-the-nature-restoration-law>

¹² Guy Pe'er et al (09/07/2023). Scientists support the EU's Green Deal and reject the unjustified argumentation against the Sustainable Use Regulation and the Nature Restoration Law <https://zenodo.org/records/8128624>

¹³ EPP (24/05/2023). Mr Timmermans, withdraw this law! <https://www.eppgroup.eu/newsroom/mr-timmermans-withdraw-this-law>

¹⁴ BLOOM (2023). Le règne de terreur de la droite européenne, <https://www.bloomassociation.org/en/the-european-rights-reign-of-terror/>

Face à cette offensive anti-écologique¹⁵, les organisations de la société civile, et en particulier les ONG environnementales, ont joué un rôle décisif pour faire basculer l'équilibre politique interne du Parlement *in extremis*. Grâce à une campagne de plaidoyer intense et étayée par des données scientifiques, elles ont réussi à sauver la loi sur la restauration de la nature, par un vote de 336 voix contre 300, en persuadant un nombre suffisant de députés européens de Renew et du PPE de voter en faveur du texte ou de s'abstenir¹⁶.

La victoire arrachée pour sauver la loi sur la restauration de la nature, aussi pyrrhique fût-elle, a démontré la capacité des organisations de la société civile à mobiliser les citoyens et à convaincre les journalistes de couvrir les longs processus législatifs européens. Elle a révélé que les ONG étaient en mesure de faire obstacle, y compris au groupe politique le plus puissant du Parlement européen.

Cette victoire eut finalement un prix : celui des représailles du PPE.

Les débuts de la stratégie des « marchands de soupçons » du PPE

Il y a dix ans, alors que rien ne laissait présager un tel virage illibéral de la part du PPE, les députés européens de ce groupe avaient déjà lancé des offensives timides contre les ONG, remettant en cause la légitimité et la bonne foi des organisations refusant de s'aligner sur leur programme favorable aux entreprises et au libre marché.

Au lendemain de la victoire de la société civile contre le controversé accord de libre-échange UE-États-Unis (TTIP, Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) en août 2016, le député européen du PPE Markus Pieper, membre de l'Union chrétienne-démocrate allemande (CDU), a présenté un rapport attaquant le financement public des ONG. Jetant le doute sur les organisations bénéficiant de fonds européens, il laissait entendre qu'un nombre important d'entre elles propageaient

des mensonges et agissaient contre les intérêts européens. Il appelait dès lors à « *rejeter tout financement d'organisations qui diffusent manifestement des mensonges et/ou dont les objectifs sont contraires aux valeurs fondamentales de l'Union européenne, à la démocratie, aux droits de l'homme et/ou aux objectifs stratégiques en matière de politique commerciale et de sécurité des institutions de l'Union européenne* »¹⁷.

À l'époque, ces attaques frontales contre les ONG s'étaient soldées par une impasse. Dix ans plus tard, cependant, le scandale du « Qatargate » qui a secoué le Parlement européen à partir de décembre 2022 – le Maroc et le Qatar ayant soudoyé des députés européens pour protéger leurs régimes de toute critique –, a offert au PPE, et à Markus Pieper, une nouvelle occasion de s'en prendre aux ONG puisque le Qatar avait lui-même opéré par l'intermédiaire d'une ONG fantôme. Tout en refusant de soutenir un renforcement des règles éthiques¹⁸, le PPE a requalifié le Qatargate en en faisant une question relative aux ONG, soulignant : « *Nous devons parler des ONG* »¹⁹.

Au lendemain de la victoire de la société civile contre le programme du PPE lors de la NRL, et en utilisant le « Qatargate » comme arme contre les ONG, Markus Pieper a publié en décembre 2023 une nouvelle proposition de résolution du Parlement européen²⁰, adoptée en janvier 2024, sur « la transparence et la responsabilité des organisations non gouvernementales financées par le budget de l'UE »²¹. Après avoir salué « le rôle essentiel joué par les ONG dans la représentation de la société civile ainsi que dans la promotion et la défense des droits et des valeurs consacrés dans les traités et des droits fondamentaux inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE » et souligné « que les OSC (organisations de la société civile) méritent le plus grand respect et la plus grande gratitude pour le travail quotidien qu'elles accomplissent », la résolution dépeint ensuite les ONG comme des réseaux transnationaux obscurs, manquant de transparence, cherchant à « faire porter la responsabilité des scandales de corruption au sein du Parlement européen au secteur des ONG »,

15 BLOOM (2023). Le jeu toxique de la droite libérale, <https://www.bloomassociation.org/en/the-liberal-rights-toxic-game/>

16 Parlement européen (12/07/2023) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/PV-9-2023-07-12-RCV_EN.pdf

17 Parlement européen, Commission du contrôle budgétaire (16/03/2017). Projet de rapport sur le contrôle budgétaire du financement des ONG par le budget de l'UE, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CONT-PR-589138_EN.pdf

18 Follow The Money (2024) After calling for change, right-wing parties oppose a more transparent EU, <https://www.ftm.eu/articles/mep-misconduct-blocking-improvements>

19 CEO (17/12/2024). Commission's 'NGO gag order' will boost corporate lobby power <https://corporateeurope.org/en/2024/12/commissions-ngo-gag-order-will-boost-corporate-lobby-power>

20 Parlement européen, Commission du contrôle budgétaire (21/12/2023). Résolution sur la transparence et la responsabilité des organisations non gouvernementales financées par le budget de l'UE, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2023-0446_EN.html

21 Parlement européen (17/01/2024) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2024-0036_EN.html

comme l'explique Civil Society Europe, un organisme de coordination des organisations de la société civile au niveau de l'UE²².

En réponse, la Commission européenne a publié un nouvel ensemble de lignes directrices qui saluaient le travail des ONG, « *contribuant à une société pluraliste et dynamique* », avant de suggérer de réduire le financement de toutes les ONG menant des actions de plaidoyer auprès des institutions de l'UE, car « *l'envoi de lettres, l'organisation de réunions ou la fourniture de matériel de plaidoyer aux institutions de l'UE ou à des membres spécifiques d'une institution* » entraînant « *un risque pour la réputation de l'Union* »²³. Alarmé par ce changement de politique, le Corporate Europe Observatory a averti que « *cela risque de priver de soutien toutes les ONG basées à Bruxelles qui s'efforcent de faire entendre la voix des citoyens et de la planète – une voix très différente de celle de tous les lobbyistes d'entreprises qui siègent régulièrement au sein des groupes consultatifs de la Commission* »²⁴.

Malgré ce premier succès, ce n'est qu'à l'occasion des élections législatives européennes de 2024 et du glissement de l'équilibre politique vers la droite et l'extrême droite que le PPE trouvera le terrain propice pour lancer une offensive véritablement efficace et systématique contre la société civile.

L'offensive du PPE contre les ONG

En juin 2024, les élections législatives européennes ont vu une montée en puissance sans précédent de l'extrême droite européenne, avec l'arrivée de près de 190 députés européens²⁵ regroupés au sein de trois groupes parlementaires représentant les cinquante nuances de politiques réactionnaires, néofascistes, anti-écologistes, racistes et illibérales à travers le Vieux Continent. Loin de prendre ses distances par rapport à ces partis, la direction de la droite conservatrice européenne a fait le choix délibéré de virer brusquement à droite.

Dès le 8 novembre 2024, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a tiré le premier coup en se retournant contre le Green Deal et le travail qu'elle avait mené au cours des cinq années précédentes, annonçant une vaste campagne de déréglementation qui visait les obligations de devoir de vigilance des entreprises par le biais de l'Omnibus I²⁶.

Ce qui n'était au départ qu'une campagne isolée du PPE s'est rapidement mué en une offensive pleinement coordonnée contre la société civile, avec le soutien de la Commission européenne.

Quelques jours plus tard, le PPE célébrait sa première victoire : la Commission annonçait la réduction des fonds européens destinés aux activités de plaidoyer des ONG auprès des institutions l'UE, laissant le lobbying des entreprises totalement intact. Cette manœuvre a commencé à faire taire les voix progressistes, plusieurs ONG environnementales recevant des courriers officiels leur demandant de réviser en conséquence leurs programmes de travail et leurs stratégies²⁷. Ce qui n'était au départ qu'une campagne isolée du PPE s'est rapidement mué en une offensive pleinement coordonnée contre la société civile, avec le soutien de la Commission européenne.

Au cours des mois suivants, la direction du PPE et une partie croissante du groupe ont adopté des positions de plus en plus ouvertement anti-écologistes, conservatrices et populistes, reniant ainsi les acquis durement obtenus au fil d'une législature entière²⁸.

²² CEO (17/12/2024). *Supra*, Civil Society Europe (17/01/2024). Transparency & accountability of NGOs funded by the EU: Much Ado About Nothing! . *Supra*.

²³ European Commission, Secretariat-General Directorate-General for Budget (07/05/2024) Guidance on funding for activities related to the development, implementation, monitoring and enforcement of Union legislation and policy, [https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/290965/Guidance_funding%20to%20lobbying%20activities_final%20Ares\(2024\)3320196-%2007052024.pdf](https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/290965/Guidance_funding%20to%20lobbying%20activities_final%20Ares(2024)3320196-%2007052024.pdf)

²⁴ CEO (17/12/2024). *Supra*.

²⁵ AP News (11/06/2024). Europe's far right won ground in the EU elections. Can they unite to wield power? <https://apnews.com/article/european-parliament-election-far-right-b9339cfa7d2067bf6fa1941c166936d>

²⁶ Commission européenne (08/11/2024). Réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement à Budapest, en Hongrie <https://www.youtube.com/watch?v=wZUzRlsyDr8>

²⁷ Politico (28/11/2024) Commission tells NGOs EU money is not for lobbying www.politico.eu/article/european-commission-ngos-lobbying-environmental-advocacy-green-funds-life-program/

²⁸ Euractiv (24/12/2024). The year the EPP pushed the EU from 'green' to 'clean' <https://www.euractiv.com/news/the-year-the-epp-pushed-the-eu-from-green-to-clean/>

L'exemple le plus emblématique est l'interdiction des moteurs à combustion : cet élément clé du Pacte vert a été réduit à une interdiction partielle avec le soutien sans réserve du PPE, au motif que « *l'approche précédente du Pacte vert était bien intentionnée mais erronée sur des points clés – l'ouverture technologique a été remplacée par l'idéologie et la réalité industrielle par une politique symbolique. L'interdiction des moteurs à combustion était une erreur qui est désormais corrigée* »²⁹. Parallèlement, le PPE a également commencé à promouvoir un programme politique de plus en plus aligné avec la rhétorique d'extrême droite, dans le but de reconquérir un électorat manifestement séduit par une extrême droite en pleine ascension³⁰. Les mesures de protection de l'environnement, fleuron de la première présidence de von der Leyen, sont désormais qualifiées d'obstacle à la compétitivité européenne. La déréglementation et le démantèlement des normes durement acquises au terme de longs processus démocratiques sont devenus le nouveau mantra de la droite conservatrice³¹. L'Union européenne a abandonné l'ambition de sa législature précédente, au cours de laquelle Ursula von der Leyen avait présenté le Pacte vert comme « *notre nouvelle stratégie de croissance. (...) C'est le moment où l'Europe envoie l'homme sur la Lune* »³². En l'espace de quelques mois, dix paquets législatifs Omnibus se sont abattus sur Bruxelles sous la pression incessante des lobbies industriels, menaçant les normes européennes en matière de responsabilité des entreprises, d'agriculture, de réglementation numérique, de défense, d'énergie et de pesticides³³. Le 13 novembre 2025, à la suite d'une campagne d'ingérence soutenue menée par l'administration Trump et l'industrie américaine des combustibles fossiles, la droite et l'extrême droite ont forgé une alliance sans précédent dans l'histoire pour torpiller la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises³⁴. Dans la foulée, s'agissant de l'Omnibus environnemental, la Commission européenne a annoncé qu'elle était « *déterminée à continuer d'exploiter tout le potentiel de simplification et de soumettre la législation de l'UE à des stress tests* », avec « *des efforts stress tests [qui] couvriront l'ensemble de l'acquis environnemental*

au cours du mandat 2024-2029 de la Commission », de l'économie circulaire aux directives Natura 2000, en passant par la directive-cadre sur l'eau, la directive sur les nitrates et la directive sur les plastiques à usage unique³⁵. La NRL elle-même s'est retrouvée une nouvelle fois dans la ligne de mire : dans son document d'orientation pour 2026, le PPE a inscrit la révision de ce règlement phare parmi ses priorités.

Dans ce contexte, quiconque est susceptible de faire obstacle à cet agenda politique ou de continuer à défendre une vision écologique et sociale européenne ambitieuse est devenue une opposition gênante. **Aux yeux du PPE de Manfred Weber, les ONG progressistes, et en particulier les ONG environnementales, dont la légitimité était déjà contestée lors de la législature précédente, sont de plus en plus considérées comme des adversaires qu'il faut réduire au silence pour éviter qu'un épisode tel que le vote sur la NRL ne se reproduise, et pour laisser la voie libre au rouleau compresseur dérégulateur mené par le PPE.**

Dans cette entreprise, le PPE peut désormais compter sur le poids sans précédent des forces d'extrême droite au Parlement européen, qui ont toujours été, historiquement et fondamentalement, hostiles aux ONG progressistes.



Manfred Weber, président du Parti populaire européen (PPE) depuis 2022 et chef du groupe PPE au Parlement européen depuis 2014 © Union européenne 2026 - Alexis HAULOT

²⁹ EPP (16/12/2025). EPP Group victory: Combustion engine ban is gone <https://www.eppgroup.eu/newsroom/epp-group-victory-combustion-engine-ban-is-gone>

³⁰ À ce sujet, voir l'interview de Manfred Weber accordée à Politico, dans laquelle il défend l'alliance du PPE avec le groupe parlementaire d'extrême droite ECR, qui comprend les membres néofascistes de Fratelli d'Italia. Politico (15/01/2026), Europe shifted right – it's time centrists do too, says Manfred Weber, <https://www.politico.eu/article/europe-manfred-weber-epp-renew-giorgio-meloni/>

³¹ CEO (01/07/2025). A crash course on the EU's deregulation wave <https://corporateeurope.org/en/2025/07/crash-course-eus-deregulation-wave>

³² Euractiv (11/12/2019) Von der Leyen: Green deal is Europe's Man on the moon moment <https://www.youtube.com/watch?v=E2Z7rio5sow>

³³ Commission européenne (consulté en avril 2026). Simplification, https://commission.europa.eu/law/law-making-process/better-regulation/simplification-and-implementation/simplification_en

³⁴ BLOOM (février 2026). Warborn aux États-Unis, Chronique de la démolition de la démocratie européenne par un parlementaire sous influence américaine, <https://bloomassociation.org/wp-content/uploads/2026/02/Warborn-in-the-USA-ingerence-americaine-au-parlement-europeen.pdf>

³⁵ European Commission (10/12/2025), Simplifying for sustainable competitiveness, https://environment.ec.europa.eu/document/download/502b572e-4ac3-47a8-95a7-ce619e-c3e0ba_en?filename=COM_2025_980_1_EN_ACT_part1_v8.pdf

ACTE II: LA BLITZKRIEG COORDONNÉE CONTRE LES ONG

Le 26 novembre 2025, les députés libéraux, socialistes et verts ont quitté la séance inaugurale du SWG mise en place par la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen. Le député européen vert, Daniel Freund, a déclaré que « le groupe de travail fabrique un scandale là où il n'y en a pas » et que son « seul but est de semer la méfiance envers les organisations de la société civile, en particulier celles dont les valeurs ne correspondent pas à la vision du monde conservatrice de droite »³⁶, tandis que le député européen socialiste, Thomas Pellerin-Carlin, a justifié le boycott de cette commission parlementaire en dénonçant une « chasse aux sorcières », affirmant que « Le groupe S&D [Socialistes et Démocrates] ne se rendra pas complice de cette attaque contre la démocratie »³⁷.

La création de ce SWG est le fruit d'une double stratégie du PPE visant à bannir les ONG environnementales des institutions européennes : **une campagne de dénigrement et de délégitimation, d'une part, et de déstabilisation financière de la société civile, d'autre part.**

Cette offensive contre les ONG a donné lieu à une alliance parlementaire sans précédent entre les forces réactionnaires de droite et d'extrême droite, tout à l'avantage des lobbies industriels, notamment celui de la pêche industrielle. Le SWG réunit les porte-drapeaux du mouvement réactionnaire, illibéral et néofasciste qui se répand à travers l'Union européenne.

La création et la composition du SWG sont révélateurs du projet politique que conservateurs et extrême droite nourrissent pour l'Union européenne³⁸⁻³⁹ : une direction réactionnaire animée par la volonté de faire taire les voix dissidentes, de dérouler le tapis rouge aux lobbies industriels et d'instaurer une Europe des Nations au détriment du projet européen. Un projet attaqué de toutes parts, y compris par la Commission européenne elle-même, qui cède aux sirènes de l'extrémisme eurosceptique en réduisant le financement des think tanks et des ONG qui œuvrent depuis des décennies pour « protéger et promouvoir les droits et les valeurs consacrés dans les traités de l'UE et la Charte des droits fondamentaux, notamment en soutenant les organisations de la société civile actives aux niveaux local, régional, national et transnational »⁴⁰⁻⁴¹.

³⁶ Daniel Freund (27/11/2025) Attack on climate organisations: Greens expose sham investigation into NGOs <https://danielfreund.eu/en/aktuelles/attack-on-climate-organisations-greens-expose-sham-investigation-into-ngos/?lang=en>

³⁷ EU Observer (26/11/2025), European Parliament NGO-funding probe descends into chaos and walkouts, <https://euobserver.com/72592/european-parliament-ngo-funding-probe-descends-into-chaos-and-walkouts/>

³⁸ Le Monde (21/02/2026) Changer l'Europe de l'intérieur, la nouvelle stratégie de l'internationale réactionnaire à Bruxelles https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/21/changer-l-europe-de-l-interieur-la-nouvelle-strategie-de-l-internationale-reactionnaire-a-bruxelles_6667647_3232.html

³⁹ Politico (09/04/2026) Euroskeptical think tanks on the rise as Brussels slashes funding for pro-EU groups, <https://www.politico.eu/article/euroskeptical-think-tanks-on-rise-as-brussels-slashes-funding-pro-eu-groups/>

⁴⁰ Regulation (EU) 2021/692 of the European Parliament and the Council of 28 April 2021 establishing the Citizens, Equality, Rights and Values Programme and repealing Regulation (EU) No 1381/2013 of the European Parliament and of the Council and Council Regulation (EU) No 390/2014, <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2021/692/oj/eng>

⁴¹ European Commission. Citizens, Equality, Rights and Values programme overview https://commission.europa.eu/funding-tenders/find-funding/eu-funding-programmes/citizens-equality-rights-and-values-programme/citizens-equality-rights-and-values-programme-overview_en

La rupture du cordon sanitaire

Du report de la mise en œuvre de la loi anti-déforestation⁴² à l'adoption d'une législation autorisant la construction de centres de détention en dehors de l'UE pour accélérer le retour des migrants⁴³, le PPE et l'extrême droite travaillent désormais main dans la main⁴⁴. Cette offensive est le fruit d'une collaboration coordonnée et structurée, fondée sur un dialogue étroit⁴⁵. En mars 2026, un nouvel événement est venu mettre en lumière la dérive continue du PPE à l'encontre de l'État de droit⁴⁶. Le PPE et l'extrême droite au sein de la commission parlementaire des affaires constitutionnelles ont rejeté⁴⁷ un rapport du

député européen socialiste Alessandro Zan⁴⁸ visant à réaffirmer l'engagement du Parlement envers la Charte des droits fondamentaux de l'UE⁴⁹. Ce texte avait déjà été considérablement vidé de sa substance à la suite d'une série d'amendements rédigés en des termes quasiment identiques par le PPE, l'ECR et le Pfd⁵⁰, avant d'être rejeté dans son ensemble. Ce dernier épisode est d'une gravité alarmante : l'alignement du PPE avec l'extrême droite ne se limite plus à des textes législatifs techniques spécifiques considérés comme des obstacles, mais s'étend aux fondements mêmes de la démocratie et des droits européens.

Une offensive réactionnaire contre le débat démocratique

En s'attaquant à la société civile et au plaidoyer des ONG, la droite conservatrice européenne s'oppose aux principes fondateurs de la démocratie délibérative et aux fragiles arrangements mis en place au sein des institutions européennes pour faire respecter les principes de la démocratie libérale.

De la Convention citoyenne française sur le climat⁵¹ à l'Assemblée des jeunes citoyens sur les pollinisateurs⁵² en passant par le Panel citoyen européen sur l'équité intergénérationnelle⁵³ et les délibérations citoyennes menées par DemocracyNext⁵⁴, une véritable éthique du débat démocratique prend forme dans laquelle les participants, affranchis de l'emprise du pouvoir et des conflits d'intérêts privés, contribuent à l'élaboration de politiques publiques à la hauteur des défis contemporains.

42 Euro News (26/11/2025). European Parliament agrees to dilute and postpone EU deforestation rules <https://www.euronews.com/my-europe/2025/11/26/european-parliament-agrees-to-dilute-and-postpone-eu-deforestation-rules>

43 European Parliament, Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs (06/03/2026) https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/303965/Vote%20results_9%20March%202026.pdf

44 The Good Lobby The EU Far-Right Tracker: Exposing when the EPP sides with the Far right <https://thegoodlobby.eu/the-eu-far-right-tracker-exposing-when-the-epp-sides-with-the-far-right/>

45 Politico (17/03/2026) Right-wing MEP says he started group chat with EU conservatives that angered Merz <https://www.politico.eu/article/eu-right-wing-mep-conservatives-group-chat-friedrich-merz/>

46 Contexte (19/03/2026). Une alliance entre la droite et l'extrême droite empêche le Parlement européen de réaffirmer son soutien à la Charte des droits fondamentaux https://www.contexte.com/fr/actualite/pouvoirs/une-alliance-de-la-droite-et-de-lextreme-droite-empêche-le-parlement-europeen-de-reaffirmer-son-soutien-a-la-charte-des-droits-fondamentaux_258876

47 European Parliament, Committee on Constitutional Affairs (18/03/2026) Implementation of the Charter of Fundamental Rights of the European Union in the EU legal framework <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/304420/Implementation%20of%20the%20Charter%20of%20Fundamental%20Rights%20of%20the%20European%20Union%20in%20the%20EU%20legal%20framework.pdf>

48 Parlement européen (2025). Mise en œuvre de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans le cadre juridique de l'UE - 2025/2075(INI) [https://oeil.europarl.europa.eu/oeil/en/procedure-file?reference=2025/2075\(INI\)](https://oeil.europarl.europa.eu/oeil/en/procedure-file?reference=2025/2075(INI))

49 European Parliament Legislative Observatory (November 2025). Implementation of the Charter on Fundamental Rights of the European Union in the EU legal framework [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2025/778858/IUST_STU\(2025\)778858_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2025/778858/IUST_STU(2025)778858_EN.pdf)

50 European Parliament, Committee on Constitutional Affairs (21/11/2025). Amendments on the Report on the Implementation of the Charter of Fundamental Rights of the European Union in the EU legal framework https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFCO-AM-779768_EN.pdf

51 Convention Citoyenne pour le Climat, <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>

52 Commission européenne, Assemblée des jeunes citoyens sur les pollinisateurs https://citizens.ec.europa.eu/young-citizens-assembly-pollinators_en

53 Commission européenne, Panel de citoyens européens sur l'équité intergénérationnelle https://citizens.ec.europa.eu/european-citizens-panels/citizens-panel-intergenerational-fairness_en

54 DemocracyNext. Un autre avenir démocratique est possible, <https://www.demnext.org/>

En tant que théoricien du débat démocratique, Jürgen Habermas a fondé son « éthique du discours » sur la nécessité d'un débat entre des individus impartiaux, s'appuyant sur l'expertise et une délibération désintéressée⁵⁵. L'objectif n'est pas de résoudre une confrontation entre des intérêts divergents, mais de faire naître une solution fondée sur l'« autorité sans contrainte du meilleur argument ». Cette perspective fait écho aux travaux de Karl Popper qui, dans la préface de la deuxième édition de *La société ouverte et ses ennemis*, a fondé l'aspiration démocratique à vivre dans une société ouverte sur un engagement envers la liberté, l'humanité et la critique rationnelle :

« C'est l'aspiration d'innombrables hommes inconnus à s'affranchir, eux et leur esprit, de la tutelle de l'autorité et du préjugé. C'est leur effort pour édifier une société ouverte qui récuse l'autorité absolue de ce qui est simplement établi et de ce qui simplement traditionnel, tout en s'efforçant de préserver, de développer et de fonder des traditions, anciennes et nouvelles, qui soient à la hauteur de leurs exigences de liberté, d'humanité et de critique rationnelle. C'est leur refus de demeurer en retrait et d'abandonner l'entière responsabilité de gouverner le monde à quelque autorité humaine ou surhumaine, et leur disposition à assumer leur part du fardeau de responsabilité envers les souffrances évitables, et à œuvrer pour qu'elles le soient. »⁵⁶

La nécessité d'un débat démocratique impliquant des interlocuteurs pluriels et indépendants revêt une importance capitale dans l'élaboration des lois contemporaines, dans un monde dominé par les impératifs marchands et les intérêts industriels, et pour contrebalancer le pouvoir du lobbying des entreprises. Pourtant, face à l'influence démesurée des lobbies industriels et à leur omniprésence dans l'élaboration des normes européennes, Bruxelles étant devenue la capitale européenne du lobbying avec plus de 25 000 lobbyistes opérant dans la ville⁵⁷, l'Union européenne n'est pas parvenue à transposer le modèle de délibération démocratique défendu par Habermas, Popper ou les conventions citoyennes, afin de protéger réellement ses institutions contre la captation de la décision publique par les intérêts privés.

L'Histoire atteste du pouvoir des lobbies sur l'élaboration des lois et des dangers qu'il y a à laisser ce pouvoir s'exercer librement, sans contrôle ni contrepoids. L'adoption de la convention de l'OMS sur la lutte antitabac offre une illustration éloquente : reconnaissant « la nécessité d'être vigilant face à toute tentative de l'industrie du tabac visant à saper ou à contrecarrer les efforts de lutte antitabac, ainsi que la nécessité d'être informé des activités de l'industrie du tabac ayant un impact négatif sur ces efforts », les États avaient convenu de la nécessité d'interdire le lobbying de l'industrie du tabac⁵⁸.

Pourtant, aveugles à la captation par les intérêts privés en cours, les institutions européennes ont fondé la démocratie délibérative sur un mécanisme de consultation généralisée, sans distinguer le lobbying au service d'intérêts privés du plaidoyer en faveur de l'intérêt général. La seule restriction imposée au lobbying des entreprises a consisté en la création d'un « registre de transparence »⁵⁹ où lobbies et ONG sont tenus de déclarer les activités par lesquelles ils cherchent à influencer les politiques et les processus décisionnels de l'UE.

Face au déséquilibre persistant entre la défense de l'intérêt général et des intérêts privés, et consciente de l'ampleur de la mainmise sur la prise de décision publique actuellement en cours, l'Union européenne s'est dotée d'instruments destinés à permettre l'expression d'un contrepoids citoyen en finançant les activités de plaidoyer de la société civile à l'égard de l'Union. Ces instruments comprennent des fonds alloués dans le cadre de programmes tels que LIFE (destiné à la protection de l'environnement) ou CERV (Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs, introduit en 2021 et spécifiquement dédié à la promotion des valeurs de l'UE telles que l'égalité des genres et la participation citoyenne). Le règlement LIFE, par exemple, stipule ce qui suit à l'article 11 :

« Les subventions de fonctionnement soutiennent le fonctionnement d'entités à but non lucratif qui participent à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'application de la législation et des politiques de l'Union, et qui sont principalement actives dans le domaine de l'environnement ou de l'action pour le climat, y compris la transition énergétique, conformément aux objectifs du programme LIFE énoncés à l'article 3. »⁶⁰

⁵⁵ Jürgen Habermas (1983). Conscience morale et action communicative.

⁵⁶ Popper (1950). *La société ouverte et ses ennemis*, Princeton University Press, édition 2013 (traduction libre) [https://cdn.oujidalibrary.com/books/998/998-the-open-society-and-its-enemies-new-one-volume-edition-\(www.tawcer.com\).pdf](https://cdn.oujidalibrary.com/books/998/998-the-open-society-and-its-enemies-new-one-volume-edition-(www.tawcer.com).pdf)

⁵⁷ CEO (June 2017). Lobby Planet: Our guide to the murky world of corporate EU lobbying https://corporateeurope.org/sites/default/files/lp_brussels_report_v7_spreads_lo.pdf

⁵⁸ World Health Organisation (2003). Framework Convention on Tobacco Control <https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/264104b3-241a-4e48-88f9-aa7120779ffc/content>

⁵⁹ Registre de transparence de l'Union européenne https://transparency-register.europa.eu/index_en

⁶⁰ European Commission (consulted in april 2026), LIFE operating grants https://cinea.ec.europa.eu/programmes/life/life-operating-grants_en

Sur le site web du fonds LIFE, la Commission européenne a justifié son financement des ONG européennes par la nécessité de créer des « conditions de concurrence équitables » :

« Les entités à but non lucratif jouent un rôle important dans la sensibilisation aux questions environnementales en vue d'une meilleure gouvernance. Elles font entendre les préoccupations des citoyens de l'UE et assurent leur représentation démocratique. Pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'application adéquate de la politique environnementale ou climatique de l'UE, un dialogue ouvert et de grande envergure avec toutes les parties prenantes est nécessaire. Il est important que les organisations puissent prendre part à un tel dialogue, car elles représentent les citoyens de l'UE et ont une bonne compréhension des préoccupations du public concernant l'environnement et le changement climatique. Leur présence est importante pour apporter une contribution démocratique solide ainsi que des conditions équitables par rapport aux autres acteurs sur la scène européenne »⁶¹.

Pendant, à la suite de l'offensive lancée par la droite conservatrice dans le sillage du scandale du « Qatargate » et de la NRL, c'est la Commission européenne elle-même qui a déçu les espoirs d'une « égalité des chances » en annonçant la fin du financement des activités de lobbying des ONG environnementales en novembre 2024⁶².

Fortes de cette victoire, qui allait à l'encontre des principes mêmes d'une société ouverte en rendant plus difficile la participation de la société civile à la délibération démocratique européenne, tout en laissant intacte la pratique du lobbying massif du secteur privé, **la droite conservatrice et l'extrême droite européennes ont décidé de pousser cette logique à son terme, en cherchant à priver de financements ou à discréditer les ONG actives au sein des institutions européennes.**

Le risque est aujourd'hui celui du rouleau compresseur des lobbies industriels, qui s'emploient à écraser le débat démocratique européen et à faire glisser les institutions européennes vers une société fermée, dans laquelle seuls les défenseurs du statu quo et de la déréglementation auraient accès aux décideurs et voix au chapitre. Ce processus est déjà largement engagé, comme en témoigne, consternée, la société civile lors de la rencontre entre Ursula von der Leyen et les dirigeants industriels à Anvers, à l'occasion du Sommet européen de l'industrie⁶³.

Le champ de bataille : la commission parlementaire du contrôle budgétaire

La première salve d'accusations a été lancée entre décembre 2024 et janvier 2025, lorsque plusieurs **membres du PPE de la commission parlementaire du contrôle budgétaire (CONT) ont commencé à inoculer dans l'espace médiatique un nouveau récit visant à discréditer le concept même de plaidoyer des ONG**, remettant en cause une composante essentielle de la vie civique et du débat démocratique au sein des institutions européennes.

Alors que l'Union européenne reconnaissait jusqu'à récemment les ONG indépendantes comme une source indispensable d'expertise technique et politique, et encourageait le plaidoyer des ONG dans le cadre du règlement LIFE comme un contre-poids incontournable à l'influence des lobbies industriels, le député européen tchèque du PPE Tomáš Zdechovský a affirmé que les ONG n'avaient pas vocation à défendre leur vision ni à porter leurs recommandations devant les députés européens, soulignant que « *si vous voulez faire de la politique, présentez-vous aux élections* »⁶⁴.

⁶¹ Ibid.

⁶² Politico (28/11/2024). Commission tells NGOs EU money is not for lobbying <https://www.politico.eu/article/european-commission-ngos-lobbying-environmental-advocacy-green-funds-life-program/>

⁶³ Les Amis de la Terre Europe (2026). L'avenir de l'UE... entre les mains des citoyens ou dans les poches des lobbies d'entreprises ?, <https://friendsoftheearth.eu/news/the-future-eu-in-hands-of-people-or-in-pockets-of-corporate-lobbies/>; Corporate Europe Observatory (2026). This is what corporate capture looks like!, <https://corporateeurope.org/en/2026/04/what-corporate-capture-looks>

⁶⁴ Politico (16/01/2025). The NGO funding carousel <https://www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/the-ngo-funding-carousel/>

Afin de renforcer leur campagne et de rallier les citoyens à leur offensive contre la société civile, les députés européens du PPE de la commission CONT ont commencé à diffuser un nouveau discours frôlant le complotisme, affirmant que les ONG étaient financées par la Commission européenne pour mener un « lobbying de l'ombre » auprès des députés européens et des États membres de l'UE. Au risque de nuire à la réputation et à la légitimité démocratique des institutions européennes, les députés européens ont présenté les ONG comme des intermédiaires financés par la Commission européenne pour faire avancer de manière dissimulée le programme des services de la Commission, et en particulier celui de la Direction générale de l'environnement, auprès des deux autres institutions législatives de l'Union, à savoir le Parlement et le Conseil⁶⁵.

Les premiers à porter ces accusations dangereuses et complotistes ont été deux figures du PPE entretenant des liens particulièrement étroits avec le président du groupe, Manfred Weber : le député européen néerlandais Dirk Gotink, à son premier mandat au Parlement européen mais ancien porte-parole de Manfred Weber, et la députée européenne allemande Monika Hohlmeier, membre de longue date de l'Union chrétienne-sociale de Bavière (CSU), le parti de Manfred Weber, aujourd'hui à son quatrième mandat parlementaire. Dès début de l'offensive, Dirk Gotink a explicitement utilisé l'expression « lobbying de l'ombre »⁶⁶ pour désigner l'action de plaidoyer menée par les ONG en faveur de la mise en œuvre du Pacte vert, une expression reprise quelques mois plus tard au lancement des travaux du SWG, confirmant le caractère délibéré de ce choix sémantique aux accents complotistes.

L'approche adoptée par ces députés européens du PPE de premier plan n'a fait que légitimer les attaques émanant des élus siégeant plus à droite au Parlement⁶⁷. Ces accusations ont rapidement trouvé un écho au sein des groupes politiques d'extrême droite, et surtout parmi les Conservateurs et Réformistes européens (ECR)⁶⁸, qui compte parmi

ses membres des députés européens issus du mouvement Fratelli d'Italia de Meloni et du PiS polonais.

Ce sont précisément les députés européens de Fratelli d'Italia, en particulier leur coprésident Nicola Procaccini et le député Carlo Fidanza, qui ont tendu la main au PPE pour forger un axe commun d'attaque contre les ONG. En février 2025⁶⁹, les députés européens d'ECR ont lancé un appel en faveur de la création d'une *commission d'enquête parlementaire* chargée d'enquêter sur les violations présumées commises par la Commission européenne et les ONG environnementales dans l'attribution de subventions destinées à financer les activités de ces ONG. L'accusation portée par ECR était la même que celle défendue par les membres du PPE : la Commission, et en particulier la Direction générale de l'environnement (DG ENVI, alors sous l'autorité du commissaire socialiste néerlandais Timmermans), aurait payé des ONG pour qu'elles fassent pression sur le Parlement européen et d'autres services de la Commission en faveur des réformes législatives du Pacte vert⁷⁰⁻⁷¹.

Les autres groupes d'extrême droite, PFE et ESN (Europe des nations souveraines, le groupe auquel appartient l'AfD allemande), se sont empressés d'appuyer cet appel à la création d'une commission d'enquête⁷², un instrument contrôlé par le Parlement et destiné à examiner des allégations de mauvaise application du droit européen, déjà utilisée pour instruire des affaires d'une gravité avérée tels que les scandales des Panama Papers ou de Pegasus. Rapidement confronté à l'évidence qu'aucun élément n'indiquait une violation des règles européennes par la Commission (→ voir [Le rapport de la Cour des comptes européenne et le conflit d'intérêts potentiel](#))⁷³, rendant la création d'une *commission d'enquête* impossible à justifier, le PPE s'est vu contraint d'abandonner sa proposition initiale, la remplaçant par la création d'un SWG au sein de la commission CONT.

⁶⁵ Politico (2025) Fact-check: Did the European Commission really pay NGOs to lobby for the Green Deal?, <https://www.politico.eu/article/fact-check-european-commission-ngo-lobby-green-deal-activist/>

⁶⁶ Politico (04/02/2025) Fact-check: Did the European Commission really pay NGOs to lobby for the Green Deal? <https://www.politico.eu/article/fact-check-european-commission-ngo-lobby-green-deal-activist/>

⁶⁷ <https://x.com/DirkGotink/status/2002308527662989818>

⁶⁸ Politico (11/02/2025). Hard right calls for parliamentary investigation into EU grants to NGOs <https://pro.politico.eu/news/193811>

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ ECR (26/11/2026). Fidanza: Left-wing theatrics will not stop the scrutiny of EU-funded NGOs https://ecrgroup.eu/article/fidanza_left_wing_theatrics_will_not_stop_the_scrutiny_of_eu_funded_ngos

⁷² Politico (11/02/2025). *Supra*.

⁷³ Ibid.

Bien que doté de pouvoirs d'investigation moindres qu'une commission d'enquête, ce SWG constitue néanmoins un vecteur idéal pour l'axe de droite et d'extrême droite afin d'institutionnaliser, de coordonner et d'amplifier son offensive contre les organisations de la société civile.

En juin 2025, le PPE a franchi le Rubicon. Utilisant la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen comme champ de bataille, le PPE a décidé de rompre le cordon sanitaire et d'unir ses forces à celles de l'extrême droite de l'UE, contre le reste du Parlement européen, pour faire adopter la création d'un SWG chargé d'enquêter sur le financement des ONG par l'Union européenne⁷⁴.

Ce SWG vise à s'en prendre aux organisations progressistes en qualifiant le plaidoyer légitime des ONG de « lobbying de l'ombre » et de manipulation de l'« État profond » : des idées tirées directement de la rhétorique MAGA.

Ce moment est historique et profondément alarmant : il a non seulement constitué l'une des toutes premières manifestations d'une alliance explicite entre le PPE et l'extrême droite européenne au Parlement européen, mais cette coalition honteuse s'est nouée sur une question touchant le cœur des fondements démocratiques de l'Europe, servant ainsi les lobbies industriels les plus puissants et les plus destructeurs d'Europe.

L'allié du PPE : le lobby de la pêche

Voir la droite et l'extrême droite européennes marcher au pas avec les puissances industrielles afin d'affaiblir la législation environnementale européenne n'est ni nouveau ni surprenant. À l'approche des élections législatives européennes de 2024, notre analyse iPolitics des performances environnementales des députés européens a mis en lumière le bilan désastreux du PPE, de l'ECR et de l'ID au service des intérêts industriels, avec des scores tout aussi catastrophiques les uns que les autres⁷⁵. Notre rapport « Warborn in the USA » a également documenté l'influence de l'industrie fossile américaine sur le PPE dans le démantèlement de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises.

Notre enquête sur l'attaque du PPE contre les contre-pouvoirs a mis en lumière un lobby souvent négligé qui exerce une influence majeure sur le PPE et qui a activement contribué à la rhétorique

anti-ONG du PPE : le lobby de la pêche industrielle. Il est connu pour être aussi agressif et nuisible que les lobbies plus célèbres des énergies fossiles, de l'agriculture industrielle ou de l'exploitation minière actifs à Bruxelles⁷⁶.

En juin 2025, au plus fort de la controverse orchestrée par le PPE contre les ONG, et à quelques jours de l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur les océans à Nice, la fondation espagnole MarInnLeg a publié un rapport visant à discréditer les ONG de conservation des océans, insinuant que ces organisations poursuivaient un « agenda caché », à savoir : la destruction du secteur européen de la pêche afin d'ouvrir l'espace maritime aux entreprises énergétiques, et en particulier aux intérêts des combustibles fossiles et de l'exploitation minière en eaux profondes.



⁷⁴ Politico (19/06/2025). EU Parliament creates official body to probe NGO funding <https://www.politico.eu/article/eu-parliament-creates-official-body-to-probe-ngo-funding/>

⁷⁵ BLOOM (2024). iPolitics <https://ipolitics.bloomassociation.org/en>

⁷⁶ Influence Map (2022) Industry Influence on Biodiversity Policy. A Pilot Study Demonstrating Industry Associations' Engagement on Biodiversity-related Policy and Regulations, <https://influencemap.org/report/Industry-Associations-Biodiversity-Policy-19612>

Le discours complotiste de ce rapport, déployé à maintes reprises par les lobbies de la pêche industrielle et incluant des accusations contre BLOOM, reposait sur une théorie infondée articulée autour de leurs bailleurs de fonds philanthropiques :

« On trouve, par exemple, des ONG dont les fondateurs sont des magnats du pétrole, des magnats des matières premières ou des entreprises technologiques de premier plan (...) **Il n'est pas possible de spéculer sur leur motivation pour financer ou participer par d'importants dons à une ou plusieurs ONG, mais il est clair que leurs intérêts vont au-delà des déductions fiscales et du désir de collaborer à la sauvegarde de l'environnement des mers et des océans. Ces types d'activités des financeurs ont un lien particulier avec les ressources disponibles dans les mers et les océans, soit par le biais de l'exploitation minière marine visant à obtenir des nodules de manganèse, des roches riches en cuivre, en nickel ou en cobalt – comme celles que l'on trouve dans la zone Clarion-Clipperton dans la région du Pacifique entre Hawaï et le Mexique –, qui sont des matériaux nécessaires à la fabrication de moteurs, de batteries, de panneaux ou de turbines, soit par le biais des nouvelles énergies marines renouvelables afin de maintenir leur position dans le secteur énergétique en cette période de**

transition énergétique, entre autres activités telles que les télécommunications sous-marines ou la surveillance de l'impact environnemental des activités maritimes. Par conséquent, cette situation pourrait donner lieu à la perception d'un conflit d'intérêts entre leurs rôles au sein de l'ONG et leurs activités commerciales ou d'autres intérêts personnels, une question qui pourrait faire l'objet de critiques »⁷⁷.

Cette théorie purement complotiste peut facilement être réfutée : les ONG visées dans ce rapport mènent également des campagnes contre l'industrie des énergies fossiles et l'exploitation minière en eaux profondes. L'accusation s'avère ainsi rapidement et facilement sans fondement. Elle a néanmoins contribué à alimenter la campagne de doute et de suspicion menée par le PPE et le lobby de la pêche industrielle à l'encontre des ONG européennes.

La tentative de MarInnLeg de discréditer les ONG de protection des océans au moyen d'arguments aussi inconsistants n'a guère surpris : cette fondation, dont la mission affichée est de soutenir les acteurs de l'industrie maritime (pêche industrielle, secteur portuaire et armateurs)⁷⁸, et en particulier les entreprises liées au port de Vigo en Espagne, dispose d'un conseil d'administration qui se lit comme un véritable bottin mondial des grands acteurs de la pêche industrielle espagnole.

Patronato

El Patronato de MarInnLeg está conformado por las siguientes entidades públicas y privadas:



⁷⁷ MarInnleg (2025). Diagnostic des groupes d'intérêt bleus, <https://marinnleg.org/wp-content/uploads/2025/08/DIAGNOSIS-of-BLUE-INTEREST-GROUPS.pdf>

⁷⁸ <https://marinnleg.org/about-us/?lang=en>

Conxemar⁷⁹ est l'association espagnole des grossistes, importateurs, exportateurs et fabricants de produits de la pêche et de l'aquaculture. Conxemar recense 251 membres sur son site web, parmi lesquels figurent d'importantes entreprises de pêche telles que Grupo Pereira, Baltimar, Jealsa, Freiremar, Gandón, Pescanova et WOFCO. **Cepesca**⁸⁰ est la confédération espagnole de la pêche, qui représente 32 associations d'armateurs (dont Agarba, Pescanova, Anabac et Opagac) et plus de 700 navires, dont 95 % de la flotte de pêche hauturière exploitant certains des plus grands navires de pêche au monde. **Agarba**⁸¹ est l'association espagnole des entreprises de pêche à la morue, **ARVI**⁸² est la coopérative des armateurs du port de Vigo et **ACLUNAGA**⁸³ est un regroupement de chantiers navals espagnols, membre du lobby européen SEA Europe⁸⁴.

Alimentant ainsi son discours anti-ONG, le PPE a apporté tout son soutien à ce rapport malhonnête en organisant son lancement officiel au sein même du Parlement européen, lors d'un événement présidé par le député européen du PPE Niclas Herbst (Allemagne), en présence de représentants de premier plan du lobby de la pêche, d'Europêche, d'Opagac, Seafood Europe, ainsi que leurs défenseurs politiques les plus véhéments, dont les députés européens du PPE Milas Mon (Espagne) et Le Callennec (France)⁸⁵.

Au cours de cet événement, auquel BLOOM a également assisté, la porte-parole de MarInnLeg, Carla Baz, a admis que les conclusions du rapport reposaient en grande partie sur des opinions personnelles, des

déductions et des spéculations, sans aucune preuve pour étayer l'argument d'un « agenda caché ». De même, Carla Baz a affirmé que les ONG de protection des océans disposaient d'un budget plus important que les lobbies de la pêche industrielle, sans fournir la moindre donnée pour étayer cette affirmation.

Javier Garat, président d'Europêche, a porté un discours similaire, affirmant que les ONG de conservation des océans recevant des financements de fondations basées aux États-Unis ou au Royaume-Uni pouvaient poursuivre un agenda caché visant à saboter l'industrie de la pêche européenne au profit de concurrents de ces pays, tandis que Katarina Sipic, secrétaire générale de Seafood Europe, a suggéré que les ONG pouvaient être financées par des intérêts russes et chinois.

Bien que ces théories sans fondement n'aient pas résisté à l'épreuve des faits – les ONG de conservation des océans de l'UE s'opposant sans relâche à la pêche industrielle à l'échelle mondiale, ainsi qu'à l'industrie des combustibles fossiles –, la mission du PPE a été accomplie : il peut désormais compter sur le lobby de la pêche industrielle pour rejoindre l'offensive contre la société civile européenne.

En d'autres termes, cet événement n'était rien d'autre qu'une tribune destinée à diffuser des fausses informations et des accusations sans fondement visant à jeter le doute sur la bonne foi et le travail des ONG environnementales, le tout avec le soutien du député européen du PPE Niclas Herbst, président de la commission CONT et du SWG.

⁷⁹ <https://www.conxemar.com/en/>

⁸⁰ <https://cepesca.es/sobre-cepesca/>

⁸¹ <https://www.arvi.org/agarba/>

⁸² <https://www.arvi.org/>

⁸³ <https://aclunaga.es/>

⁸⁴ <https://www.seaeurope.eu/>

⁸⁵ <https://thefishingdaily.com/latest-news/ngo-funding-opacity-new-report-exposes-geopolitical-agendas/>

Le 26 novembre 2025, lors du lancement des travaux du SWG, les députés libéraux, socialistes, écologistes et de gauche ont annoncé boycotter le SWG, refusant de se rendre complices d'une « chasse aux sorcières » contre la société civile⁸⁶.

Loin de mettre au jour des irrégularités, les auditions du SWG ont rapidement établi que les accusations portées contre les ONG étaient totalement infondées. Début février 2026, le Néerlandais Dirk Gotink (PPE) a admis publiquement que : « *Le problème que nous abordons ici n'est pas de déterminer si les faits sont illégaux, mais de déterminer s'ils sont politiquement indésirables* »⁸⁷⁻⁸⁸.

Dans ce contexte, le SWG est devenu le théâtre sur lequel les ennemis les plus dangereux de la société ouverte

reproduisent, cette fois-ci au cœur même des institutions européennes, l'offensive que les gouvernements européens les plus réactionnaires ont déjà engagé au niveau national pour saboter une société libre et ouverte.

À ce titre, le SWG est devenu une véritable arme politique, conférant un vernis de légitimité institutionnelle et de respectabilité à un discours réactionnaire et illibéral. Il sert de caisse de résonance au discours anti-ONG européen et de plateforme de convergence pour les députés européens illibéraux, qu'ils appartiennent au cercle rapproché du président du PPE Manfred Weber et du chancelier allemand Friedrich Merz, ou à l'extrême droite européenne, notamment du Fidesz hongrois, du Rassemblement national français ou de Fratelli d'Italia en Italie.

La descente de l'Europe vers les ténèbres

Si le PPE nourrit une rancœur profonde à l'égard des ONG depuis sa défaite sur l'accord commercial UE-États-Unis (TTIP) et la loi sur la restauration de la nature (NRL), son alliance avec l'extrême droite européenne pour créer le SWG constitue une erreur politique historique majeure.

Ce faisant, le PPE a effectivement permis à la rhétorique réactionnaire et illibérale, qui gagne du terrain depuis plusieurs années au sein de l'Union européenne, de faire une entrée fracassante dans les institutions européennes, conférant une légitimité sans précédent aux forces politiques illibérales qui font de la société civile leur bouc émissaire à travers l'Europe.

Hongrie : La présidence de Viktor Orbán, de 2010 à 2026, a été marquée par une restriction généralisée des libertés civiles⁸⁹. La loi sur la transparence et la vie publique⁹⁰, adoptée en mai 2025, incarne la vision illibérale du Fidesz. Elle vise à créer un registre des organisations influençant la vie publique hongroise et bénéficiant d'un soutien financier étranger⁹¹. Elle a donné au « Bureau de protection de la souveraineté » le pouvoir discrétionnaire d'inscrire sur une liste les organisations considérées comme étant « sous influence étrangère »⁹². Cet organisme, contrôlé par le gouvernement⁹³, également chargé de vérifier que les ONG respectent la loi et se conforment à la promotion des valeurs traditionnelles par le gouvernement, est entaché d'un grave conflit d'intérêts menaçant le débat civique.

→

⁸⁶ EU Observer (2026) European Parliament NGO-funding probe descends into chaos and walkouts, <https://euobserver.com/72592/european-parliament-ngo-funding-probe-descends-into-chaos-and-walkouts/>

⁸⁷ SWG CONT (11/02/2026) <https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/20260211-1600-COMMITTEE-CONT>

⁸⁸ EU Observer (2026) Why rightwing inquiry into Europe's NGOs was never about transparency <https://euobserver.com/203164/why-rightwing-inquiry-into-europes-ngos-was-never-about-transparency/>

⁸⁹ Revue française de science politique (2024). Les faux-semblants de la « démocratie illibérale » hongroise, ou la construction controversée d'un autoritarisme électoral au cœur de l'Union européenne <https://shs.cairn.info/revue-revue-francaise-de-science-politique-2024-4-page-683?lang=fr>

⁹⁰ Transparence de la vie publique. Date de soumission : 13/05/2025 23:38. Numéro de document : T/11923. ID Parlex : 16QG3oWoo01 https://helsinki.hu/en/wp-content/uploads/sites/2/2025/05/Bill-T11923_Transparency-of-Public-Life.pdf

⁹¹ Hungary Today (22/05/2025). Fidesz MEPs Defend New Transparency Bill Targeting Foreign Interference <https://hungarytoday.hu/fidesz-meps-defend-new-transparency-bill-targeting-foreign-interference/>

⁹² Dejusticia (02/10/2025). The Hungarian Case and its Anti-NGO Law <https://www.dejusticia.org/en/the-hungarian-case-and-its-anti-ngo-laws/>

⁹³ Verfassungsblog (15/03/2024). L'Office de protection de la souveraineté, la partie émergée de l'iceberg <https://doi.org/10.59704/1eb748ca92bbb91c>

Slovaquie : Depuis octobre 2023, Robert Fico est revenu au pouvoir avec une politique populiste et réactionnaire⁹⁴. Sa volonté de mettre fin à la « suprématie des ONG »⁹⁵ s'est concrétisée par la « loi sur les organisations non gouvernementales », qui oblige les organisations de la société civile, mais pas les lobbyistes du monde des affaires, à publier des informations financières détaillées et à se conformer aux exigences de transparence des donateurs, sous peine de sanctions sévères⁹⁶. En raison de ses implications pour l'opposition démocratique du pays, le projet de loi a été accusé de relever d'une logique propre au Kremlin⁹⁷. En outre, le projet de loi a été jugé incompatible avec la Constitution slovaque par la Cour constitutionnelle de Slovaquie, au motif qu'il met en danger les libertés et droits humains fondamentaux⁹⁸. La Commission de Venise a également estimé que cette loi contrevient aux normes internationales en matière de droits humains, ainsi que la liberté d'association et le droit à la vie privée⁹⁹.

République tchèque : Depuis décembre 2025, le retour au pouvoir d'Andrej Babiš, le « Donald Trump tchèque » bien connu pour sa politique populiste de droite et pro-Poutine¹⁰⁰, est synonyme de dérive vers l'extrême droite. La coalition gouvernementale est composée du parti de Babiš, ANO, allié à deux partis d'extrême

droite : le *Smer, sociálna demokracia*, et Motorists for Themselves¹⁰¹. En mars 2026, le gouvernement a rédigé un projet de loi réactionnaire inspiré des lois répressives de Poutine¹⁰², créant ainsi une base de données des ONG ayant des liens avec l'étranger. Les organisations s'exposent à de lourdes sanctions financières si elles ne se conforment pas à l'obligation de divulguer leurs activités. Comme dans la loi russe, les sanctions ne seraient pas décidées par les tribunaux ; le pouvoir reviendrait en effet exclusivement au ministère de la Justice¹⁰³.

Italie : La politique d'extrême droite de Giorgia Meloni a été renforcée par le décret sur la sécurité, adopté en 2025, qui vise à criminaliser les manifestations et à faire taire les dissidents¹⁰⁴. Les médias ont également été pris pour cible par le gouvernement, qui a pris le contrôle de la chaîne publique RAI¹⁰⁵, tandis que les poursuites pour diffamation contre des journalistes¹⁰⁶ et les « procès SLAPP »¹⁰⁷ se multiplient. Des journalistes et des membres de la société civile ont été visés par Graphite, un logiciel de piratage israélien permettant d'espionner les communications privées et les discussions en ligne, commercialisé exclusivement aux gouvernements. Cette affaire, toujours en cours, a donné lieu à de graves accusations d'espionnage contre la société civile de la part du gouvernement de Meloni¹⁰⁸.

→

94 The Battleground (01/10/2025). Slovakia's authoritarian drift <https://thebattleground.eu/2025/09/29/slovakias-authoritarian-drift/>

95 Politico (17/04/2025). Slovakia adopts Russian-style law targeting NGOs <https://www.politico.eu/article/slovakia-adopts-russian-bill-targeting-ngos/>

96 Balkan Insight (26/04/2025). Slovak civil society fears chilling new era as NGO law is implemented <https://balkaninsight.com/2025/05/26/slovak-civil-society-fears-chilling-new-era-as-ngo-law-is-implemented/rd/>

97 Politico (17/04/2025). Slovakia adopts Russian-style law targeting NGOs <https://www.politico.eu/article/slovakia-adopts-russian-bill-targeting-ngos/>

98 Philea (27/02/2026). Controversial Slovakian NGO bill declared unconstitutional <https://philea.eu/controversial-slovakian-ngo-bill-declared-unconstitutional/>

99 Ibid.

100 The Battleground (01/10/2025). Slovakia's authoritarian drift <https://thebattleground.eu/2025/09/29/slovakias-authoritarian-drift/>

101 Touteurope.eu (09/12/2025). République tchèque : le populiste Andrej Babiš nommé Premier ministre <https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/republique-tcheque-le-populiste-andrej-babis-nomme-premier-ministre/>

102 Euractiv (20/03/2026). Czech government drafts 'foreign agent' law resembling Kremlin's handbook <https://www.euractiv.com/news/czech-government-drafts-foreign-agent-law-resembling-kremlins-handbook/>

103 EU Observer (25/03/2026). Now Babiš' Czech Republic wants a Russian-style 'foreign agents' law against NGOs <https://euobserver.com/208080/now-babis-czech-republic-wants-a-russian-style-foreign-agents-law-against-ngos/>

104 European Civic Forum (28/05/2025). NGOs sound alarm over Italian Security Decree; urge action from EU Commission <https://civic-forum.eu/press/ngos-sound-alarm-over-italian-security-decree-urge-action-from-eu-commission>

105 Politico (06/05/2024). Journalists at Italian public media strike over Meloni government's influence <https://www.politico.eu/article/giorgia-meloni-italian-state-broadcaster-rai-press-freedom-journalists-on-strike-public-media/>

106 Le Monde (21/02/2025). En Italie, le gouvernement de Giorgia Meloni multiplie les plaintes contre les journalistes et reprend en main les médias publics, <https://www.lemonde.fr/article-offert/16973f988183-6557603/en-italie-le-gouvernement-de-giorgia-meloni-attaque-la-presse-et-reprend-en-main-l-audiovisuel-public>

107 Coalition Against SLAPP in Europe (January 2026). 2025 Report SLAPP in Europe: Democracy in the dock <https://www.thegoodlobby.it/wp-content/uploads/2026/02/2025-report-SLAPPs-in-Europe.pdf>

108 The Guardian (06/03/2026). Italian activists and journalist targeted by spyware in 2024, prosecutors confirm <https://www.theguardian.com/world/2026/mar/06/italy-activists-and-journalist-targeted-by-spyware-in-2024-prosecutors-confirm>

Allemagne : Le vote conjoint de la CDU et de l'AfD en faveur d'une proposition visant à durcir les politiques migratoires a suscité de nombreuses manifestations, notamment organisées par des ONG, contre cette décision de la CDU qui révèle son glissement vers l'extrême droite. La CDU a ensuite affirmé que les ONG avaient enfreint le principe interdisant leur participation à la politique partisane et a, en conséquence, déposé une demande d'information parlementaire auprès du gouvernement fédéral¹⁰⁹. Cette initiative peut être interprétée comme une instrumentalisation politique visant à affaiblir les ONG.

France : Bien qu'ils ne soient pas au pouvoir, les partis d'extrême droite français mènent une campagne législative acharnée contre les organisations de la société civile. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026, le Rassemblement national a proposé de nombreux amendements contre les ONG, tels que le retrait des subventions publiques et des réductions d'impôt associées aux dons qui leur sont versés à toutes les associations qui facilitent l'entrée,

la circulation ou le séjour irrégulier d'étrangers¹¹⁰ et l'interdiction du bénéfice de l'exonération de TVA pour les organisations recourant à la désobéissance civile¹¹¹. L'UDR a proposé la suspension des avantages fiscaux accordés au titre de dons, versements et legs aux organisations qui dénoncent activement les pratiques de l'agriculture industrielle¹¹².

Des attaques similaires contre la société civile ont également lieu en **Bulgarie** et en **Croatie** où, par exemple, le Parti Renaissance d'extrême droite a régulièrement tenté d'introduire une loi similaire à la loi russe sur les agents étrangers¹¹³. La société civile croate perd également des ressources et/ou de l'influence tandis que les médias sont confrontés à des pressions financières et à un harcèlement verbal, physique et législatif croissant¹¹⁴.

→ Vous trouverez plus de détails et de références sur les attaques menées par des gouvernements de l'UE et hors UE contre les ONG et la société civile dans [l'ANNEXE I](#).

¹⁰⁹ Dw (03/03/2025). Germany: Conservatives scrutinize state support for NGOs <https://www.dw.com/en/german-conservative-party-questions-political-neutrality-of-non-governmental-organizations/a-71794579>

¹¹⁰ Assemblée Nationale (2025). Amendement n°1-282. Projet de loi de finances pour 2026 (n° 1906) <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/amendements/1906A/AN/282>

¹¹¹ Assemblée Nationale (2025). Amendement n°1-1174. Projet de loi de finances pour 2026 (n° 1906) <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/amendements/1906A/AN/1174>

¹¹² Assemblée Nationale (2025). Amendement n°1-573. Projet de loi de finances pour 2026 (no 1906). <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/amendements/1906A/AN/573>

¹¹³ Civil Liberties Union For Europe (2026). Liberties Rule of Law Report <https://www.liberties.eu/f/wtaqq>

¹¹⁴ *Ibid.*

LE « PANTHÉON DE LA HONTE » DU SWG

Créé à l'automne 2025 et composé de huit membres (à l'exclusion des députés européens progressistes qui l'ont boycotté dès la toute première session)¹¹⁵, le SWG n'a cessé depuis de promouvoir un discours complotiste et une logique néo-macarthyste visant à attiser la méfiance envers les ONG et à servir les intérêts des lobbies industriels. En s'alliant à l'extrême droite européenne, l'aile conservatrice du PPE a conclu un pacte avec le diable et l'a placé au cœur des institutions européennes. Le SWG doit publier un rapport rédigé par deux rapporteurs : Carlo Fidanza, membre de la droite néofasciste italienne, et Dirk Gotink, ancien porte-parole de Manfred Weber.


Cet album photo des membres les plus influents du SWG offre un aperçu saisissant des liaisons dangereuses entretenues par ces parlementaires avec les milieux d'affaires et les réseaux internationaux trumpistes et néofascistes, mettant en lumière les contradictions et les zones d'ombre entourant ceux qui portent aujourd'hui un programme réactionnaire et illibéral au cœur des institutions européennes : un programme qui menace les fondements mêmes de la démocratie européenne.

Niclas Herbst


En décembre 2025, Niclas Herbst, député européen allemand originaire du Schleswig-Holstein, a été élu à la tête de la délégation allemande du PPE, la plus grande et la plus influente au sein du groupe, capable de définir l'agenda politique de l'ensemble du groupe.

Niclas Herbst est ainsi l'un des membres les plus influents du Parlement européen. Soutenu par le chancelier allemand Friedrich Merz, issu de la même famille politique, il est également proche de Manfred Weber, le président du PPE, qui dirige le groupe conservateur d'une main de fer¹¹⁶.

Jusqu'à son élection à la tête de la délégation allemande du PPE, Niclas Herbst a occupé la présidence de la commission parlementaire CONT, puis du SWG. Tout en employant une rhétorique plus raffinée que les autres membres du PPE siégeant au SWG, notamment en raison de son rôle « impartial » de président, Herbst a participé à l'institutionnalisation de la campagne de dénigrement et de délégitimation visant les ONG au sein du Parlement européen.



Niclas HERBST



MEMBRE DE	Groupe PPE Chef de la délégation allemande
PAYS	Allemagne
PARTI	CDU (Christlich Demokratische Union)
RÔLE SWG	Président (jusqu'en décembre 2025)

TRAITS DISTINCTIFS

L'un des eurodéputés les plus proches de la direction du PPE et du chancelier allemand Friedrich Merz. Il a présenté le rapport MarInnLeg en tentant de discréditer les ONG de protection des océans.

En tant que membre de la commission de la pêche (PECH) du Parlement européen et défenseur du lobby de la pêche industrielle¹¹⁷ au sein de l'institution, Niclas Herbst a organisé une conférence du PPE consacrée à la présentation d'un rapport du think tank sur la pêche industrielle, MarInnLeg, à quelques jours seulement de la tenue de la Conférence des Nations unies sur les océans en juin 2025 à Nice¹¹⁸⁻¹¹⁹.

¹¹⁵ Composition du SWG https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/303416/SWG_List%20of%20Members.pdf

¹¹⁶ Euractiv (20/01/2026) Manfred Weber seeks to regain control of EPP rebels after far-right defection <https://www.euractiv.com/news/manfred-weber-seeks-to-regain-control-of-epp-rebels-after-far-right-defection/>

¹¹⁷ BLOOM (18/01/2024). Derniers votes sur l'océan au Parlement européen : tracer la voie pour le prochain mandat <https://www.bloomassociation.org/en/last-votes-for-the-ocean/>

¹¹⁸ Politico (05/06/2025). Fresh water done, now for oceans <https://pro.politico.eu/news/199742>

¹¹⁹ Fishing Daily (18/06/2025). NGO Funding Opacity - New Report Exposes Geopolitical Agendas <https://thefishingdaily.com/latest-news/ngo-funding-opacity-new-report-exposes-geopolitical-agendas/>

Réunissant l'ensemble des acteurs du secteur européen de la pêche industrielle ainsi que leurs principaux relais politiques, cet événement a servi de caisse de résonance aux attaques de l'industrie contre les ONG de défense des océans. Niclas Herbst, a apporté son soutien à ces offensives, qui se poursuivent encore aujourd'hui (→ voir [L'allié \(peu surprenant\) du PPE : le lobby de la pêche](#)).

À cet égard, le discours solennel de Friedrich Merz lors du congrès de la CDU fin février 2026, au cours duquel il affirmait avoir « pris la décision de rechercher un soutien à nos politiques exclusivement au centre de l'échiquier politique »¹²⁰, résiste difficilement à l'épreuve des faits, au regard des relations entretenues à par Niclas Herbst à Bruxelles.

L'incohérence entre le discours tenu en Allemagne et les actions menées à Bruxelles ne s'arrête pas là : Niclas Herbst est en effet vice-président de l'*Europa Union Schleswig-Holstein*¹²¹ la section locale d'une organisation multipartite et pro-européenne au sein de laquelle siègent de nombreux


Herbst a participé à l'institutionnalisation de la campagne de dénigrement et de délégitimation visant les ONG au sein du Parlement européen.

députés européens et députés nationaux allemands issus de divers partis pro-européens. *L'Europa Union* est elle-même enregistrée en tant qu'ONG dans le registre de transparence de l'UE¹²², et mène des actions de plaidoyer auprès de l'UE, rencontrant activement des députés européens¹²³. Bien que Niclas Herbst ait le droit d'exercer à titre *bénévole* la fonction de vice-président de cette organisation, il n'en demeure pas moins frappant de voir le président d'un SWG dont l'objectif déclaré consiste notamment à attaquer les ONG et à discréditer leur plaidoyer auprès de l'UE, occuper simultanément le poste de vice-président d'une ONG engagée précisément dans ce type de plaidoyer.

Carlo Fidanza


Carlo Fidanza, bras droit de Giorgia Meloni au Parlement européen et membre fondateur de Fratelli d'Italia, siège en tant que corapporteur du SWG aux côtés du député européen du PPE Dirk Gotink. Il est sans doute l'un de ses membres les plus virulents et réactionnaires, appelant à un contrôle minutieux des fonds alloués aux « ONG ultra-écologistes »¹²⁴.

Les allégeances politiques de Carlo Fidanza sont claires : ses publications sur les réseaux sociaux se lisent comme une célébration des mouvances les plus radicales de l'extrême droite italienne, jalonnées de commémorations de la fondation du **Movimento Sociale Italiano**¹²⁵, le parti d'après-guerre fondé par d'anciens responsables du régime de Mussolini et ancêtre de l'actuel Fratelli



Carlo FIDANZA

MEMBRE DE	Groupe CRE Chef de la délégation italienne
PAYS	Italie
PARTI	Fratelli d'Italia
RÔLE SWG	Rapporteur



TRAITS DISTINCTIFS

Bras droit de Giorgia Meloni en Europe, il entretient des liens étroits avec des organisations de base néo-fascistes. Il est vice-président de l'International Democratic Union

d'Italia, ainsi que de photographies attestant de sa participation à des événements organisés par la **Gioventù Nazionale**¹²⁶, largement documenté comme un terreau

¹²⁰ Politico (21/02/2026) Why Germany's conservatives can't get over Angela Merkel, <https://www.politico.eu/article/why-germany-conservatives-cant-get-over-angela-merkel/>

¹²¹ <https://www.europa-union-sh.de/ueber-uns/gremien/landesvorstand>

¹²² https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_fr?id=31894143133-68

¹²³ <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/search-meetings?transparencyRegisterIds=31894143133-68>

¹²⁴ ECR (26/11/2025). *Supra*.

¹²⁵ <https://www.facebook.com/photo/?fbid=1436434687849409&set=a.507064904119730>

¹²⁶ <https://www.facebook.com/fidanzacarlo/posts/pfbid0zYvnmFGvD5opirJaKvHaV1CG467woeftNeZrapnUmSGcJkgtH67r3cTm7uU4RzH1l>

de diffusion d'idéologies néonazies, racistes, antisémites et misogynes¹²⁷⁻¹²⁸⁻¹²⁹.

Le fait le plus révélateur est que Carlo Fidanza a publiquement célébré l'héritage de **Pino Rauti**¹³⁰, théoricien du néofascisme subversif italien moderne et fondateur d'**Ordine Nuovo**, le mouvement du *Terrorismo nero* (terrorisme néofasciste) responsable des atrocités politiques les plus dévastatrices de l'histoire italienne d'après-guerre, dont le **massacre** de la **Piazza Fontana** à Milan en 1969, **l'attentat contre le train Italicus** et le **massacre de la Piazza della Loggia** à Brescia en 1974¹³¹. Par ailleurs, une enquête récente a révélé les liens étroits entre plusieurs membres éminents du parti Fratelli d'Italia, notamment Carlo Fidanza et Gioacchino Amico. Ce dernier est un membre clé d'un clan mafieux basé dans le nord de l'Italie, qui a également contribué à l'organisation de la campagne de Fidanza pour les élections européennes de 2019¹³²⁻¹³³⁻¹³⁴.



Carlo Fidanza participant à un rassemblement du mouvement néofasciste Gioventù Nazionale à Milan, le 30 janvier 2026 <https://www.facebook.com/photo/?fbid=1463431431816401&set=pcb.1463431475149730>

Qu'un député européen en exercice puisse afficher publiquement de telles affiliations tout en menant simultanément

Les allégeances politiques de Carlo Fidanza sont claires : ses publications sur les réseaux sociaux se lisent comme une célébration des mouvances les plus radicales de l'extrême droite italienne.

une offensive parlementaire contre les organisations de la société civile œuvrant pour la défense des valeurs démocratiques, de concert avec la droite conservatrice, devrait susciter une profonde inquiétude ; une inquiétude d'autant plus grande lorsque l'on considère que Carlo Fidanza est le co-rapporteur du SWG, aux côtés du député européen du PPE, Dirk Gotink.

Les efforts délibérés de Carlo Fidanza pour promouvoir un discours d'extrême droite, normalisant et légitimant un agenda extrémiste, ont pour objectif de reproduire à Bruxelles ce qu'il élabore depuis des années à Washington. En effet, Carlo Fidanza est bien ancré dans la scène d'extrême droite américaine, comme en témoigne, à titre d'exemple récent, sa participation à la dernière réunion de la CPAC (Conservative Political Action Conference) au Texas fin mars de cette année. Cette réunion constitue le rassemblement le plus important de la droite républicaine américaine et est désormais la plateforme privilégiée du mouvement MAGA et de ses alliés internationaux¹³⁵.

Plus important encore, Carlo Fidanza occupe le poste de vice-président de **l'International Democracy Union**¹³⁶, l'alliance internationale des partis conservateurs et d'extrême droite au cœur de notre enquête « Warborn in the USA », publiée en février 2026.¹³⁷

¹²⁷ FanPage (2024). Gioventù Meloniana, <https://www.fanpage.it/backstair/story/gioventu-meloniana-inchiesta-su-giovani-di-fdi/>

¹²⁸ Repubblica (24/06/2024). "Gioventù Meloniana": la faccia nascosta dei ragazzi di Fdi, tra saluti romani, inni al duce e "Sieg Heil" https://www.repubblica.it/italia/2024/06/14/news/gioventu_meloniana_neofascismo_inchiesta-423233066/

¹²⁹ La Stampa (27/06/2024). Antisémitisme et racisme chez les jeunes de Fdi : voici ce que révèle l'enquête « Gioventù meloniana » https://www.lastampa.it/politica/2024/06/27/news/gioventu_meloniana_inchiesta_seconda_parte-14426927/

¹³⁰ <https://www.facebook.com/photo/?fbid=1394833115342900&set=a.507064904119730>

¹³¹ Aldo Giannuli, *Storia di Ordine Nuovo*, Sesto San Giovanni, Mimesis, 2017. ISBN 978-88-5754-369-7

¹³² Reportage Rai 3 (12/04/2026). Un mafioso per amico <https://www.rai.it/programmi/report/inchieste/Un-mafioso-per-amico---Report-12042026-4d29a112-e145-4628-acce-98eccf1a0844.html>

¹³³ La Repubblica (07/04/2026). Gioacchino Amico et ses relations avec Fdi, le parrain en 2020 : « J'ai reçu ma carte du parti » https://milano.repubblica.it/cronaca/2026/04/07/news/gioacchino_amico_rapporti_fdi_boss_2020_tessera_partito-425268168/

¹³⁴ Fanpage (13/04/2026). « Le parrain Amico a aidé Fidanza pendant la campagne électorale » : l'épisode de Report sur le clan Senese et Fratelli d'Italia, <https://www.fanpage.it/attualita/il-boss-amico-ha-aiutato-fidanza-in-campagna-elettorale-la-puntata-di-report-su-clan-senese-e-fratelli-ditalia/>

¹³⁵ https://www.instagram.com/p/DWdmzDlCg/?img_index=1

¹³⁶ <https://idu.org/leadership/carlo-fidanza-mep/>

¹³⁷ BLOOM (février 2026). Warborn aux États-Unis : récit de la chute de la démocratie européenne par un député européen sous influence américaine. *Supra*.

Fondée en 1983 par Margaret Thatcher et George Bush, entre autres, l'IDU avait initialement pour objectif de promouvoir un agenda conservateur et néolibéral sur la scène mondiale. Aujourd'hui, elle sert de point de rencontre aux principaux partis conservateurs et d'extrême droite du monde, y compris le Parti républicain de Donald Trump et, surtout, les groupes PPE et ECR au sein du Parlement européen. Loin d'être un quelconque forum de dialogue de centre-droit, l'IDU fonctionne comme l'infrastructure d'une internationale réactionnaire, qui œuvre activement à diffuser la rhétorique trumpienne dans la politique européenne tout en défendant sans vergogne la promotion de l'industrie fossile américaine et le démantèlement systématique des législations sociales et environnementales européennes au nom du libre-échange (→ see [Retour sur le premier champ de bataille : le dossier Omnibus](#) !).

Au sein du SWG, en tant que vice-président de l'IDU, Carlo Fidanza incarne la figure de proue d'une stratégie réactionnaire transatlantique, visant à forger une alliance des forces conservatrices et d'extrême droite autour d'un objectif commun : la destruction des contrepoids que représente la société civile face au pouvoir des lobbies industriels, par l'affaiblissement progressif de l'espace civique et la remise en cause des piliers fondamentaux de la démocratie délibérative et de l'État de droit.

Dans cette optique, Carlo Fidanza travaille activement avec les architectes intellectuels du mouvement MAGA. Lors de l'un de ses récents voyages à Washington en sa qualité de vice-président de l'IDU, Carlo Fidanza a rencontré la **Heritage Foundation**¹³⁸, le think tank à l'origine du **Projet 2025**, un document de 920 pages détaillant le programme à mettre en œuvre pour « *institutionnaliser le trumpisme* »¹³⁹, qui constitue actuellement le principal moteur idéologique de l'agenda politique carbo-fasciste de Trump.

Alors que cette rencontre a été divulguée sur le compte de Carlo Fidanza sur les réseaux sociaux, aucune des réunions qu'il a tenues sur le sol américain avec des groupes d'intérêt basés aux États-Unis n'apparaît dans ses déclarations de réunions au Parlement européen. Bien que l'article 7

du Code de conduite des députés au Parlement européen exige que toutes les réunions entre les élus du Parlement européen et les représentants d'intérêts soient publiées en ligne, ainsi que toutes les réunions entre les députés au Parlement européen et les « *représentants des autorités publiques de pays tiers, y compris leurs missions diplomatiques et leurs ambassades* »¹⁴⁰, les déclarations de Carlo Fidanza sont totalement opaques : il est tout simplement impossible de retracer ses interactions avec des lobbyistes représentant une puissance étrangère¹⁴¹.

legislative updates

Data, luogo: 17-07-2025 - European Parliament

Funzione: Relatore ombra - Riunione del personale

Meeting related to procedure: 2025/0071(COD)

Codice della commissione o della delegazione associata AGRI

Riunione con: Unione Italiana Vini

legislative updates

Data, luogo: 17-07-2025 - European Parliament

Funzione: Deputati - Riunione del personale

Riunione con: Federazione Nazionale dell'Industria Chimica italiana

legislative updates

Data, luogo: 16-07-2025 - European Parliament

Funzione: Deputati - Riunione del personale

Riunione con: TotalEnergies Corbion B.V.

legislative updates

Data, luogo: 09-07-2025 - European Parliament

Funzione: Deputati - Riunione del personale

Riunione con: ExxonMobil Petroleum & Chemical

legislative updates

Data, luogo: 09-07-2025 - European Parliament

Funzione: Deputati - Riunione del personale

Riunione con: COPA-COGECA

¹³⁸ <https://www.facebook.com/fidanzacarlo/posts/pfbido25jCBqigVHFCNot4BL6HicRpYpteRXAK9bazvTS2gwHeWKM7qbDgu42tpeGBbCMTol>

¹³⁹ The New York Times (21/01/2024). Inside the Heritage Foundation's Plans for "Institutionalizing Trumpism", <https://www.nytimes.com/2024/01/21/magazine/heritage-foundation-kevinroberts.html>

¹⁴⁰ Parlement européen (2024). Code de conduite des députés au Parlement européen en matière d'intégrité et de transparence, https://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/Code_of_Conduct_EN.pdf

¹⁴¹ https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/96810/CARLO_FIDANZA/meetings/past#detailedcardmep

Les déclarations de Carlo Fidanza sont tout aussi lacunaires s'agissant des réunions avec des représentants d'intérêts établis au sein de l'UE : alors que les sujets abordés devraient être détaillés, le registre de Carlo Fidanza ne mentionne rien d'autre qu'une série de « mises à jour législatives », sans fournir la moindre indication sur les dossiers législatifs traités lors des réunions¹⁴².

Enfin, bien que l'article 4 du Code de conduite des députés au Parlement européen exige la publication d'une « déclaration d'intérêts privés », incluant « l'appartenance à tout conseil d'administration ou comité d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations ou d'autres organismes de droit public, ou toute autre activité extérieure pertinente exercée par le député »¹⁴³, la déclaration d'intérêts privés de Carlo Fidanza ne fait aucune mention de son rôle de vice-président de l'IDU¹⁴⁴.

Pour Carlo Fidanza, la transparence est une obligation qui s'impose à tous, sauf à lui-même.

Il convient de rappeler que le groupe de travail a été créé à la demande de Fratelli d'Italia¹⁴⁵ et, plus précisément, des députés européens Carlo Fidanza et Nicolla Procaccini, afin de lancer une enquête parlementaire ciblant les ONG environnementales et les organisations de défense des droits humains des migrants. Carlo Fidanza a depuis utilisé ce groupe de travail comme tribune pour déployer une rhétorique trumpiste grossière. Il a violemment accusé les organisations de la société civile d'agir comme instruments des mouvements de gauche et de percevoir des financements publics à des fins purement idéologiques, appelant à « *mettre fin à l'idéologie financée par l'argent des contribuables (...) qui représente un gaspillage massif de fonds publics et une tentative honteuse d'influencer nos démocraties* »¹⁴⁶.

Venant d'un élu dont le bilan en matière de transparence est criblé de lacunes, dont les affiliations d'extrême droite sont notoires et qui rencontre des réseaux de lobbying étrangers sans en faire la déclaration, cette accusation revêt une ironie particulière.

Dirk Gotink

Dirk Gotink est un pilier du SWG, où il occupe le poste de rapporteur aux côtés du député européen italien Carlo Fidanza. Membre du parti néerlandais NSC, Dirk Gotink est l'un des proches du président du groupe PPE, Manfred Weber, ayant été son porte-parole pendant près de six ans avant de se lancer lui-même en politique¹⁴⁷.

Dès le début de l'offensive du PPE contre les ONG, Dirk Gotink n'a cessé de marteler sur ses réseaux sociaux¹⁴⁸⁻¹⁴⁹ et dans les médias de la bulle européenne¹⁵⁰ que le financement européen aux ONG était un « *lobbying de l'ombre* » scandaleux et opaque, mené pour le compte de la Commission européenne et en particulier de la DG ENVI. Dirk Gotink a longuement défendu cette allégation en mai 2025 lors



Dirk GOTINK



MEMBRE DE	Groupe PPE
PAYS	Pays-Bas
PARTI	NSC (Nieuw Sociaal Contract)
RÔLE SWG	Rapporteur

TRAITS DISTINCTIFS

Il a travaillé pendant près de six ans comme porte-parole de Manfred Weber avant de devenir lui-même eurodéputé. Il a été le premier à utiliser l'expression « *lobbying de l'ombre* » pour attaquer les ONG.

d'une interview accordée à Fidias Panayiotou¹⁵¹, un député européen chypriote indépendant décrit comme « l'homme

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ European Parliament (2024). Code of Conduct for Members of the European Parliament regarding Integrity and Transparency, https://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/Code_of_Conduct_EN.pdf

¹⁴⁴ https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/mep-documents/DPI/10/44e9ab58-7147-43e9-b5f3-b5bc1ca21185_1718698803846.pdf

¹⁴⁵ Fratelli d'Italia (4/09/2025) Ong : le contrôle des financements de l'UE, une victoire pour Fdi <https://www.fratelli-italia.it/ong-controllo-su-finanziamenti-ue-vittoria-fdi/>

¹⁴⁶ <https://www.facebook.com/watch/?v=1178163994305364&ref=sharing>

¹⁴⁷ www.linkedin.com/in/dirkgotink/

¹⁴⁸ <https://x.com/DirkGotink/status/1909282845157360083?s=20>

¹⁴⁹ <https://x.com/DirkGotink/status/1887087857266757913?s=20>

¹⁵⁰ Politico (02/04/2025). *Supra*.

¹⁵¹ <https://x.com/Fidiaso/status/1918383740981494263?s=20>

d'Elon Musk » au Parlement européen¹⁵², notamment en raison de sa sympathie fréquemment exprimée¹⁵³ pour le milliardaire sud-africain et de sa promotion du programme MAGA. **En décembre 2025, Dirk Gotink a déclaré :**

« Nous avons enfin lancé notre enquête sur le financement des ONG et d'autres entités par la Commission européenne (...) Dans ce cas précis, ces programmes étaient souvent axés sur le climat et l'environnement. (...) Donc, pour résumer. Premièrement : les activités de lobbying des ONG, mais aussi d'autres parties, sont une condition pour recevoir des fonds de la Commission européenne. Deuxièmement : ces activités de lobbying s'alignent sur les priorités politiques du programme de travail de la Commission »¹⁵⁴.

Ce faisant, Dirk Gotink s'est employé à créer une controverse de toutes pièces, sans jamais mentionner le règlement LIFE ni ses objectifs pluriels et établis démocratiquement. Sur sa page d'accueil officielle, le programme LIFE est présenté comme « l'instrument de financement de l'UE pour l'environnement et l'action pour le climat »¹⁵⁵. Le règlement LIFE stipule que « le programme LIFE devrait contribuer au développement durable et à la réalisation des objectifs et des cibles de la législation, des stratégies, des plans et des engagements internationaux de l'Union en matière d'environnement, de climat et d'énergie », et précise que « le programme LIFE est le seul programme spécifiquement dédié à l'environnement et à l'action pour le climat, et joue donc un rôle crucial dans le soutien à la mise en œuvre de la législation et des politiques de l'Union dans ces domaines »¹⁵⁶. Contrairement à ce que Dirk Gotink ne cesse d'insinuer, les fonds LIFE sont légalement tenus de se concentrer sur le climat et l'environnement, et de soutenir les objectifs politiques de l'Union européenne, c'est là leur raison d'être !

L'affirmation répétée de Dirk Gotink selon laquelle l'exercice d'activités de lobbying pour le compte de la Commission serait une condition *sine qua non* pour que les ONG bénéficient de financements de la Commission n'a jamais été corroborée

lors des auditions menées par le SWG. Seule une fraction de ces fonds est effectivement consacrée au plaidoyer auprès des institutions européennes. Là encore, cela n'a rien de surprenant car il s'agit d'un objectif politique du règlement LIFE, qui stipule que « l'amélioration de la gouvernance en matière d'environnement, de changement climatique et de transition énergétique nécessite (...) d'élargir la participation des parties prenantes, y compris des organisations non gouvernementales (ONG), aux consultations et à la mise en œuvre des politiques concernées à tous les niveaux. Il convient donc que le programme LIFE soutienne un large éventail d'ONG ainsi que des réseaux d'entités à but non lucratif qui poursuivent un objectif d'intérêt général pour l'Union (...) afin d'aider ces ONG, réseaux et entités à apporter une contribution effective à la politique de l'Union, et à développer et renforcer leur capacité à devenir des partenaires plus efficaces »¹⁵⁷.

Dirk Gotink a fait du Parlement européen un champ de bataille visant à saper l'image publique et la crédibilité des ONG.

Le discours de Dirk Gotink, selon lequel les subventions de l'UE « ne résisteraient pas à l'examen du public »¹⁵⁸, révèle simplement son désaccord avec les objectifs énoncés dans le règlement LIFE, qu'il a cyniquement présenté, à des fins politiques, comme une prétendue violation du droit européen...

Il finira d'ailleurs par le reconnaître lui-même lors de la réunion du SWG du 11 février 2025, déclarant sans détour que « le problème que nous abordons ici n'est pas de savoir si les éléments [soumis à examen] sont illégaux, mais s'ils sont politiquement indésirables et si les organisations externes constituent une extension de l'exécutif »¹⁵⁹.

Déterminé à faire avancer son agenda réactionnaire, et au mépris flagrant du droit européen en vigueur, Dirk Gotink a fait du Parlement européen un champ de bataille visant à

¹⁵² Politico (10/01/2025). Elon Musk's man in the European Parliament <https://www.politico.eu/article/elon-musk-man-european-parliament-fidias-panayiotou/>

¹⁵³ <https://www.instagram.com/reels/DSGivHyABGx/>

¹⁵⁴ Gotink (2025). Groupe de travail chargé d'examiner le financement par la Commission des ONG et d'autres entités, <https://www.instagram.com/p/DSetjNhAht6/>

¹⁵⁵ Commission européenne (2026). Programme LIFE. Instrument de financement de l'UE pour l'environnement et l'action pour le climat, https://cinea.ec.europa.eu/programmes/life_en

¹⁵⁶ Règlement (UE) 2021/783 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et abrogeant le règlement (UE) n° 1293/2013 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0783>

¹⁵⁷ Ibid.

¹⁵⁸ Gotink (2025). Groupe de travail sur le contrôle du financement par la Commission des ONG et d'autres entités, <https://www.instagram.com/p/DSetjNhAht6/>

¹⁵⁹ SWG CONT. Supra, (à la minute 17h12'52").

saper l'image publique et la crédibilité des ONG. Ce SWG a également été l'occasion de jeter l'opprobre sur l'architecte du Pacte vert, l'ancien commissaire à l'Environnement, Frans Timmermans, un homme politique néerlandais et figure de proue du Parti travailliste néerlandais (Partij van de Arbeid), l'un des principaux rivaux politiques du NSC.

Le tout au risque de trainer les institutions européennes dans la boue, en dépeignant la Commission européenne comme une institution corrompue, capable de détourner des millions d'euros pour promouvoir l'un de ses propres commissaires...



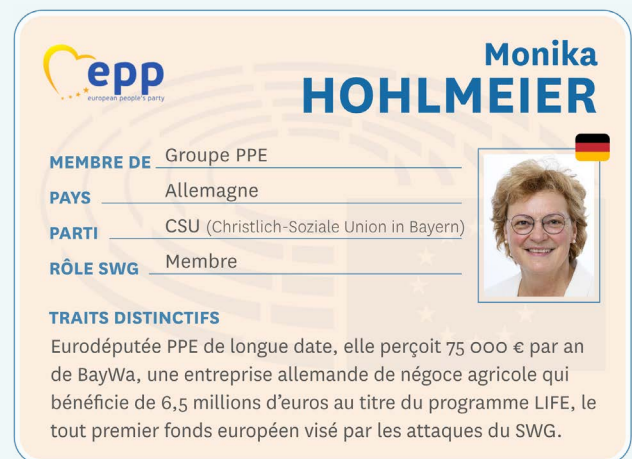
Tweet republié par Dirk Gotink le 16 juillet 2026 https://x.com/Nieuws-vandedag_/status/1945497400816091552?s=20

Monika Hohlmeier

Membre de longue date du parti conservateur bavarois Christlich-Soziale Union in Bayern (CSU), Monika Hohlmeier, siégeant au Parlement depuis 2009, est devenue l'une des députées européennes les plus influentes au sein de la délégation allemande du PPE et du groupe PPE plus généralement.

Monika Hohlmeier réclame explicitement l'interdiction du plaider des ONG et affirme que ce qui compte pour elle est *qu'il n'y ait « plus de lobbying »* de la part des ONG¹⁶⁰. Au-delà de cette hostilité envers l'implication de la société civile dans le débat démocratique, Monika Hohlmeier use de la rhétorique MAGA et des théories complotistes. Lors de la session inaugurale du SWG, Monika Hohlmeier a présenté les ONG comme un « État profond » opérant dans l'ombre pour influencer les processus législatifs européens et délégitimer les législateurs élus s'opposant à leurs points de vue, soulignant que *« ce n'est pas vraiment une question de transparence, et cela donne l'impression qu'il existe une sorte d'État profond. Il y a des gens qui essaient de nous délégitimer et cela leur donne l'occasion de semer le doute à notre sujet »*¹⁶¹.

Il convient de noter que la rhétorique de l'« État profond » a été largement utilisée comme arme dans les campagnes électorales de Donald Trump pour évoquer l'idée d'un « État dans l'État »¹⁶²; un réseau secret au sein de l'administration orientant la politique américaine contre les intérêts du peuple, bien qu'il ne dispose pas du pouvoir législatif



Monika HOHLMEIER

MEMBRE DE Groupe PPE

PAYS Allemagne

PARTI CSU (Christlich-Soziale Union in Bayern)

RÔLE SWG Membre

TRAITS DISTINCTIFS
Eurodéputée PPE de longue date, elle perçoit 75 000 € par an de BayWa, une entreprise allemande de négoce agricole qui bénéficie de 6,5 millions d'euros au titre du programme LIFE, le tout premier fonds européen visé par les attaques du SWG.

Monika Hohlmeier réclame explicitement l'interdiction du plaider des ONG.

formel pour le faire. Conçue pour éroder la confiance des citoyens dans les institutions et renforcer le pouvoir présidentiel, la théorie du complot de l'État profond vise à transformer radicalement le gouvernement démocratique en affaiblissant les institutions républicaines de plus en plus fragiles¹⁶³. C'est en la personne « modérément conservatrice » de Monika Hohlmeier que le conspirationnisme trumpiste le plus cynique a fait son entrée au Parlement européen, transformé en une arme contre la société civile.

¹⁶⁰ Parlement européen (2025). Comptes rendus détaillés des réunions, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-10-2025-05-06-INT-2017024289445_DE.html

¹⁶¹ Parlement européen (2025.) Commission du contrôle budgétaire – Groupe de travail CONT, à 16 h 29, https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/committee-meeting_20251126-1430-COMMITTEE-CONT

¹⁶² Financial Times (21/05/2018). Team Trump's 'deep state' paranoia fans conspiracy theories <https://www.ft.com/content/0537407a-5cd6-11e8-9334-2218e7146b04>

¹⁶³ Skowronek, Dearborn, King (2021) Phantoms of a Beleaguered Republic. The Deep State and The Unitary Executive, <https://global.oup.com/academic/product/phantoms-of-a-beleaguered-republic-9780197543085>

Cette attaque est d'autant plus alarmante qu'elle semble viser exclusivement les organisations qui s'opposent aux intérêts industriels établis. Monika Hohlmeier ne remet pas en cause les fonds publics européens dont elle bénéficie elle-même. Comme l'a révélé le Corporate Europe Observatory, elle perçoit 75 000 € par an de BayWa, une société allemande de négoce agricole qui bénéficie de 6,5 millions d'euros au titre du programme LIFE, le fonds européen principalement visé le SWG¹⁶⁴. BayWa, un grand conglomérat agroalimentaire,

serait lui-même impliqué dans des activités de lobbying au sein du Parlement européen¹⁶⁵.

L'ironie est cinglante, et le double standard flagrant : alors que les ONG œuvrant dans l'intérêt général sont violemment prises pour cible au motif qu'elles bénéficient de financements européens, les élus qui mènent cette charge servent discrètement les intérêts des lobbies industriels tout en bénéficiant de ces mêmes fonds.

Tomáš Zdechovský

Membre du parti chrétien-démocrate tchèque KDU-ČSL, Tomáš Zdechovský est une figure établie du PPE, actuellement à son troisième mandat au Parlement européen. Moins virulent que certains de ses collègues du SWG, tels que Monika Hohlmeier ou Dirk Gotink, il n'en a pas moins joué un rôle actif dans l'offensive de son groupe contre les organisations de la société civile.

Au sein du SWG, il a constamment défendu la position selon laquelle les ONG ne devraient pas s'engager dans le plaidoyer politique, arguant qu'« *il y a une différence entre le travail de plaidoyer et la politique. Les ONG devraient pouvoir aborder des sujets concrets, mais le législateur s'oppose à ces groupes lorsqu'ils mettent en cause des membres spécifiques du Parlement pour leur désaccord sur certains sujets. (...) Si vous souhaitez faire de la politique, présentez-vous aux élections.* »¹⁶⁶.

Cette position déforme fondamentalement le rôle de la société civile dans toute société ouverte et démocratique, et il est d'autant plus préoccupants que Tomáš Zdechovský ait recouru à une rhétorique explicitement trumpiste dans ses interventions au sein du SWG, allant jusqu'à présenter l'examen des ONG par le SWG comme un effort visant à « rendre à l'Europe sa grandeur »¹⁶⁷.



epp european people's party

Tomáš ZDECHOVSKÝ

MEMBRE DE Groupe PPE

PAYS République tchèque

PARTI KDU-ČSL (Křesťanská a demokratická unie Československá strana lidová)

RÔLE SWG Membre

TRAITS DISTINCTIFS
Co-président du European Beer Group, un groupe parlementaire multipartite dont le secrétariat est géré par The Brewers of Europe, un lobby industriel. Il a présenté le SWG comme une initiative pour «Make Europe Great Again».

Dans le processus démocratique et le débat politique, les ONG sont en effet des acteurs essentiels qui défendent la liberté de l'opinion publique, précisément parce qu'elles demandent des comptes aux élus et, avec les journalistes, dénoncent l'opacité en demandant à ce que les débats politiques et les décisions gouvernementales soient rendus publics¹⁶⁸. Chercher à protéger les législateurs des ONG dont ils contestent les analyses est une attaque contre la liberté d'expression et l'action civique.

Les velléités de Tomáš Zdechovský de séparer le travail de plaidoyer et la politique sont d'autant plus ironiques qu'il est coprésident de l'**European Beer Group**¹⁶⁹⁻¹⁷⁰,

¹⁶⁴ CEO (22/01/2025). Conflict of Interest Exposed in Conservative Push to Defund NGOs <https://corporateeurope.org/en/2025/01/conflict-interest-exposed-conservative-push-defund-ngos>

¹⁶⁵ Politico (10/04/2025). NGOs' week from hell NGOs' week from, <https://www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/ngos-week-from-hell/>

¹⁶⁶ Politico (16/01/2025). The NGO funding carousel <https://www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/the-ngo-funding-carousel/>

¹⁶⁷ Commission du contrôle budgétaire – Groupe de travail CONT Scrutiny (21/01/2026) [https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/cont-committee-meeting_20260121-1430-COMMITTEE-CONT_\(à_la_minute_16'16\)](https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/cont-committee-meeting_20260121-1430-COMMITTEE-CONT_(à_la_minute_16'16))

¹⁶⁸ Bernard Manin (1995) Principes du gouvernement représentatif, <https://editions.flammarion.com/principes-du-gouvernement-representatif/9782080148049>

¹⁶⁹ <https://beergroup.eu/weve-just-launched-the-european-beermonth/>

¹⁷⁰ https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/mep-documents/DPI/10/cda4fa12-27d7-43c3-b639-b772c3db831f_1733734804807.pdf

un groupe parlementaire multipartite dont le secrétariat est géré par **The Brewers of Europe**¹⁷¹, un lobby industriel dont la mission déclarée est d'« être la voix de confiance et respectée de tous les brasseurs européens, en façonnant un environnement politique propice à une croissance durable, responsable et compétitive »¹⁷² En termes simples : influencer la politique de l'UE dans l'intérêt de l'industrie brassicole.

Ajoutant une couche supplémentaire d'ironie, The Brewers of Europe a bénéficié de financements européens par le passé, notamment du **fonds LIFE**¹⁷³ Le message est limpide : le lobbying avec des fonds européens au service des intérêts industriels est le bienvenu, tandis que le plaidoyer indépendant de la société civile ne l'est pas.

Enfin, alors que Tomáš Zdechovský a fait du prétendu manque de transparence des ONG un élément central de ses accusations, son propre registre de transparence se distingue par

son opacité. La grande majorité des réunions déclarées avec des lobbyistes ne contient pas la moindre indication sur les sujets abordés¹⁷⁴, rendant impossible de lever le voile sur la teneur de ses activités parlementaires.

<p>Meeting with the EU Ambassador and EUSR for Central Asia</p> <p>Date, lieu : 30-03-2026 - Samarkand, Uzbekistan</p> <p>Capacité: Membre</p> <p>Réunion avec: EU Ambassador EUSR for Central Asia</p>
<p>Meeting with management of the Euro Manganese, Ludivine Wouters and MANGAN Chvaletice</p> <p>Date, lieu : 27-03-2026 - Prague</p> <p>Capacité: Membre</p> <p>Réunion avec: Euro Manganese</p>
<p>Meeting with representatives of ImpactHub Brno</p> <p>Date, lieu : 27-03-2026 - Prague</p> <p>Capacité: Membre</p> <p>Réunion avec: Impact Hub Brno</p>

Csaba Dömötör

Membre du parti Fidesz de Viktor Orbán, siégeant au sein du groupe d'extrême droite « **Patriotes pour l'Europe** », Csaba Dömötör a fait du SWG une tribune publique pour des discours nationalistes et anti-européens, dans la lignée du programme illibéral de Victor Orbán. Les ONG œuvrant pour les droits humains et les droits des migrants, la défense de l'État de droit et la transparence politique sont ses cibles privilégiées (→ voir [La descente antidémocratique de l'Europe vers les ténèbres](#)).

L'argument central de Csaba Dömötör est simple : la Commission européenne finance délibérément des organisations telles que **Transparency International** et **Amnesty International** afin d'accuser la Hongrie de violations présumées



Csaba DÖMÖTÖR

MEMBRE DE Patriotes pour l'Europe

PAYS Hongrie

PARTI Fidesz

RÔLE SWG Membre



TRAITS DISTINCTIFS

Il a importé au sein du SWG les politiques anti-société civile du gouvernement Orbán. Il entretient des liens étroits avec le think tank d'extrême droite MCC Brussels.

de l'État de droit¹⁷⁵, et de justifier ainsi les sanctions de la Commission européenne à l'encontre de l'État hongrois¹⁷⁶.

¹⁷¹ <https://beergroup.eu/about-the-european-beer-group/>

¹⁷² https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_fr?id=81610896372-23

¹⁷³ <https://ec.europa.eu/budget/financial-transparency-system/analysis.html>

¹⁷⁴ https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/124713/TOMAS_ZDECHOVSKY/meetings/past#detailedcardmep

¹⁷⁵ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1505888370896929&set=pb.100044273417456.-2207520000&type=3>

¹⁷⁶ Commission du contrôle budgétaire – Groupe de travail CONT (26/11/2025) à la minute 16h22'19" : « En Hongrie, la Commission européenne finance une ONG qui poursuit l'État hongrois en justice en raison des mesures prises à la frontière, et nous avons déjà été condamnés à plus de 20 reprises par la Cour pour cela. De plus, la Commission retient des fonds à la Hongrie. » https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/committee-on-budgetary-control-cont-scrutiny-working-group_20251126-1430-COMMITTEE-CONT

Selon ses propres termes :

« Il est très important que cette commission commence ses travaux car nous sommes confrontés à un réseau politique d'ONG, d'activistes politiques qui n'ont absolument rien à voir avec la société civile. (...) Ils travaillent pour le compte de la Commission, ils agissent dans l'intérêt de la Commission. Deuxièmement, ils jouent également un rôle politique partisan. Ils s'immiscent dans la politique intérieure sans mandat »¹⁷⁷.

Selon lui, ces organisations ne sont pas des acteurs indépendants de la société civile, mais des constructions institutionnelles : *« le produit des institutions bruxelloises, par la bulle, pour la bulle. Ce système doit être détruit car il va à l'encontre des intérêts de nos citoyens »¹⁷⁸.*

Le SWG est ainsi devenu un instrument aux mains du parti d'Orbán pour saper le financement public et, surtout, la légitimité des contre-pouvoirs civiques. La voie est libre pour que le régime illibéral hongrois opère sans contrôle ni obligation de rendre des comptes, asphyxiant et discréditant les ONG. Viktor Orbán a certes perdu les élections en avril dernier, mais son emprise sur la Hongrie est loin d'être terminée ; il peut encore mettre à profit la période post-électorale, avant l'installation du nouveau gouvernement, pour pousser le Parlement hongrois à l'élire président de la République (ce qui lui conférerait notamment l'immunité juridique). Par ailleurs, comme le souligne Kim Lane Scheppele, professeure à Princeton et spécialiste de la politique hongroise, Viktor Orbán et son parti Fidesz ont tissé en Hongrie un réseau d'influence profondément enraciné, comprenant une multitude de think tanks, d'universités et d'autres organisations qui soutiennent depuis des années ses politiques illibérales et continueront de le faire dans les années à venir, s'opposant à toute aspiration réformatrice du nouveau gouvernement

Csaba Dömötör s'inspire directement de la rhétorique trumpiste et des think tanks européens proches du parti Fidesz et d'Orbán.

entrant : *« Ce réseau sera toujours là même si Orbán n'est plus Premier ministre. »¹⁷⁹*. Une analyse détaillée de ce réseau est présentée dans la troisième section de ce rapport et révèle la place qu'y occupent Csaba Dömötör et d'autres députés européens du Fidesz.

Csaba Dömötör s'inspire directement de la rhétorique trumpiste¹⁸⁰ et des think tanks européens proches du parti Fidesz et d'Orbán, qui présentent les ONG comme des instruments de la Commission européenne¹⁸¹⁻¹⁸² déployés pour étouffer les discours populistes et censurer la désinformation produite par les régimes d'extrême droite, à commencer par l'administration Trump actuelle.

Un même scénario est à l'œuvre à Budapest, Bruxelles et Mar-a-Lago, véhiculant exactement le même discours, coordonné par les mêmes réseaux internationaux, et ciblant les ONG qui demandent des comptes aux gouvernements, défendent les droits de l'homme et protègent l'environnement. En apportant leur soutien au SWG, les députés européens du PPE se sont posés en alliés les plus précieux de Viktor Orbán et de son agenda illibéral.

BLOOM a jugé nécessaire de vérifier si le profil institutionnel officiel de Csaba Dömötör respectait les normes élémentaires de transparence qu'il exige si vigoureusement des autres. Tout comme celui de Carlo Fidanza, le profil de Csaba Dömötör est un cas d'école d'opacité¹⁸³.

¹⁷⁷ *Ibid.*, à la minute 14h49'10".

¹⁷⁸ Patriots for Europe (15/10/2025). Conference in Vienna : How the European Union finances its own civil society? <https://patriots.eu/conference-in-vienna-how-the-european-union-finances-its-own-civil-society/>

¹⁷⁹ Follow the money (2026) Orbán could be back within a month as Hungary's President, this expert warns <https://www.ftm.eu/articles/hungary-orban-president-scheppele-interview>

¹⁸⁰ Commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis (03/02/2026). La menace de la censure étrangère, partie II : la campagne menée depuis une décennie par l'Europe pour censurer l'Internet mondial et ses conséquences néfastes sur la liberté d'expression aux États-Unis <https://judiciary.house.gov/sites/evo-sites/republicans-judiciary.house.gov/files/2026-02/THE-FOREIGN-CENSORSHIP-THREAT-PART-II-2-3-26.pdf>

¹⁸¹ <https://brussels.mcc.hu/uploads/default/0001/01/6ee0017bc3d56ca2b6abe8aad12b3fbd09b8d5d.pdf>

¹⁸² https://x.com/MCC_Brussels/status/1891427354070728875

¹⁸³ https://www.europarl.europa.eu/meps/en/260724/CSABA_DOMOTOR/meetings/past#detailedcardmep

De nombreuses réunions enregistrées sont répertoriées sous des intitulés si vagues qu'ils en sont dénués de sens, tels que « Réunion avec la délégation hongroise », sans aucune précision sur les dossiers législatifs ou les domaines d'action concernés.

Plus troublante encore est la réunion du **18 mars 2025** avec **Frank Furedi**¹⁸⁴, théoricien d'extrême droite, fervent défenseur de l'importation du trumpisme en Europe et directeur exécutif du groupe de réflexion orbániste **MCC Brussels**¹⁸⁵⁻¹⁸⁶. Cette réunion n'apparaît pas dans le registre de transparence de MCC Brussels. À y regarder de plus près, bien que formellement inscrit au registre de transparence de l'UE, le MCC Brussels n'a déclaré aucune réunion avec des députés européens ou d'autres décideurs politiques dans ses déclarations institutionnelles, ce qui est surprenant pour l'une des entités de lobbying réactionnaires les plus actives à Bruxelles. Il s'agit là d'un manquement flagrant aux normes de transparence de l'UE et d'un cas de déclaration inexacte de la part des députés européens ayant rencontré MCC Bruxelles au cours des quatre dernières années, qui sont tenus de déclarer ces réunions : une situation que les institutions européennes doivent urgemment corriger.

HU Delegation meeting

Date, lieu : 18-03-2025 - SPINELLI 6F386
Capacité : Membre
Réunion avec : Frank Furedi MCC Brussels

HU Delegation meeting

Date, lieu : 18-03-2025 - SPINELLI 6F386
Capacité : Membre
Réunion avec : Foundation for a Civic Hungary

HU Delegation meeting

Date, lieu : 18-03-2025 - SPINELLI 6F386
Capacité : Membre
Réunion avec : Tett és Védelem Alapítvány

HU Delegation meeting

Date, lieu : 04-02-2025 - JAN 6Q2
Capacité : Membre
Réunion avec : László Brenzovics (KMKSZ)

Julien Sanchez

Julien Sanchez est le représentant de l'extrême droite française au sein du SWG. Député européen des Patriotes pour l'Europe originaire du Gard, il est une figure de proue du Rassemblement national depuis l'âge de 18 ans. En tant qu'ancien maire de Beaucaire, il a fait l'objet d'accusations de mauvaise gestion¹⁸⁷ et de racisme institutionnel¹⁸⁸⁻¹⁸⁹⁻¹⁹⁰, ainsi que dans ses fonctions de vice-président de la communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence et de conseiller régional d'Occitanie.



Julien SANCHEZ

MEMBRE DE	Patriotes pour l'Europe
PAYS	France
PARTI	RN (Rassemblement National)
RÔLE SWG	Membre



TRAITS DISTINCTIFS

Proche de Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front National, et de Marine Le Pen, actuelle présidente du RN. Il a assisté à la seconde cérémonie d'investiture de Donald Trump en 2025.

¹⁸⁴ https://www.europarl.europa.eu/meps/en/260724/CSABA_DOMOTOR/meetings/past#detailedcardmep

¹⁸⁵ Politico (11/03/2026). Europe's populists are winning. But can they govern? <https://www.politico.eu/article/the-populist-rights-worst-enemy-itself-frank-furedi/>

¹⁸⁶ Le Monde (21/02/2026). Changer l'Europe de l'intérieur, la nouvelle stratégie de l'internationale réactionnaire à Bruxelles, https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/21/changer-l-europe-de-l-interieur-la-nouvelle-strategie-de-l-internationale-reactionnaire-a-bruxelles_6667647_3232.html

¹⁸⁷ Libération (12/09/2023). Maltraitance, copinage, impayés : à Beaucaire, la gestion grotesque du maire RN Julien Sanchez, https://www.liberation.fr/politique/maltraitance-copinage-impayes-a-beucaire-la-gestion-ubuesque-du-maire-rn-julien-sanchez-20230912_SMZ77RLASVF6RPLW3OQB4F2T3A/

¹⁸⁸ Street Press (29/09/2025). Sélection des commerces à Beaucaire, vitrine de la politique raciste du Rassemblement national, <https://www.streetpress.com/sujet/1758803559-rassemblementnational-commercents-indesires-beucaire-gard-refus-discriminations-racisme-juliansanchez-jordanbardella>

¹⁸⁹ France 3 Régions Occitanie (09/01/2026). « Maghrébins » et « Latinos » exclus des commerces en centre-ville ? Julien Sanchez, vice-président du RN, et le maire de Beaucaire poursuivent deux médias pour diffamation, <https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/gard/nimes/maghrébins-et-latinos-exclus-des-commerces-en-centre-ville-julien-sanchez-vice-president-du-rn-et-le-maire-de-beucaire-attaquent-deux-medias-en-diffamation-3279116.html>

¹⁹⁰ La Provence (08/01/2026). La mairie de Beaucaire attaque en justice L'Arlésienne pour une enquête sur la sélection des commerces, <https://www.laprovence.com/article/faits-divers-justice/16218283291029/la-mairie-de-beucaire-attaque-en-justice-l-arlesienne-pour-une-enquete-sur-la-selection-des-commerces>

Ses revendications au sein du SWG sont sans ambiguïté : mettre fin à tout financement public et à tout soutien de la Commission aux ONG environnementales.

Julien Sanchez a débuté sa carrière politique en tant qu'assistant d'**Alain Jamet**, cofondateur du Front National. En janvier 2025, Sanchez a rendu hommage à Jean-Marie Le Pen, cofondateur et leader historique du Front National, le présentant comme une source d'inspiration et saluant son service militaire en Indochine et en Algérie¹⁹¹, alors conscient qu'il avait été impliqué dans des actes de tortures en Algérie¹⁹². Sa position actuelle au sein du Rassemblement National lui a valu d'être convié à la seconde cérémonie d'investiture présidentielle de Donald Trump à Washington¹⁹³, aux côtés de son collègue du Rassemblement National, **Louis Aliot**¹⁹⁴. Ses revendications au sein du SWG sont sans ambiguïté : mettre fin à tout financement public et à tout soutien de

la Commission aux ONG environnementales¹⁹⁵. Pourtant, Sanchez n'est pas le seul acteur de cette offensive. En janvier 2025, son collègue député européen du Rassemblement national **Jean-Paul Garraud**, également membre du groupe les Patriotes pour l'Europe, a rapidement durci le ton en déposant une plainte auprès de l'OLAF, le bureau antifraude de l'UE, du Parquet européen (EPPO), de la présidente du Parlement, Roberta Metsola, et du parquet financier français¹⁹⁶, alléguant que le financement par la Commission d'ONG écologistes pourrait potentiellement « constituer des infractions pénales tels que le trafic d'influence, des actes de corruption et le détournement de fonds publics (...) Ces faits porteraient gravement atteinte aux intérêts financiers de l'Union »¹⁹⁷. Une certaine ironie se dégage de ces accusations instrumentalisées et non étayées : elles émanent d'un député européen appartenant à un parti dont la dirigeante a été condamnée en première instance pour avoir détourné environ quatre millions d'euros de fonds publics européens dans une affaire historique impliquant Marine Le Pen et les assistants parlementaires de ses collègues¹⁹⁸. Le parti a interjeté appel contre cette décision et le jugement est attendu le 7 juillet 2026.

¹⁹¹ Radio France, L'info d'ici 6h30 (08/01/2025). Mort de Jean-Marie Le Pen. Julien Sanchez : « C'est lui qui m'a donné envie de faire de la politique » <https://www.radiofrance.fr/francebleu/podcasts/l-info-d-ici-de-06h30/l-info-d-ici-6h30-mort-de-jean-marie-le-pen-julien-sanchez-c-est-lui-qui-m-a-donne-envie-de-faire-de-la-politique-7440418>

¹⁹² Sanchez est en direct à la radio, le 8 janvier 2025, et déclare : « C'est quelqu'un qui a abandonné deux fois son mandat de parlementaire pour aller combattre pour la France, en Algérie, en Indochine. Combien de députés aujourd'hui abandonneraient leur mandat de parlementaire pour aller combattre pour la France ? » Sur la participation de Jean-Marie Le Pen à des actes de torture en Algérie, voir Le Monde (2003) L'affaire du poignard du lieutenant Le Pen en Algérie, https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/05/16/l-affaire-du-poignard-du-lieutenant-le-pen-en-algerie_320297_1819218.html, Riceputi (2024) Le Pen et la torture. Alger 1957, l'histoire contre l'oubli <https://www.lepassagerclandestin.fr/catalogue/essais/le-pen-et-la-torture/> et Beaugé (2025) Algérie, une guerre sans gloire <https://www.lepassagerclandestin.fr/catalogue/essais/algerie-une-guerre-sans-gloire/>

¹⁹³ France Bleu (17/01/2025). Le député européen RN Julien Sanchez part aux États-Unis pour l'investiture de Donald Trump, <https://www.ici.fr/infos/politique/le-depute-europeen-du-gard-julien-sanchez-rn-part-aux-etats-unis-pour-l-investiture-de-donald-trump-3763339>

¹⁹⁴ Le Parisien (17/01/2025). Des élus RN, dont Louis Aliot et Julien Sanchez, invités à l'investiture de Donald Trump le 20 janvier, <https://www.leparisien.fr/politique/des-elus-rn-dont-louis-aliot-et-julien-sanchez-invites-a-l-investiture-de-donald-trump-le-20-janvier-17-01-2025-VEWRUNG2AVEHFDH6PAXEKU5KLE.php>

¹⁹⁵ Politico (09/12/2024). Commission tells NGOs EU money is not for lobbying <https://www.politico.eu/article/european-commission-ngos-lobbying-environmental-advocacy-green-funds-life-program/>

¹⁹⁶ Patriots for Europe (20/01/2025). Jean-Paul Garraud saisit le Parquet national financier, le Parquet européen, la présidente du Parlement européen et l'OLAF, <https://www.patriotespourelurope.fr/post/jean-paul-garraud-saisit-le-parquet-national-financier-le-parquet-europeen-la-presidente-du-parlement-europeen-et-lolaf>

¹⁹⁷ Politico (28/01/2025). The fight over NGO funding just got hotter <https://pro.politico.eu/news/192940>

¹⁹⁸ Le Monde (13/01/2026). Comprendre le procès en appel crucial de Marine Le Pen, https://www.lemonde.fr/en/les-decodeurs/article/2026/01/13/understanding-marine-le-pen-s-crucial-appeals-trial_6749363_8.html

Le rapport de la Cour des comptes européenne et le conflit d'intérêts potentiel

En avril 2025, la Cour des comptes européenne (CCE) a publié un rapport spécial sur la transparence des financements européens accordés aux ONG¹⁹⁹. L'enquête repose sur l'examen de 90 ONG, entre 2021 et 2023, qui ont essentiellement reçu des fonds par le biais du programme de recherche de l'UE Horizon Europe, du Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration et du programme LIFE de l'UE. Selon Laima Liucijana Andrikiene²⁰⁰, membre de la Cour des comptes européenne chargée du rapport, « *le financement de l'UE destiné aux ONG est trop opaque et souffre de lacunes persistantes en matière de transparence* » et « *malgré certains progrès depuis le dernier audit (2018), la situation générale reste floue* »²⁰¹. Dans ce rapport, la Cour des comptes européenne a formulé plusieurs recommandations visant à améliorer la transparence. Avant la publication du rapport de la Cour des comptes, fin 2024, la Commission européenne avait déjà établi de nouvelles lignes directrices pour l'octroi de fonds aux ONG, supprimant la possibilité pour les ONG financées par l'UE d'utiliser ces subventions pour des activités de plaidoyer (→ voir ci-dessus [Les débuts de la stratégie des « marchands de suspicion » du PPE](#))²⁰². Ce rapport a été largement exploité par le SWG, en particulier par ses membres du PPE, qui l'ont présenté comme la preuve de l'illégitimité des procédures suivies par la Commission européenne et du financement accordé aux ONG²⁰³. Pourtant, malgré la formulation critique choisie par Laima Andrikiene, **la Cour des comptes a conclu que les financements européens accordés aux ONG ne contrevenaient à aucune règle, ni de la part des ONG ni de celle de la Commission européenne. Les exigences de transparence du règlement financier et de la législation sectorielle relatives à l'accès aux fonds européens ont été respectées. S'agissant des**

activités de plaidoyer au sein des institutions de l'UE, la Cour des comptes n'a trouvé aucun élément probant indiquant que les ONG auraient utilisé des fonds publics pour des activités de plaidoyer contraires aux valeurs de l'UE²⁰⁴. La création du SWG apparaît dénuée de sens, tout comme l'instrumentalisation de ce rapport par les députés européens du PPE et de l'extrême droite.

Un rapport entaché d'un conflit d'intérêts potentiel

Bien que les audits de la Cour des comptes européenne aient été lancés après le scandale du « Qatargate » qui a éclaté en décembre 2022, ce rapport, rédigé principalement par Laima Andrikiene, ancienne députée européenne du PPE et désormais membre du PPE²⁰⁵, a été publié dans un contexte politique hostile aux ONG et est entaché d'un conflit d'intérêts potentiel²⁰⁶. Laima Andrikiene a admis avoir rencontré des députés européens de la commission du contrôle budgétaire lors de la préparation du rapport, en particulier Monika Hohlmeier et Niclas Herbst, tous deux membres du PPE au sein du SWG. Elle a tenté de normaliser cette rencontre en déclarant : « *Je peux vous assurer que jusqu'à présent, personne n'a même tenté de m'influencer ni de me demander de faire quoi que ce soit* »²⁰⁷. Interrogée lors d'une conférence de presse sur le calendrier de la publication du rapport, elle a simplement répondu : « *La politique n'a pas sa place ici* »²⁰⁸⁻²⁰⁹. Ses liens avec le PPE remettent néanmoins en cause son impartialité et sa neutralité. Cela est d'autant plus ironique de la part d'une personne qui affirme que « *ces cas illustrent comment le système actuel peut échouer à identifier les conflits d'intérêts potentiels ou la dépendance politique, ce qui sape la confiance du public* »²¹⁰.

¹⁹⁹ European Court of Auditors (April 2025). Transparency of EU funding granted to NGOs. Despite progress, the overview is still not reliable. *Special Report*. https://www.eca.europa.eu/ECAPublications/SR-2025-11/SR-2025-11_EN.pdf

²⁰⁰ https://www.eca.europa.eu/Members/CV_ANDRIKIENE/CV_ANDRIKIENE_EN.pdf

²⁰¹ Commission du contrôle budgétaire – Groupe de travail « Contrôle » de la commission CONT (21/01/2026). *Supra*, au procès-verbal 15h18'8".

²⁰² Politico (28/11/2024). *Supra*.

²⁰³ Commission du contrôle budgétaire – Groupe de travail CONT (21/11/2026). https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/cont-committee-meeting_20251126-1430-COMMITTEE-CONT

²⁰⁴ Politico (08/04/2025). Noël arrive en avance pour les législateurs anti-ONG <https://pro.politico.eu/news/196834>

²⁰⁵ Politico (10/04/2025). *Supra*.

²⁰⁶ *Ibid*.

²⁰⁷ *Ibid*.

²⁰⁸ Politico (08/04/2025). *Supra*.

²⁰⁹ Euractiv (08/04/2025). NGOs say harsh EU auditors report on funding was 'biased' <https://www.euractiv.com/news/ngos-say-harsh-eu-auditors-report-on-funding-was-biased/>

²¹⁰ Commission du contrôle budgétaire – Groupe de travail CONT sur le contrôle (21/01/2026). *Supra*, à la minute 15h25'30".

ACTE III : CONSTRUIRE L'ARSENAL DE L'OFFENSIVE CULTURELLE : LE RÉSEAU TRANSATLANTIQUE DE DROITE ET D'EXTRÊME DROITE

Comme toutes les guerres (culturelles) bien planifiées, l'offensive lancée par la droite conservatrice et l'extrême droite européennes contre la société civile s'appuie sur une reconfiguration du champ de bataille culturelle et une campagne de propagande.

De Bruxelles à Paris, de Budapest à Rome, le même scénario se dévoile aux yeux de tous, notamment à travers le renforcement des liens avec l'administration Trump et le mouvement MAGA, afin d'injecter de nouvelles ressources financières et idéologiques « made in USA » dans les réseaux conservateurs et réactionnaires européens. Les relations entre les sphères d'extrême droite américaines et européennes ont connu des hauts et des bas ces derniers mois, notamment en raison de la frénésie géopolitique imprévisible de Donald Trump, avec ses menaces d'envahir le Groenland ou le déclenchement de la guerre en Iran. Cependant, le réseau sous-jacent d'influence et de soutien réciproques reliant les deux rives de l'Atlantique reste solide.

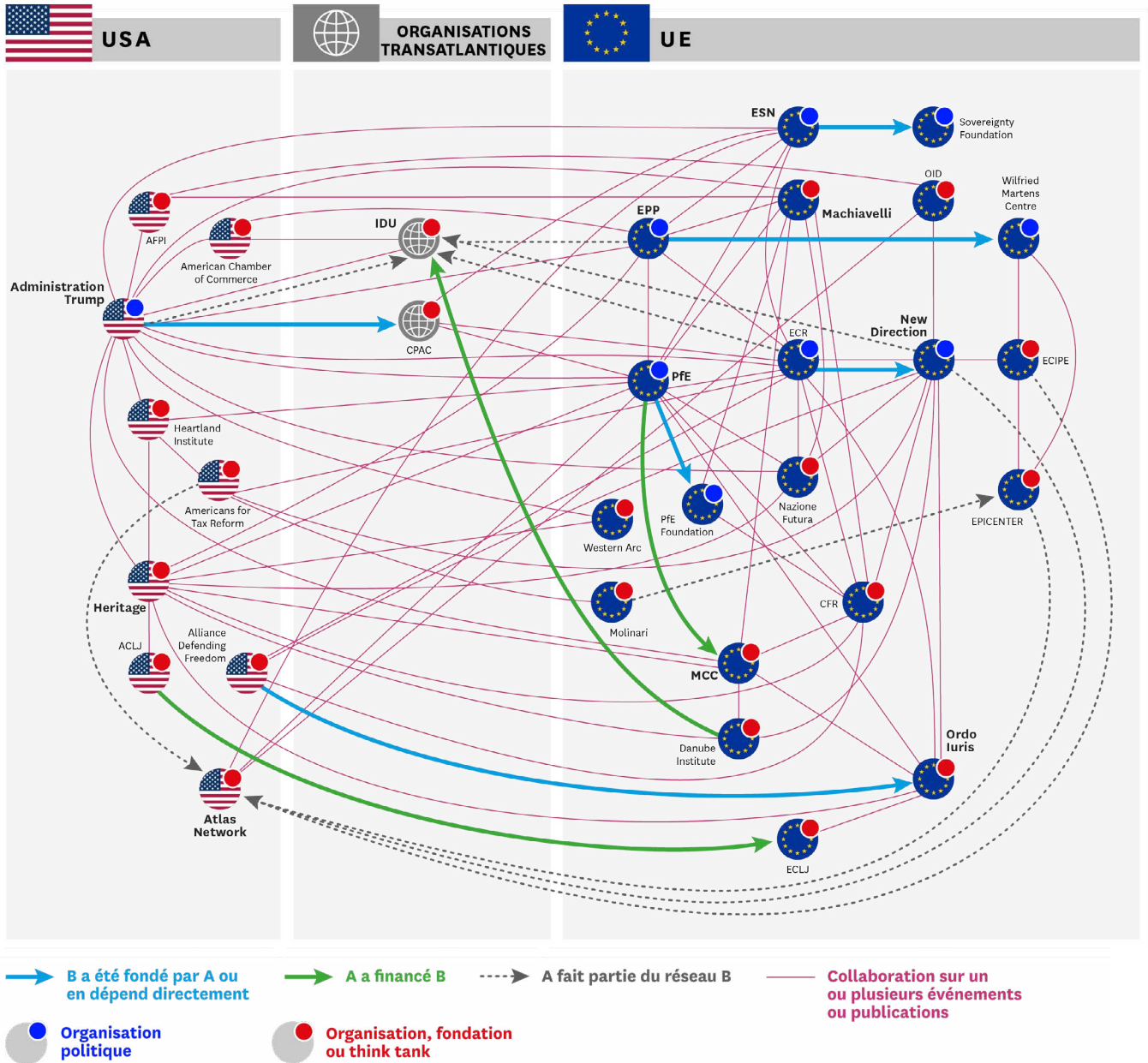
Grâce à ce plan d'action, mis en œuvre sous couvert de « compétitivité », lutte contre le « wokisme » et défense de la « liberté d'expression » et du « libre-échange », **les forces réactionnaires transatlantiques mènent désormais une offensive idéologique et réglementaire sans précédent contre les acquis sociaux, environnementaux et démocratiques européens, dans le but de provoquer une révolution réactionnaire sur le continent.**

À première vue, la défaite électorale de Viktor Orbán en Hongrie en avril 2026 peut apparaître comme le reflux de la vague illibérale européenne. Néanmoins, les dirigeants du Parti populaire européen reproduisent toujours le discours trumpiste d'une Europe en décomposition, tandis que les institutions européennes sont incapables de résister à l'ingérence américaine à Bruxelles, ni de contrer le discours apocalyptique diffusé par un réseau croissant d'organisations conservatrices, libertaires, climatosceptiques et réactionnaires opérant à travers le Vieux Continent. Cela n'augure rien de bon pour la démocratie européenne.

Au lendemain de l'adoption de la législation Omnibus I, qui a été le théâtre d'un cas sans précédent d'ingérence américaine, nous avons entrepris de retracer l'étendue du réseau de think tanks, de fondations, de partis politiques, d'organismes gouvernementaux et de plateformes transatlantiques cherchant à remodeler le paysage politique, réglementaire et intellectuel européen, en quête d'un continent illibéral, conservateur, déréglementé et fragmenté.

Quatre pôles d'influence émergent au sein de ce paysage transatlantique, signalant la montée d'un réseau ultra-conservateur : un moteur réactionnaire américain, un bataillon européen, des faiseurs de rois politiques européens et des plateformes de coordination transatlantiques. Ces quatre pôles d'influence créent une véritable dynamique de légitimité circulaire où les organisations et les acteurs des deux côtés de l'Atlantique, tout en restant indépendants, se légitiment, se soutiennent et se mettent en réseau les uns avec les autres.

CARTOGRAPHIE VISUELLE DU RÉSEAU D'INFLUENCE D'EXTRÊME DROITE



Cartographie des liens avérés entre les différents acteurs institutionnels de la droite et de l'extrême droite européennes et américaines. Par « organisation politique », nous entendons, au niveau européen, les groupes politiques parlementaires et leurs fondations politiques. La liste des liens indiqués dans la cartographie figure à l'[annexe II](#).

Notre analyse ne doit pas être considérée comme une carte exhaustive de tous les acteurs impliqués dans ce processus, qui sont extrêmement nombreux et étroitement liés, mais

plutôt comme un cadre théorique initial et un modèle général du réseau ultra-conservateur transatlantique en cours de construction.

Retour sur le premier champ de bataille : le dossier Omnibus I

Le premier exemple majeur de l'ingérence du mouvement MAGA dans les législations de l'UE remonte au paquet de simplification adopté fin 2025, visant à démanteler la législation européenne sur le devoir de vigilance des entreprises. La directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises (CSDDD), promulguée en juillet 2024 pour tenir les multinationales responsables des violations des droits humains et des dommages environnementaux dans leurs chaînes de valeur, a à peine survécu un an sous sa forme initiale. En décembre 2025, à la suite d'une offensive de lobbying sans précédent, les institutions européennes l'ont vidée de sa substance, au point de la rendre méconnaissable, par le biais de l'« Omnibus I »²¹¹. Le seuil d'applicabilité a été relevé de 1 000 à 5 000 employés, le seuil relatif au chiffre d'affaires a plus que triplé, et l'obligation pour les entreprises d'adopter et de mettre en œuvre un plan de transition climatique a tout simplement été supprimée.

Derrière cette capitulation réglementaire se cache une coalition secrète, la « Competitiveness Roundtable », coordonnée par le groupe de conseil new-yorkais Teneo et réunissant onze multinationales, dont **ExxonMobil, Chevron, Koch Industries, Dow Chemical et TotalEnergies**²¹². Ce lobbying a appliqué une stratégie classique afin de « diviser pour mieux régner »²¹³ au sein des institutions européennes : cibler les députés européens les plus susceptibles d'être influencés, dresser les États membres les uns contre les autres et infiltrer les cabinets de la Commission européenne.

L'ambassade des États-Unis à Bruxelles a servi de relais direct. Les pressions exercées par l'ambassadeur américain auprès de l'UE, **Andrew Puzder**, qui a publiquement qualifié la directive de loi « tuant la croissance »²¹⁴ ont accompagné le processus législatif. L'administration Trump a officiellement qualifié la CSDDD de « dérapage réglementaire grave et injustifié »²¹⁵. Et ce, tandis que le sénateur républicain du Tennessee, Bill Hagerty, déposait au Congrès américain le **PROTECT USA Act**²¹⁶, pour protéger les intérêts commerciaux américains contre les législations extraterritoriales et interdire aux entreprises américaines « de se soumettre à toute réglementation étrangère de vigilance en matière de durabilité, y compris la directive de l'Union européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ».

Dans ce qui s'apparente à un véritable « EPPgate », l'administration Trump s'est vu dérouler le tapis rouge par le Parti populaire européen, comme l'a montré notre enquête « Warborn in the USA »²¹⁷. Le PPE a ouvert la porte à l'ingérence américaine, notamment via Jörgen Warborn, le député européen suédois rapporteur de la première directive Omnibus. Dès les tout premiers débats parlementaires, Jörgen Warborn a agi comme un cheval de Troie au service des intérêts américains, adoptant les positions de l'administration Trump et de l'industrie fossile américaine, assurant la coordination via Teneo et servant d'interlocuteur privilégié à la Chambre de commerce américaine à Bruxelles.

→

²¹¹ BLOOM (16/12/2025). Omnibus I : sous la baguette de Trump, l'Europe entre dans la nuit, <https://bloomassociation.org/omnibus-sous-la-baguette-de-trump-leurope-entre-dans-la-nuit/>

²¹² SOMO (03/12/2025). The secretive cabal of US polluters that is rewriting the EU's human rights and climate law <https://www.somo.nl/the-secretive-cabal-of-us-polluters-that-is-rewriting-the-eus-human-rights-and-climate-law/>

²¹³ Follow the money (26/02/2026). « Divide and conquer »: U.S. businesses bully Brussels into weakening supply chain rules <https://www.ftm.eu/articles/washington-bullies-brussels-into-weakening-supply-chain-rules-eu-csddd>

²¹⁴ U.S. Mission to the European Union (02/12/2025). Europe Should Repeal The Directive That's Killing Growth <https://useu.usmission.gov/europe-should-repeal-the-directive-thats-killing-growth/>

²¹⁵ U.S. Congress Committee on Financial Services – Press Release (27/02/2025) Representatives Hill, Wagner, Barr and Senators Scott, Hagerty Express Concerns with the European Union's Corporate Sustainability Due Diligence Directive <https://financialservices.house.gov/news/documentsingle.aspx?DocumentID=409482>

²¹⁶ U.S. Senate (12/02/2025). Bill S. 985 To prohibit entities integral to the national interests of the United States from participating in any foreign sustainability due diligence regulation, including the Corporate Sustainability Due Diligence Directive of the European Union, and for other purposes <https://www.congress.gov/bill/119th-congress/senate-bill/985/text>

²¹⁷ BLOOM (février 2026) Warborn in the USA, Chronique de la démolition de la démocratie européenne par un parlementaire sous influence américaine. *Supra*.

BLOOM a révélé le rôle moteur joué par le PPE, lors de l'Omnibus I, pour forger la première alliance officielle entre les forces de droite et d'extrême droite en Europe. **Pour le PPE, cette coalition avec l'extrême droite était essentielle pour faire passer son programme de déréglementation environnementale et sociale au sein d'un Parlement qui avait basculé nettement à droite suite aux élections de 2024.** Le pivot stratégique de cette convergence est l'International Democracy Union (IDU), qui fonctionne comme un réseau mondial reliant les partis conservateurs, trumpistes et néofascistes du monde entier²¹⁸. En tant que membres de l'IDU, et par l'intermédiaire de sa branche dédiée au monde de l'entreprise, notamment le lobby SME Europe et SME Global, dont Warborn est le président, **plusieurs figures de proue du PPE ont œuvré pour approfondir les liens avec le mouvement trumpiste²¹⁹**. Parmi eux, le président du PPE, **Manfred Weber**, la vice-présidente espagnole du PPE, **Dolors Montserrat**, et la présidente du PPE au Parlement européen, **Roberta Metsola**. Ces personnalités clés du PPE se sont rendues aux États-Unis pour rencontrer l'administration Trump, des élus républicains et des organisations clés soutenant le programme MAGA de Trump, notamment la puissante Heritage Foundation, le groupe de réflexion de Washington à l'origine du « Project 2025 »²²⁰, qui a servi de plan directeur au gouvernement Trump. En décembre 2024, le président du PPE, Manfred Weber, et Jörgen Warborn se sont rendus ensemble à Washington, où ils ont fait escale au Capitol Hill Club pour rencontrer des personnalités politiques et des lobbyistes nord-américains dont l'identité n'a pas été révélée. Ils ont également assisté à une réunion au siège de la Heritage Foundation. Leur

hôte, Max Primorac, chercheur au Margaret Thatcher Center for Freedom de la Fondation²²¹ a indiqué que les deux députés européens avaient échangé leurs points de vue avec sept anciens hauts responsables de la première administration Trump sur divers sujets, notamment le commerce, les menaces posées par la Chine communiste et ses alliés, l'agenda climatique « désastreux », la fin du « wokisme qui divise », et le rétablissement des valeurs judéo-chrétiennes comme force motrice de la politique étrangère américaine. La députée européenne espagnole, Dolors Montserrat, a accompagné Warborn lors d'une visite ultérieure à Washington en décembre 2025 et a publiquement exprimé sa joie d'avoir été « félicitée par l'administration américaine » pour le démantèlement de la directive sur le devoir de vigilance²²². Dans le même temps, la présidente du PPE au Parlement européen, Roberta Metsola, a effectué plusieurs voyages aux États-Unis, et a déclaré à la Chambre de commerce américaine pour l'Union européenne qu'elle avait l'intention de torpiller la directive européenne sur le devoir de vigilance afin de satisfaire les intérêts commerciaux américains²²³.

Compte tenu de la gravité de ces actes, **BLOOM a déposé en décembre 2025 une plainte pour conflit d'intérêts contre le rapporteur du texte, le député européen suédois du PPE Jörgen Warborn, et a dénoncé sa compromission avec des puissances étrangères, ainsi que sa trahison de la souveraineté de l'UE et des intérêts supérieurs de l'Union européenne²²⁴**. Transparency International et dix organisations de la société civile ont également déposé une plainte pour conflit d'intérêts contre Jörgen Warborn²²⁵.

218 <https://idu.org/members/>

219 BLOOM (02/05/2026). Explosif : l'enquête inédite de BLOOM sur l'ingérence américaine au Parlement européen, <https://bloomassociation.org/explosif-lenquete-inedite-de-bloom-sur-lingerence-americaine-au-parlement-europeen/>

220 https://static.heritage.org/project2025/2025_MandateForLeadership_FULL.pdf

221 https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712_epp-transatlantic-trump-ugcPost-727186496820597552-9pax/

222 https://www.instagram.com/dolorsmontserrat_/reel/DR6mrHYjO9s/

223 Parlement européen, Gala annuel 2025 de la Chambre de commerce américaine auprès de l'Union européenne : discours liminaire de Roberta METSOLA, présidente du Parlement européen, 2025, https://multimedia.europarl.europa.eu/fr/video/annual-gala-2025-of-the-american-chamber-of-commerce-to-the-european-union-keynote-speech-by-roberta-metsola-ep-president_1273251

224 BLOOM (15/12/2025). BLOOM porte plainte contre le rapporteur du premier Omnibus Jörgen Warborn pour conflit d'intérêts sur fond d'ingérence étrangère, <https://bloomassociation.org/bloom-porte-plainte-contre-le-rapporteur-du-premier-omnibus-jorgen-warborn-pour-conflit-dinterets-sur-fond-dingerence-etrangere/>

225 <https://transparency.eu/ten-civil-society-organisations-submit-conflict-of-interest-complaint-on-leading-omnibus-mep/>

LE MOTEUR RÉACTIONNAIRE AMÉRICAIN

Pendant des décennies, les États-Unis ont financé des organisations européennes qui promouvaient la démocratie libérale, les droits humains et les marchés ouverts. L'administration Trump est désormais en train d'orchestrer l'exact contraire avec la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis²²⁶, publiée en décembre 2025, appelant explicitement à « restaurer la domination énergétique américaine » et à « cultiver la résistance » en Europe, tandis que le Département d'État américain a appelé à une « alliance civilisationnelle »²²⁷ contre ce que le vice-président américain J.D. Vance a qualifié de « menace de l'intérieur »²²⁸.

Pris dans leur ensemble, ces documents et discours officiels fournissent le cadre idéologique de l'ingérence américaine dans la politique de l'UE, cherchant aujourd'hui à renforcer les forces politiques hostiles à l'intégration européenne, à saper l'État de droit et à éroder les législations européennes au profit des industries technologiques et fossiles américaines.

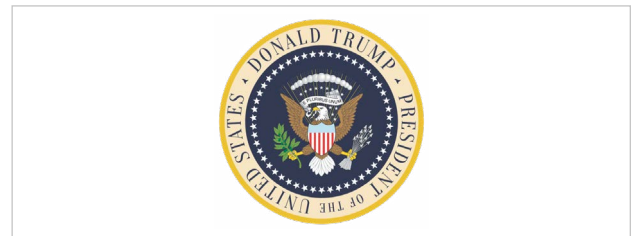
Dans leur quête visant à transformer l'Europe en un continent divisé, déréglementé, nationaliste et aligné sur Washington, l'administration Trump et le mouvement conservateur américain s'emploient désormais à financer activement des think tanks alignés sur le mouvement MAGA afin d'exporter une idéologie néo-macarthyste contre les ONG hostiles au programme politique trumpiste²²⁹.

Le Département d'État américain, la Heritage Foundation, le Heartland Institute, Americans for Tax Reform, l'Atlas Network, l'Alliance Defending Freedom, l'American Center for Law and Justice et l'America First Policy Institute sont en première ligne de cette offensive, risquant d'inonder l'Union européenne de leur programme réactionnaire, ultralibéral et conservateur.

Le Département d'État américain et sa sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique

L'ingérence américaine contre la CSDDD n'est pas un épisode isolé. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large, documentée pour la première fois par le *Financial Times*²³⁰ et *Politico*²³¹ : le financement direct, par le Département d'État américain, de think tanks et d'organisations idéologiquement alignés sur le mouvement MAGA à travers l'Europe.

L'architecte de cette opération est **Sarah Rogers, sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique**. Fin 2025, Rogers a effectué une tournée européenne, officiellement



baptisée « tournée pour la liberté d'expression », passant par Londres, Paris, Rome et Milan²³², au cours de laquelle elle a rencontré des dirigeants de think tanks d'extrême droite et des personnalités de premier plan au sein du parti populiste britannique Reform UK²³³.

²²⁶ The White House (November 2025). National Security Strategy of the United States of America <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

²²⁷ U.S. Department of State (27/05/2025). The Need for Civilizational Allies in Europe <https://statedept.substack.com/p/the-need-for-civilizational-allies-in-europe>

²²⁸ Munich Security Conference 2025 Speech by JD Vance and Selected Reactions https://securityconference.org/assets/user_upload/MSC_Speeches_2025_Vol2_Ansicht.pdf

²²⁹ Joseph McCarthy (1950) « Enemies from Within » Speech Delivered in Wheeling, West Virginia <https://minio.la.utexas.edu/webeditor-files/coretexts/pdf/195020mccarthy20enemies.pdf>

²³⁰ The Financial Times (05/02/2026). *Supra*.

²³¹ Politico (13/02/2026). The MAGA-friendly European think tanks Trump wants to fund <https://www.politico.eu/article/maga-friendly-european-think-tanks-donald-trump-funding/> - <https://pro.politico.eu/news/213045>

²³² <https://x.com/UnderSecPD/status/1995539212716921135?s=20>

²³³ The Financial Times (05/02/2026). *Supra*.

Ces rencontres avec l'extrême droite britannique ont été suivies de près par d'autres avec leurs homologues au sein de l'UE, en particulier avec des membres du gouvernement Orbán en Hongrie²³⁴ et avec le parti néonazi allemand Alternative für Deutschland (AfD), le député Markus Frohnmaier déclarant que Washington recherchait des partenaires européens prêts à mettre en pratique la stratégie américaine de sécurité nationale²³⁵.

C'est la **Heritage Foundation**, et son **chercheur Paul McCarthy**, qui ont fourni au cours de l'été 2025 au Département d'État une liste d'organisations européennes « partageant les mêmes idées »²³⁶, Sarah Rogers annonçant ensuite un financement américain de 500 000 dollars destiné à « promouvoir la liberté numérique » en Europe²³⁷.

La Heritage Foundation

La Heritage Foundation est le groupe de réflexion établi à Washington qui a rédigé le « Project 2025 », une somme de 920 pages fournissant à la politique MAGA un cadre théorique et des éléments de légitimation.

Au-delà de Washington, cependant, la Heritage Foundation se positionne comme l'un des principaux architectes de l'alignement transatlantique entre la droite et l'extrême droite, œuvrant à la consolidation d'un front pro-Trump unifié. Elle le fait sur deux fronts : d'une part, en conseillant l'administration Trump sur les organisations européennes à soutenir financièrement, et, d'autre part, par un lobbying direct auprès du Parti populaire européen (PPE), en promouvant un programme de déréglementation compatible avec les intérêts politiques américains²³⁸. Jörgen Warborn, Zovko Zeljana et Manfred Weber ont rencontré Max Primorac, représentant de la Heritage Foundation, en décembre 2024 pour discuter, selon ses propres termes, « du commerce, de l'agenda climatique désastreux et de la fin du wokisme qui divise »²³⁹. Cette liaison entre le PPE et la Heritage Foundation est extrêmement préoccupante : le plus grand groupe du Parlement européen, membre fondateur de l'Union européenne, se retrouve désormais à collaborer avec une organisation qui œuvre explicitement et ouvertement à saper le projet européen. Pour comprendre la vision que la Heritage Foundation a de l'UE, il suffit de citer les propos de



Ted Bromund, ancien chercheur de la Fondation et auteur d'une publication en 2018 qui affirme explicitement :

*« Pour l'UE, plus le rôle des États-Unis en Europe est important, moins il y a de place pour l'UE, et plus les États européens dépendront des États-Unis. **Il est temps pour nous de reconnaître que l'UE est un ennemi ouvert et déclaré du rôle que les États-Unis ont assumé en Europe après 1945** »²⁴⁰.*

Pour la Heritage Foundation, l'existence de l'Union européenne en tant que projet politique constitue ainsi une menace pour l'influence et la puissance américaines.

Mais la Heritage Foundation est loin d'être la seule organisation américaine cherchant à influencer la politique européenne. Un écosystème dense de groupes basés aux États-Unis s'emploie à rapprocher les mouvements conservateurs américains et européens, chacun avec ses propres priorités.

²³⁴ https://x.com/JanosBoka_HU/status/2021186258664309098?s=20

²³⁵ https://x.com/Frohnmaier_AfD/status/1999772323960746107

²³⁶ Politico (13/02/2026). *Supra*.

²³⁷ Politico (28/04/2026). Trump's Voice of America: The free-speech crusader pushing MAGA on Europe <https://pro.politico.eu/news/217377>

²³⁸ BLOOM (février 2026). Warborn in the USA, Chronique de la démolition de la démocratie européenne par un parlementaire sous influence américaine. *Supra*.

²³⁹ https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712_epp-transatlantic-trump-activity-7271864969682419712-iHzq

²⁴⁰ The Heritage Foundation (04/12/2018). A New Approach to Europe: U.S. Interests, Nationalist Movements, and the European Union <https://www.heritage.org/europe/report/new-approach-europe-us-interests-nationalist-movements-and-the-european-union>

Le Heartland Institute

Le Heartland Institute se distingue comme l'une des organisations américaines les plus actives dans la lutte contre les mesures de protection de l'environnement et dans la diffusion de désinformation sur le climat. Décrit par *The Economist* comme « *le think tank le plus en vue soutenant le scepticisme face au changement climatique d'origine humaine* »²⁴¹, il est l'organisme fondateur du *Nongovernmental International Panel on Climate Change (NIPCC)*²⁴², un contre-sommet climatocéptique explicitement conçu pour rivaliser avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), et figure également parmi les contributeurs au Project 2025 de la Heritage Foundation²⁴³. Son influence aux États-Unis s'est développée au point d'exercer une pression directe sur l'Agence américaine de protection de l'environnement et de nouer des liens étroits avec ses dirigeants²⁴⁴⁻²⁴⁵.

Il convient de noter que le Heartland Institute a considérablement étendu sa présence en Europe en créant une branche dédiée au Royaume-Uni et à l'Europe en 2024²⁴⁶. Son engagement opérationnel a été concret et ciblé. L'organisation a pris l'initiative d'une lettre²⁴⁷, cosignée par plusieurs autres groupes américains, appelant « *le Congrès et l'administration Trump à prendre des mesures immédiates pour contrer la mise en œuvre de la CSDDD* », notamment par le biais de « *politiques commerciales de rétorsion qui punissent les pays de l'UE pour avoir porté atteinte à la souveraineté, aux libertés et à la prospérité des États-Unis* ».



Dans la perspective du Heartland Institute, la CSDDD est qualifiée de loi « *ouvertement autoritaire* » qui subordonne les entreprises américaines à l'Accord de Paris sur le climat et à d'autres cadres internationaux en matière de climat²⁴⁸⁻²⁴⁹, impose ce qu'il qualifie d'« *exigences vagues et générales en matière de justice sociale* », et « *plus inquiétant encore, la loi permet à des organisations militantes et à des particuliers de poursuivre des entreprises pour des violations présumées, créant ainsi un champ de mines juridique susceptible de ruiner financièrement les entreprises* »²⁵⁰.

Au-delà de la bataille législative autour de la directive européenne sur le devoir de vigilance, le Heartland Institute s'emploie activement à nouer des alliances avec les forces d'extrême droite les plus anti-écologistes d'Europe²⁵¹⁻²⁵² : le FPÖ autrichien et le Fidesz hongrois (tous deux membres du groupe Patriotes pour l'Europe), Reform UK (le parti politique de Nigel Farage) et le syndicat polonais Solidarność (qui s'est ouvertement opposé au Pacte vert pour l'Europe, le qualifiant d'instrument de « *l'idéologie du climatisme* »)²⁵³.

²⁴¹ <https://heartland.org/topics/environment-energy/>

²⁴² <https://climatechangereconsidered.org/>

²⁴³ Heritage Foundation (10/10/2023). Project 2025 Reaches 75 Coalition Partners, Continues to Grow in Preparation for Next Conservative President <https://www.heritage.org/press/project-2025-reaches-75-coalition-partners-continues-grow-preparation-next-conservative>

²⁴⁴ Le Monde (09/04/2026). Le jour de gloire des climatocéptiques : le patron de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis piétine la science lors d'une conférence à Washington https://www.lemonde.fr/planete/article/2026/04/09/le-jour-de-gloire-des-climatocéptiques-le-patron-de-l-agence-de-protection-de-l-environnement-des-etats-unis-pietine-la-science-lors-d-une-conference-a-washington_6678627_3244.html

²⁴⁵ The Guardian (08/04/2026). Trump's EPA chief Zeldin gives keynote speech at climate-denying group's event <https://www.theguardian.com/us-news/2026/apr/08/epa-chief-zeldin-climate-denying-group-event>

²⁴⁶ The Heartland Institute (16/12/2024). The Heartland Institute Solidifies Its Global Impact by Founding « Heartland UK/Europe » <https://heartland.org/opinion/the-heartland-institute-solidifies-its-global-impact-by-founding-heartland-uk-europe/>

²⁴⁷ Defending American Sovereignty. Opposing the EU's Overreach Through the CSDDD (April 2025). <https://heartland.org/wp-content/uploads/2025/04/April25-CSDDD-Coalition-Admin.pdf>

²⁴⁸ <https://heartlandukeu.org/>

²⁴⁹ The Heartland Institute (March 2025). CSDDD. The European Union's Corporate Sustainability Due Diligence Directive is a Direct Threat to U.S. Sovereignty, Free Markets, and Individual Liberty <https://heartlandukeu.org/wp-content/uploads/2025/03/Mar-25-CSDDD-final.pdf>

²⁵⁰ Défendre la souveraineté américaine. S'opposer à l'ingérence de l'UE par le biais de la CSDDD (avril 2025). Voir ci-dessus.

²⁵¹ The Heartland Institute (10/01/2025). Climate Change Weekly #530 - Are Net Zero's Days Numbered Heartland Comes to Europe <https://heartland.org/opinion/climate-change-weekly-530-are-net-zeros-days-numbered-heartland-comes-to-europe/>

²⁵² DeSmog (10/12/2025). Mapped: Pro-Trump Heartland Institute's European Network <https://www.desmog.com/2025/12/10/mapped-donald-trump-heartland-institute-european-network/>

²⁵³ Solidarność (March 2025). Green Deal or mirage of transformation? https://solidarnosc.plock.pl/wp-content/uploads/2025/03/Report_Green_Deal_or_Mirage.pdf

L'objectif stratégique poursuivi par le Heartland Institute est clair : construire une coalition transatlantique capable d'attaquer simultanément la politique environnementale de l'UE sur plusieurs fronts, en particulier depuis l'intérieur des institutions démocratiques européennes. Historiquement

financé par des acteurs majeurs de l'industrie fossile américaine tels qu'ExxonMobil et la famille Koch²⁵⁴, le Heartland Institute sert ainsi de lien institutionnel, intellectuel et politique entre les lobbies industriels américains et la politique européenne.

Americans for Tax Reform

Dans la même lignée idéologique que le Heartland Institute se trouve Americans for Tax Reform, un groupe de défense des contribuables à but non lucratif fondé en 1985 par Grover Norquist à la demande de Ronald Reagan. La position de l'organisation sur la politique climatique est sans ambiguïté, comme l'indique son site internet : « *Americans for Tax Reform s'oppose à une taxe carbone et travaillera sans relâche pour s'assurer qu'elle ne devienne pas loi* »²⁵⁵. Son historique de collaboration avec le Heartland Institute est long, comprenant notamment la cosignature de la lettre susmentionnée contre la CSDDD, ainsi que d'autres initiatives conjointes²⁵⁶ appelant l'administration Trump à retirer les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat et organisant le parrainage de forums climatosceptiques²⁵⁷⁻²⁵⁸.

En Europe, l'activité d'Americans for Tax Reform se concentre sur l'exportation d'une idéologie ultralibérale et anti-fiscale. Son principal relais sur le continent est



l'Institut Économique Molinari français²⁵⁹⁻²⁶⁰, qui sert de partenaire clé et d'amplificateur de son message au sein des cercles politiques européens. Tout comme le Heartland Institute, Americans for Tax Reform a historiquement bénéficié d'un financement important provenant des intérêts liés aux énergies fossiles, notamment de la famille Koch et de la Fondation Walton²⁶¹. Cette filiation financière place Americans for Tax Reform au sein d'un réseau plus large d'organisations soutenues par l'industrie fossile qui œuvrent pour entraver la réglementation climatique des deux côtés de l'Atlantique et promouvoir un programme économique ultralibéral.

The Atlas Network

Au sein de la sphère des think tanks ultralibéraux et réactionnaires, l'Atlas Network²⁶² occupe une position centrale et stratégique. En tant qu'association mondiale de think tanks libertariens, dont le siège est à Arlington, en Virginie, elle regroupe plus de 500 think tanks membres à travers le monde²⁶³.



²⁵⁴ DeSmog. The Heartland Institute <https://www.desmog.com/heartland-institute/>

²⁵⁵ Americans for Tax Reform (11/13/2012). Americans for Tax Reform Opposes a Carbon Tax <https://atr.org/americans-tax-reform-opposes-carbon-a7346/>

²⁵⁶ <https://cei.org/sites/default/files/20170508%20CEI%20Paris%20Treaty%20with%20ologos%20-%2044%20Final.pdf>

²⁵⁷ <https://www.heartland.org/media-library/pdfs/ICCCs/ICCC7.pdf>

²⁵⁸ DeSmog (23/05/2012). A Closer Look at Heartland's ICC7 Denial-a-Palooza Speakers and Sponsors <https://www.desmog.com/2012/05/23/closer-look-heartland-s-iccc7-denial-palooza-speakers-and-sponsors/>

²⁵⁹ Brussels Report (08/02/2022). Interview with Cécile Philippe, President of Institut économique Molinari: "Digital taxation is counterproductive" <https://www.brusselsreport.eu/2022/02/08/interview-with-cecile-philippe-president-of-institut-economique-molinari-digital-taxation-is-counterproductive/>

²⁶⁰ Americans for Tax Reform (23/07/2021). ATR Partners on International Tax Burden Index, USA Ranks Second-Best <https://atr.org/atr-partners-international-tax-burden-index-usa-ranks-second-best/>

²⁶¹ DeSmog. Americans for Tax Reform <https://www.desmog.com/americans-tax-reform/>

²⁶² <https://www.atlasnetwork.org/>

²⁶³ <https://www.atlasnetwork.org/partners>

Financés, sans surprise, par le secteur américain des énergies fossiles²⁶⁴, les think tanks de l'Atlas Network ont été décrits par Julia Steinberger, autrice principale du Groupe de travail III du GIEC, comme l'un des « *principaux vecteurs et soutiens de la promotion du déni climatique à l'échelle mondiale* »²⁶⁵.

La présence de l'Atlas Network en Europe repose principalement sur deux organisations membres²⁶⁶ actives dans le milieu politique européen : EPICENTER²⁶⁷ (European Policy Information Center) et ECIPE (European Centre for International Political Economy)²⁶⁸, qui ont toutes deux œuvré au sein de la bulle bruxelloise pour promouvoir un programme agressif de déréglementation. EPICENTER se décrit comme « *une initiative indépendante regroupant douze think tanks de premier plan issus de toute l'Europe* », proposant des perspectives libérales sur l'économie numérique, le commerce, l'énergie, la finance et la protection sociale, et promouvant activement la simplification des normes environnementales de l'UE, via les directives Omnibus²⁶⁹. Loin d'être une structure autonome, EPICENTER agit comme un réseau de think tanks européens, parmi lesquels figure l'Institut Économique Molinari mentionné plus haut²⁷⁰.

L'ECIPE est à l'origine de l'une des premières offensives du PPE contre les ONG environnementales européennes, ce qui revêt une importance particulière pour notre analyse de l'attaque plus large menée contre la société civile et les ONG. Datant de 2019, cette offensive s'est concrétisée dans le rapport intitulé « *NGO Lobbying on Trade and Investment* »²⁷¹⁻²⁷², publié par le Centre Wilfried Martens pour les études européennes, le centre de recherche officiel du PPE (abordé plus en détail dans la section dédiée ci-dessous).

Ce rapport constitue l'un des fondements idéologiques de la campagne anti-ONG actuellement menée au sein du SWG, ayant été l'un des premiers documents publiés à Bruxelles à remettre ouvertement en question la nécessité pour la Commission européenne de soutenir des organisations qui ne s'alignent pas sur le programme politique ultralibéral du PPE²⁷³.

Le rôle de l'Atlas Network va toutefois bien au-delà de la promotion de la déréglementation par le biais de ses think tanks affiliés et de ses liens avec le PPE. Il est solidement ancré dans l'écosystème d'extrême droite européen, avec des liens avérés avec le réseau gravitant autour du milliardaire d'extrême droite catholique radical, Pierre-Édouard Stérin, et de partis tels que Reconquête!, comme l'ont précédemment révélé le média BonPote²⁷⁴ et l'Observatoire des Multinationales²⁷⁵⁻²⁷⁶. **L'Atlas Network** joue aussi un rôle de passerelle intellectuelle entre l'extrême droite américaine et les mouvements similaires en Europe, notamment en France. Il favorise les échanges d'idées, la mise en réseau et la diffusion de stratégies réactionnaires. Grâce à des initiatives telles que la **bourse Tocqueville**²⁷⁷ lancée en 2003, l'Atlas Network et ses partenaires français envoient ainsi de jeunes Français conservateurs aux États-Unis pour étudier les tactiques de think tanks américains influents, tels que la Heritage Foundation, connus pour leurs programmes antiféministes, climatosceptiques, anti-immigration et ultralibéraux. À leur retour, ils créent ou rejoignent des think tanks, des médias ou des cercles politiques, reproduisant les modèles ultraconservateurs américains. **Nicolas Pouvreau-Monti, par exemple, a créé une organisation directement inspirée de son expérience aux États-Unis**, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, tandis

264 DeSmog. Atlas Economic Research Foundation <https://www.desmog.com/atlas-economic-research-foundation/>

265 Julia Steinberger (31/12/2024). Ce à quoi nous faisons face <https://jksteinberger.medium.com/ce-%C3%A0-quoi-nous-faisons-face-3bca0f496d77>

266 DeSmog. Atlas Economic Research Foundation. *Supra*.

267 <https://www.epicenternet.org/who-we-are/#details>

268 <https://ecipe.org/>

269 <https://www.epicenternet.org/?s=omnibus&id=3373>

270 <https://www.epicenternet.org/who-we-are/#details>

271 Wilfried Martens Center for European Studies (November 2019). NGO Lobbying on Trade and Investment Accountability and Transparency at the EU Level https://www.martenscentre.eu/wp-content/uploads/2020/06/ces_policybrief_rngo_lobbying_on_trade_and_investment-v2.pdf

272 <https://www.martenscentre.eu/publication/ngo-lobbying-on-trade-and-investment-accountability-and-transparency-at-the-eu-level/>

273 ECIPE (January 2020). NGO Lobbying – How to Ensure Accountability and Transparency at the EU Level <https://ecipe.org/insights/ngo-lobbying-how-to-ensure-accountability-and-transparency-at-the-eu-level/>

274 BonPote (20/01/2026). Comment le milliardaire Stérin soutient l'obstruction climatique en France <https://bonpote.com/comment-le-milliardaire-sterin-soutient-l-obstruction-climatique-en-france/>

275 Observatoire des Multinationales (22/05/2024). Le réseau libertarien et ultraconservateur américain qui veut imposer ses idées en France <https://multinationales.org/fr/enquetes/le-reseau-atlas-la-france-et-l-extreme-droitisation-des-esprits/>

276 Observatoire des Multinationales (2026). Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits https://multinationales.org/IMG/pdf/atlasfr_2026_update.pdf

277 Observatoire des Multinationales (14/01/2025). Bourse Tocqueville : quand les milieux ultraconservateurs français vont chercher l'inspiration dans l'Amérique trumpiste <https://multinationales.org/fr/enquetes/le-reseau-atlas-la-france-et-l-extreme-droitisation-des-esprits/bourse-tocqueville-quand-les-milieux-ultraconservateurs-francais-vont-chercher>

que d'autres sont devenus collaborateurs de personnalités politiques d'extrême droite telles qu'**Éric Zemmour** ou du cercle restreint de **Marine Le Pen**²⁷⁸. L'Atlas Network sert ainsi de pivot à la fois idéologique et opérationnel, permet-

tant la pollinisation d'idées et de stratégies réactionnaires entre les États-Unis et l'Europe, mais aussi de plateforme de convergence entre les groupes d'extrême droite et le PPE, plus « modérément » conservateur.

L'Alliance Defending Freedom et l'American Center for Law and Justice

Au-delà de la politique environnementale, l'infiltration des think tanks américains dans l'écosystème des ONG européennes couvre l'ensemble des thèmes de l'agenda réactionnaire et conservateur, marqué par un fondamentalisme chrétien et un rejet systématique des droits reproductifs, des groupes LGBTQ+ et de l'égalité des genres. Si le nombre d'organisations américaines actives dans ce domaine est vaste et dépasse le cadre du présent rapport, deux d'entre elles méritent une attention particulière compte tenu de leur influence en Europe.

La première est l'Alliance Defending Freedom (ADF), qui opère à l'échelle internationale par l'intermédiaire de sa branche ADF International²⁷⁹, détenant un bureau européen à Bruxelles. L'organisation est inscrite au registre de transparence de l'UE en tant que lobby actif auprès du Parlement européen²⁸⁰, de nombreuses réunions étant enregistrées avec des députés européens des groupes PPE et ECR²⁸¹. L'organisation mène principalement des contentieux stratégiques pour combattre le droit à l'avortement et les politiques d'égalité des genres. Bien que ses champs d'action soient liés au genre et à la foi, l'ADF a récemment étendu son activité à la société civile, à la liberté d'expression et au « bouclier démocratique européen »²⁸², le cadre de l'UE conçu pour renforcer la résilience démocratique européenne et soutenir les acteurs de la société civile dans tous ses États membres. Dans ses activités de lobbying, l'ADF travaille en étroite coordination avec le groupe ECR, comme en témoigne



le registre de transparence de l'organisation²⁸³. L'ADF sert aussi de modèle à des organisations européennes, dont le mode opératoire repose également sur le contentieux stratégique, notamment Ordo Iuris, probablement l'un des groupes de lobbying fondamentaliste chrétien le plus influent en Pologne et dans toute l'Europe, examiné dans la section suivante. Ordo Iuris a été fondé en 2012 lors d'une conférence organisée à l'université de Varsovie, à laquelle l'ADF a également participé²⁸⁴.

Le deuxième est l'American Center for Law and Justice (ACLJ), fondé en 1990 par le télévangéliste américain Pat Robertson. Son avocat principal actuel est **Jay Sekulow**²⁸⁵, qui a été l'avocat personnel de Donald Trump lors de sa première procédure de destitution²⁸⁶. ACLJ Action, la branche politique de l'ACLJ, est l'un des treize groupes chrétiens qui ont participé au Project 2025 de la Heritage Foundation²⁸⁷, ce qui la place au sein du réseau institutionnel documenté tout au long de cette étude. L'ACLJ est également représentée à Bruxelles par son homologue européen, l'ECLJ, qui reçoit un financement annuel d'environ un million d'euros de la part de son organisation mère et agit en tant que lobbyiste au Parlement européen²⁸⁸.

²⁷⁸ Ibid.

²⁷⁹ <https://adfinternational.org/about-us>

²⁸⁰ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14587-European-Democracy-Shield/F3558447_en

²⁸¹ <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/search-meetings?transparencyRegisterIds=69403354038-78>

²⁸² https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14587-European-Democracy-Shield/F3558447_en

²⁸³ https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_fr?id=69403354038-78

²⁸⁴ https://www.youtube.com/watch?v=CbDcU94JL_o&t=370s

²⁸⁵ The Washington Post (19/06/2017). Jay Sekulow, Trump's unlikely lawyer <https://www.washingtonpost.com/news/morning-mix/wp/2017/06/19/jay-sekulow-trumps-unlikely-lawyer/>

²⁸⁶ The New York Times (17/01/2020). In Jay Sekulow, Trump Taps Longtime Loyalist for Impeachment Defense <https://www.nytimes.com/2020/01/17/us/politics/jay-sekulow-trump-impeachment.html>

²⁸⁷ https://static.heritage.org/project2025/2025_MandateForLeadership_FULL.pdf

²⁸⁸ https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_fr?id=359785447255-67

Une analyse plus détaillée du réseau des organisations fondamentalistes chrétiennes américaines, de leurs liens avec la Heritage Foundation et les réseaux européens, ainsi que de leur impact sur la législation relative aux droits reproductifs

et de genre dans les pays de l'UE, est disponible dans le rapport *The Next Wave: How Religious Extremism Is Regaining Power*²⁸⁹ published by the European Parliamentary Forum on Sexual and Reproductive Rights (EPF).

L'America First Policy Institute, et au-delà

Les organisations susmentionnées sont des piliers de longue date du paysage politique américain. Une nouvelle génération de think tanks gagne du terrain dans les cercles proches de l'administration Trump et commence à étendre son influence outre-Atlantique. Au premier rang desquels figure l'America First Policy Institute (AFPI), que les analystes considèrent désormais comme l'une des organisations les plus influentes de l'orbite MAGA, aux côtés de la Heritage Foundation.²⁹⁰ Bien que ses activités se concentrent principalement sur les



États-Unis, l'AFPI s'est déjà imposé comme un interlocuteur privilégié de certaines organisations européennes, parmi lesquelles le Centro Studi Machiavelli italien²⁹¹, examiné plus en détail dans la section suivante.

Il est essentiel de souligner que ces think tanks américains ne se contentent pas d'apporter un soutien théorique et logistique à l'écosystème d'extrême droite en Europe ; ils financent largement la diffusion de leur vision obscurantiste du monde à travers le Vieux Continent. **Bien que nous n'ayons pas été en mesure de retracer dans le détail les flux financiers provenant de ces organisations vers l'Europe, une analyse de leurs déclarations financières permet d'observer l'ampleur des sommes dépensées pour peser sur la vie politique européenne.** Entre 2019 (début de la législature européenne précédente) et 2024 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), **ces organisations ont investi près de 46 millions de dollars dans des activités en Europe, à des fins telles que l'octroi de subventions, le travail juridique et le soutien à diverses campagnes**²⁹². Sur ces 46 millions de dollars, environ deux tiers, soit 31 millions de dollars, proviennent

de l'Alliance Defending Freedom sur la période analysée. Ces chiffres sont probablement largement sous-estimés : l'America First Policy Institute, Americans for Tax Reform et le Heartland Institute ont déclaré ne pas avoir financé d'activités dans l'Union européenne, malgré leur intense lobbying. Une analyse similaire, menée par le programme d'investigation de la chaîne publique italienne RAI 3, *Report*, portant sur la période 2020-2024, est parvenue à des conclusions similaires concernant l'influence de l'extrême droite américaine en Europe : environ 110 millions de dollars ont été investis sur le Vieux Continent par douze des organisations d'extrême droite américaines les plus influentes, dont la Heritage Foundation, Alliance Defending Freedom, Atlas Network, Heartland Institute et l'ACLJ, ainsi que des institutions, telles que la Fondation Edmund Burke, le Cato Institute, l'Atlantic Council, Students for Liberty, le Consumer Choice Centre, l'International Republican Institute et l'Acton Institute²⁹³⁻²⁹⁴.

²⁸⁹ Forum du Parlement européen pour les droits sexuels et reproductifs (juin 2025). La prochaine vague : comment l'extrémisme religieux reprend le pouvoir, <https://www.epfweb.org/node/1147>

²⁹⁰ Politico (23/03/2026). The Trump-inspired realignment of the conservative think tank world, <https://www.politico.com/news/2026/03/23/trump-think-tanks-conservative-realignment-00839718>

²⁹¹ <https://www.centromachiavelli.com/en/2024/03/01/machiavelli-missions-and-contacts-in-the-us/>

²⁹² Données obtenues via la plateforme ProPublica Nonprofit Explorer, à partir de laquelle ont été extraits les formulaires 990 de l'Internal Revenue Service du département du Trésor américain pour la « Déclaration des organisations exonérées d'impôt sur le revenu », en particulier l'annexe F « Déclaration des activités hors des États-Unis », couvrant les années 2019 à 2024, <https://projects.propublica.org/nonprofits/>

²⁹³ Reportage Rai 3 (26/10/2025). Piccoli Trump crescono, <https://www.rai.it/programmi/report/inchieste/Piccoli-Trump-crescono-872466bb-de3c-4ba1-98do-7a754f17ee18.html>

²⁹⁴ Il Corriere della Sera (05/12/2025). Asse occulto Usa-Russia: qual è il piano per smantellare la Ue?, https://www.corriere.it/dataroom-milena-gabanelli/asse-occulto-usa-russia-qual-e-il-piano-per-smantellare-la-ue-/6d5e6543-6740-4fo2-act7-b573bde99xk.shtml?fbclid=IwY2xjawRlee5leHRuA2FlbQlxMABicmlkETA5ZG8xcUNxSnIltWkYzc3JoywZhcHBFaWQQMjlyMDM5MTC4ODIwMDg5MgABHm9ixrExg1IahfPP7JlGCazBmoF4TKvblibshySBzrsuUqKSJuoEToJP_aem_NoGsOPPEJuTStaoLzK2iFA&refresh_cae

Les multinationales et leurs fondations associées, qui visent principalement à promouvoir une politique de déréglementation au profit des intérêts économiques américains, financent également des organisations réactionnaires et libertaires à travers l'Europe. *Follow the Money* a révélé que les think tanks les plus influents à Bruxelles reçoivent environ un tiers de leurs financements de sources américaines, avec au moins 115 millions d'euros provenant d'entreprises et de philanthropes américains pour la seule année 2023²⁹⁵.

Parmi les plus grands donateurs américains figurent Google, Microsoft et Meta, qui ont dépensé à eux trois plus de

7 millions d'euros pour des think tanks européens cette année-là, principalement pour promouvoir l'agenda de déréglementation aligné sur leurs intérêts économiques²⁹⁶. Cette influence étrangère sur l'élaboration des politiques européennes est largement méconnue.

Parallèlement, la Commission européenne réduit ses financements aux think tanks indépendants, creusant ainsi un vide à la fois financier et politique. Ce vide fragilise l'autonomie européenne et ouvre la voie à une influence américaine croissante sur les processus législatifs du Vieux Continent, parfois avec l'objectif assumé de démanteler l'Union européenne pour servir les intérêts des entreprises américaines²⁹⁷.

LE BATAILLON EUROPÉEN

La tournée diplomatique de la sous-secrétaire d'État américaine, Sarah Rogers, en Europe fin 2025 a mis en lumière la volonté de l'administration Trump d'apporter un soutien financier aux organisations européennes qui se font le relais du mouvement MAGA. Si la liste des bénéficiaires de ce « plan Marshall culturel » d'extrême droite reste encore inconnue, un certain nombre d'organisations se distinguent comme de probables candidates.

À travers le Vieux Continent, plusieurs think tanks européens mènent une guerre culturelle d'ampleur en faveur de politiques conservatrices et réactionnaires. Hétérogène et multiforme, cet écosystème réactionnaire européen est composé de nombreux acteurs ayant des implantations nationales profondes et des liens étroits avec les partis politiques nationaux dans différents États membres. Unis par une vision idéologique commune et des liens de collaboration étroits, ces acteurs constituent ensemble un réseau structuré et dynamique, capable de présenter aux institutions européennes un front d'influence cohérent et coordonné. Ce faisant, ils apportent une caution intellectuelle, explicite ou tacite, aux partis politiques dont les positions s'alignent sur les leurs.

Alors que ces organisations européennes d'extrême droite ont émergé indépendamment des États-Unis et ont réussi à tisser progressivement des liens solides et durables avec leurs homologues américains bien avant l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration Trump, en s'inspirant du modèle illibéral d'Orbán, nous assistons aujourd'hui à une accélération et à une intensification notable de ces relations transatlantiques.

La chute du gouvernement Orbán, « laboratoire du nationalisme occidental »²⁹⁸ et l'une des sources d'inspiration du mouvement MAGA, pourrait marquer un coup d'arrêt à ce qui semblait être la montée inexorable des mouvements réactionnaires des deux côtés de l'Atlantique. Pourtant, ces liens transatlantiques ne reposent pas sur des rapports de dépendance ou de subordination mais sont faits de soutien mutuel, de légitimation intellectuelle, d'influence réciproque et de définition concertée des priorités à l'échelle mondiale. C'est précisément ce qui leur confère la capacité de perdurer.

En Hongrie, en Pologne, en Italie et en France, un réseau de think tanks réactionnaires et illibéraux cherche ainsi à dompter la démocratie et à remodeler le Vieux Continent avec le soutien de think tanks alignés sur le mouvement MAGA.

²⁹⁵ Follow the money (23/10/2025). U.S. donors bankroll Europe's policy ideas through think tanks <https://www.ftm.eu/articles/a-third-of-funding-from-think-tanks-comes-from-us?share=4JJymjCs3jAEUckFv6Hm%2B4chgNooXpxlYXoz36Jz9mXUNlW3fre5zOqic%2FKMQME%3D>

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ Haut-commissariat à la stratégie et au plan, France (17/04/2026). Point de vue : Entre influences étrangères et percée eurosceptique. Les think tanks à Bruxelles, nouveau champ de bataille des idées en Europe. https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/files/Publications/2026/2026-04-17%20-%20PDV%20Think%20tanks/HCS-2026-Les%20think%20tanks%20a%20%80%20Bruxelles_23avril13h.pdf

Le MCC hongrois

La Hongrie abrite un écosystème dense d'incubateurs de l'idéologie réactionnaire. Le plus important et le plus influent d'entre eux est le Mathias Corvinus Collegium (MCC) et sa branche européenne, le MCC Bruxelles.

Le MCC, présidé par Balázs Orbán, l'ancien directeur politique de Viktor Orbán²⁹⁹, a reçu plus de 1,3 milliard de dollars de financement public hongrois en 2020 grâce à l'attribution d'une participation de 10 % dans MOL, la compagnie pétrolière nationale hongroise, qui dépend largement de la commercialisation du pétrole russe, et d'une participation de 10 % dans la société pharmaceutique Gedeon Richter³⁰⁰⁻³⁰¹⁻³⁰². En outre, le gouvernement hongrois a attribué simultanément 462 millions de dollars supplémentaires et 9 millions de dollars de biens immobiliers au MCC³⁰³. Le MCC Bruxelles, établi dans la capitale belge en 2022³⁰⁴, a déclaré un revenu de plus de 6 millions d'euros provenant de subventions de sa fondation mère dans le registre de transparence de l'UE en 2024³⁰⁵, ce qui en fait l'un des think tanks les plus importants de Bruxelles, financé par l'argent du pétrole de l'État hongrois. Selon une étude récente, le MCC est en effet le troisième plus grand groupe de réflexion inscrit au registre de transparence de l'UE en termes de budget³⁰⁶.

Grâce à ces fonds, le MCC Bruxelles intervient sur l'ensemble des priorités de l'extrême droite européenne : immigration, droits reproductifs et droits des personnes LGBTQ+, nationalisme anti-UE et, bien sûr, sabotage de la législation environnementale européenne³⁰⁷. Bien qu'il s'agisse de l'un des think tanks politiques les plus actifs à Bruxelles,



accueillant régulièrement des députés européens lors de ses événements³⁰⁸, l'organisation ne mentionne aucune réunion avec des députés européens³⁰⁹ ou des services de la Commission dans le registre de transparence³¹⁰, ce qui est inhabituel pour un lobby aussi influent à Bruxelles.

En février 2025, le MCC Bruxelles a publié « *La machine de propagande de l'UE. Comment l'UE finance les ONG pour se promouvoir* »³¹¹, un rapport incendiaire visant les ONG progressistes européennes, en particulier celles bénéficiant de subventions de la Commission européenne. Ce rapport les accuse de fonctionner comme une « *machine de propagande* » au service des institutions européennes, de promouvoir des politiques écologiques et des programmes fondés sur les droits tout en se livrant à ce qu'il appelle une « *propagande par procuration* » guidée par la Commission pour s'ingérer dans les élections nationales de pays gouvernés par des partis anti-UE, la Pologne et la Hongrie étant citées comme principaux exemples.

Ce faisant, le MCC Bruxelles s'est appuyé sur la stratégie des « *marchands de suspicion* » que le PPE cultivait depuis des années à l'encontre des ONG, et l'a poussée à un niveau supérieur, présentant les ONG comme des relais de l'ingérence électorale

²⁹⁸ Le Monde (19/03/2026). Hongrie : comment Budapest est devenu le laboratoire du nationalisme occidental, sous l'influence de Viktor Orban https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/19/hongrie-comment-budapest-est-devenu-le-laboratoire-du-nationalisme-occidental-sous-l-influence-de-viktor-orban_6672347_3210.html

²⁹⁹ Bien qu'ils partagent le même nom de famille, Balázs Orbán et Viktor Orbán n'ont aucun lien de parenté.

³⁰⁰ DeSmog (29/04/2024) Oil Funded Think Tank Gathers Climate Deniers Ahead of Crucial EU Elections <https://www.desmog.com/2024/05/29/mathias-corvinus-collegium-mcc-oil-funded-think-tank-gathers-climate-deniers-crucial-eu-elections/>

³⁰¹ Politico (18/03/2026). Hungarian opposition picks top business executives to dismantle Orbán's rule <https://www.politico.eu/article/hungarian-opposition-picks-top-business-executives-dismantle-orban-rule/>

³⁰² CEO (18/10/2024) Orbán's oil funded thinktank is murky on transparency <https://corporateeurope.org/en/2024/10/orban-oil-funded-thinktank-murky-transparency>

³⁰³ Euractiv (24/01/2023). Fidesz-linked EU think tank plans to shake up Brussels bubble <https://www.euractiv.com/interview/fidesz-linked-eu-think-tank-plans-to-shake-up-brussels-bubble/>

³⁰⁴ <https://brussels.mcc.hu/about-mcc-brussels>

³⁰⁵ Politico (04/09/2025) Orbán's favorite Brussels think tank received millions from Budapest, new figures reveal <https://www.politico.eu/article/viktor-orban-brussels-budapest-eu-hard-right-funds-hungary/>

³⁰⁶ Haut-commissariat à la stratégie et au plan, France (17/04/2026). Point de vue: Entre influences étrangères et percée eurosceptique. Les think tanks à Bruxelles, nouveau champ de bataille des idées en Europe. *Supra*.

³⁰⁷ Politico (28/05/2024). Orbán's think tank is on a mission to break Europe's climate « consensus » <https://www.politico.eu/article/brussels-hungary-think-tank-viktor-orban-breaking-europe-climate-consensus/>

³⁰⁸ <https://brussels.mcc.hu/events>

³⁰⁹ <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/search-meetings?transparencyRegisterIds=681044352479-62>

³¹⁰ https://transparency-register.europa.eu/search-register-or-update/organisation-detail_fr?id=681044352479-62

³¹¹ MCC Brussels (February 2025). The EU's propaganda machine. How the EU funds NGOs to promote itself <https://brussels.mcc.hu/uploads/default/0001/01/efbecea2012e-33f88794130daeb7a38d3778bcb.pdf>

européenne. En février 2026, cette stratégie est passée de la théorie à la pratique avec le lancement de l'Observatoire de l'ingérence démocratique (DIO)³¹² présenté comme un observateur électoral autonome visant à « dénoncer l'ingérence électorale de l'UE », conçu pour susciter de nouvelles attaques contre les ONG et les institutions européennes afin d'alimenter la propagande pro-Orbán à l'approche des élections hongroises. Cela est illustré par un rapport de mars 2026 intitulé « *Le scrutin orchestré. Le manuel de l'UE pour influencer les élections nationales* »³¹³, qui cherche à présenter les « réseaux de la société civile financés par l'UE » comme l'un des outils d'ingérence de l'Union européenne pour contrecarrer la souveraineté du peuple.

Le MCC Bruxelles ne se limite pas à attaquer les institutions européennes et les ONG, mais étend ses critiques aux médias et au monde universitaire dans le cadre d'une vaste offensive visant à éroder la confiance des citoyens envers les piliers d'une société libre et ouverte. Thomas Fazi, l'un des auteurs les plus prolifiques du MCC Bruxelles, qualifie ainsi le monde universitaire, les médias indépendants et les ONG de « *deep state* » européen³¹⁴. Il soutient l'appel lancé par le MCC Bruxelles à l'UE pour la création d'un Département européen de l'efficacité gouvernementale (EU DOGE)³¹⁵⁻³¹⁶ sur le modèle de celui mis en place aux États-Unis par Elon Musk au début du second mandat de Donald Trump, dans le but d'examiner et, éventuellement, démanteler les ONG et les médias progressistes européens. L'inspiration tirée du mouvement MAGA ne pourrait être plus explicite.

L'influence du MCC Bruxelles sur les institutions européennes est difficile à ignorer. Ses rapports et ses prises de positions façonnent activement les débats parlementaires et la politique budgétaire de la Commission européenne. Le député européen Csaba Dömötör, membre du SWG, a activement défendu le rapport du MCC Bruxelles au sein du Parlement européen³¹⁷, tandis que la Commission européenne a annoncé

une réduction de près de 8 millions d'euros³¹⁸ par an du budget du programme « Citoyens, égalité, droits et valeurs » (CERV), accusé par le MCC Bruxelles d'apporter un soutien illégitime et partisan à des organisations pro-européennes. Bien que les services de la Commission n'aient ni confirmé, ni démenti, que ces coupes budgétaires soient liées à des pressions exercées par le MCC Bruxelles, cette organisation illibérale a joué un rôle actif, aux côtés du PPE et des partis d'extrême droite européens, pour rendre politiquement coûteux le soutien financier de la Commission aux organisations pro-européennes. Elle est ainsi parvenue à placer les discours pro-européens et les discours anti-UE, pro-Trump et pro-russes sur un pied d'égalité.

Le dernier élément concerne les liens étroits entretenus entre le MCC, l'administration Trump et les cercles MAGA. En février 2025, Balázs Orbán a assisté à une conférence à Budapest sur les relations bilatérales entre les États-Unis et l'UE aux côtés de l'Alliance Defending Freedom et de la sous-secrétaire d'État, Sarah Rogers, entre autres³¹⁹.



Balázs Orbán, président du conseil d'administration du MCC, participant au Budapest Global Dialogue en présence de l'ADF International et de la sous-secrétaire d'État, Sarah Rogers, février 2026

³¹² <https://democracy-interference.info/>

³¹³ MCC Brussels (2026) The managed ballot. The EU's playbook for shaping national elections, <https://democracy-interference.info/report#504495f8-7ce5-478c-a6a4-b4b75b4b072d>

³¹⁴ Hungarian Conservative (17/02/2025) Calls for EU's Own Musk-Style DOGE Intensify — Here's Why <https://www.hungarianconservative.com/articles/politics/european-doge-elon-musk-mcc-brussels-ngo-media-funding/>

³¹⁵ MCC Brussels (17/02/2025) MCC Brussels calls for establishment of EU DOGE <https://brussels.mcc.hu/news/following-shocking-new-report-about-scale-of-the-eu-ngo-propaganda-complex-mcc-brussels-calls-for-establishment-of-eu-doge>

³¹⁶ Hungarian Conservative (17/02/2025). *Supra*.

³¹⁷ MCC Brussels (31/03/2025) MCC Brussels Fights for Transparency: Exposing the Hidden NGO Operations <https://mcc.hu/en/article/fight-for-transparency-exposing-the-hidden-ngo-operations>

³¹⁸ L'Informé (27/03/2026) Jacques Delors, Robert Schuman... Bruxelles coupe les subventions aux think tanks européens https://www.linforme.com/medias-culture/article/jacques-delors-robert-schuman-bruxelles-coupe-les-subventions-aux-think-tanks-europeens_3842.html

³¹⁹ <https://x.com/USAmbHungary/status/2021602708361293979>

Le MCC a également joué un rôle majeur dans l'organisation de la visite du vice-président américain J.D. Vance à Budapest en avril dernier³²⁰, qui visait à apporter le soutien de l'administration Trump à Victor Orbán. Alors que l'administration américaine cherche à financer des think tanks européens alignés sur l'agenda MAGA, le MCC apparaît comme un candidat stratégique à ce soutien financier, afin de poursuivre sa campagne contre l'Union européenne.

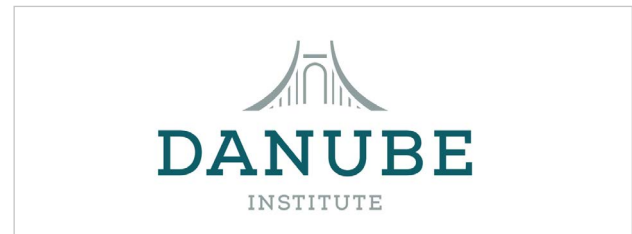
Capture d'écran du tweet publié sur le compte officiel X (anciennement Twitter) du MCC pour annoncer la visite du vice-président américain, J.D. Vance, invité à une conférence à leur siège à Budapest lors de sa tournée en Hongrie.



Le Danube Institute

Le Danube Institute est une autre institution pro-Orbán dont les liens transatlantiques sont bien documentés. Tout comme le MCC et le MCC Bruxelles, le Danube Institute a fonctionné comme un incubateur idéologique et un groupe de réflexion dédié à légitimer le programme du gouvernement de Victor Orbán et, plus largement, l'agenda conservateur européen. Les deux organisations sont, à bien des égards, les deux faces d'une même médaille, et co-organisent régulièrement des événements à Bruxelles³²¹.

Les relations du Danube Institute avec l'extrême droite américaine sont particulièrement significatives. En mars 2023, l'Institut a signé un accord de coopération historique avec la Heritage Foundation³²², établissant un programme de mobilité qui amène le personnel de la Heritage Foundation à Budapest en tant que chercheurs invités, tout en renforçant le partage d'expertise et l'organisation conjointe d'événements.



Concrètement, ce programme vise à renforcer les think tanks conservateurs des deux côtés de l'Atlantique, à ancrer l'idéologie MAGA sur le sol européen et à exporter l'illibéralisme de Victor Orbán aux États-Unis³²³⁻³²⁴. Le partenariat entre le Danube Institute et la Heritage Foundation se concrétise également par le Sommet géopolitique annuel³²⁵, qui sert de lieu de convergence pour l'écosystème conservateur européen et américain. Le Sommet rassemble régulièrement des organisations européennes telles que le MCC, leurs homologues américains, notamment la Heritage Foundation,

³²⁰ https://x.com/MCC_Budapest/status/2041460585020203495

³²¹ <https://mcc.hu/en/kereses?q=danube+institute>

³²² Hungarian Conservative (16/03/2023). Heritage Foundation and Danube Institute Sign Landmark Cooperation Agreement https://www.hungarianconservative.com/articles/current/cooperation_agreement_heritage_foundation_danube_institute/

³²³ Átlátszó (23/10/2024). Hungarian government proxy is spending a fortune to influence public opinion in the US <https://english.atlatszo.hu/2024/10/23/hungarian-government-proxy-is-spending-a-fortune-to-influence-public-opinion-in-the-us/>

³²⁴ Átlátszó (14/12/2023). Orbánism exported to America through a public interest foundation <https://english.atlatszo.hu/2023/12/14/orbanism-exported-to-america-through-a-public-interest-foundation/>

³²⁵ <https://danubeinstitute.hu/en/events/the-future-of-power-finding-order-in-a-time-of-chaos-day-1>

le Cato Institute et C-Fam, ainsi que des représentants de l'ancien gouvernement de Victor Orbán, des personnalités de l'administration Trump³²⁶ et des groupes politiques d'extrême droite au Parlement européen, dont les Patriotes pour l'Europe³²⁷.

Le financement de l'IDU par le Danube Institute s'inscrit dans cette même logique, permettant aux mouvements conservateurs du monde entier de se réunir, d'élaborer un cadre intellectuel commun et de faire avancer leur programme réactionnaire³²⁸.

Le Centre pour les droits fondamentaux

Une autre organisation hongroise qui a été particulièrement active dans le rapprochement entre la galaxie républicaine américaine et l'extrême droite d'Orbán est l'Alapjogokért Központ, plus connue sous le nom de Centre pour les droits fondamentaux (CFR)³²⁹.

Fondé à Budapest en 2013, le CFR fonctionne comme un groupe de réflexion et un centre de recherche, et sert de moteur à la CPAC Hongrie, l'une des branches européennes de la Conservative Political Action Conference qui rassemble la galaxie MAGA. La CPAC Hongrie a ainsi été l'un des principaux relais de l'ingérence de l'administration américaine dans les élections législatives hongroises de 2026³³⁰, avec le soutien explicite de Donald Trump en faveur de Viktor Orbán et les visites à Budapest du secrétaire d'État Marco Rubio³³¹ et du vice-président J.D. Vance³³².

Le CFR entretient également des liens étroits avec des organisations conservatrices tant au niveau national qu'in-

ternational, parmi lesquelles le Centro Studi Machiavelli italien³³³. En 2024, il a ouvert un bureau à Madrid³³⁴ dans le but d'étendre son réseau à travers l'Amérique latine et aux partis d'extrême droite des pays hispanophones, y compris VOX en Espagne. Le CFR est également l'organisme fondateur du Freedom Institute hongro-polonais³³⁵, créé pour contrer les « menaces » civilisationnelles qui pèseraient sur la Pologne, un pays qu'il décrit comme étant devenu « un terrain d'expérimentation où les valeurs qui constituent le fondement de la civilisation occidentale sont remises en cause et constamment attaquées ».



³²⁶ U.S. Embassy in Hungary (16/09/2025). Remarks By Chargé D'affaires Palladino At The Danube Institute And Heritage Foundation's Geopolitical Summit <https://hu.usembassy.gov/news-remarks-by-charge-daffaires-palladino-at-danube-institute-and-heritage-foundations-geopolitical-summit/>

³²⁷ <https://danubeinstitute.hu/en/events/the-future-of-power-finding-order-in-a-time-of-chaos-day-1>

³²⁸ <https://idu.org/idu-forum-partners-dc-2024/>

³²⁹ <https://alapjogokert.hu/>

³³⁰ Euro News (21/03/2026). Orbán a CPAC-en: ha győzünk a választáson, azzal "beszakítjuk a progresszívek brüsszeli kapuját is" <https://hu.euronews.com/my-europe/2026/03/21/orban-a-cpac-en-ha-gyozunk-a-valasztason-azzal-beszakitjuk-a-progresszivek-brusszeli-kapuj>

³³¹ hu.usembassy.gov/news-secretary-rubio-in-budapest/

³³² Politico (07/04/2026). Vance in Budapest: Viktor Orbán's last throw of the MAGA dice <https://www.politico.eu/article/last-throw-of-maga-dice-for-viktor-orban-jd-vance/>

³³³ <https://www.centromachiavelli.com/tag/alapjogokert-kozpont/#>

³³⁴ <https://alapjogokert.hu/rolunk/madridi-iroda>

³³⁵ <https://alapjogokert.hu/rolunk/magyar-lengyel-szabadsag-intezete>

L'organisation polonaise Ordo Iuris

La Pologne ne manque pas d'organisations d'extrême droite qui défendent une idéologie réactionnaire enracinée dans le fondamentalisme catholique. La plus emblématique et la plus active d'entre elles est sans aucun doute Ordo Iuris.

Fondée à Varsovie en 2012 lors d'un congrès anti-avortement co-organisé par l'ADF américaine³³⁶, Ordo Iuris s'inspire directement de son homologue américain, recourant à des contentieux stratégiques pour faire obstacle à la législation progressiste ou orchestrer son démantèlement selon un agenda religieux fondamentaliste. L'organisation porte une part importante de responsabilité dans l'offensive anti-avortement qui s'est déployée en Pologne à partir de 2016, culminant en 2020 avec une interdiction quasi totale du droit à l'avortement dans tout le pays³³⁷. Elle a également défendu des politiques locales anti-LGBTQ+³³⁸⁻³³⁹ dans plusieurs villes polonaises et a cherché à exporter son opposition aux droits des femmes au-delà des frontières de la Pologne³⁴⁰.

Ordo Iuris est étroitement lié au parti d'extrême droite Prawo i Sprawiedliwość³⁴¹ (PiS, membre du groupe ECR), qui a gouverné la Pologne de 2015 à 2023, et qui compte parmi ses proches l'actuel président polonais Karol Tadeusz Nawrocki, habitué des rassemblements MAGA et l'un des alliés européens les plus fidèles de Trump³⁴². Tout comme le Danube Institute et le MCC sont au service d'Orbán, Ordo



Iuris confère une légitimité intellectuelle à l'extrême droite polonaise, en menant le travail culturel sous-jacent nécessaire pour promouvoir et consolider son programme réactionnaire.

Après avoir initialement concentré ses attaques politiques contre l'avortement, les droits LGBTQ+ et la politique familiale, Ordo Iuris a récemment élargi son champ d'action pour lancer des attaques contre la société civile, le Pacte vert européen et l'ensemble des idées progressistes. Son offensive contre la politique environnementale européenne remonte à une conférence de 2024 qui s'est tenue à Varsovie, sur la politique climatique des États-Unis et de l'UE ainsi que sur la compétitivité transatlantique dans l'économie mondiale³⁴³. L'événement a été co-organisé aux côtés de la Heritage Foundation, du MCC (et de son organe de presse ultra-conservateur *The European Conservative*) et du groupe Patriotes pour l'Europe, et s'est déroulé en étroite collaboration avec des figures de proue de l'orbite MAGA, dont Joe Grogan, ancien directeur du Conseil de la politique intérieure des États-Unis et assistant de Donald Trump³⁴⁴.

336 https://www.youtube.com/watch?v=CbDcUg4JL_o&t=370s

337 Balkan Insight (22/06/2021) Ordo Iuris: The Ultra-Conservative Organisation Transforming Poland <https://balkaninsight.com/2021/06/22/ordo-iuris-the-ultra-conservative-organisation-transforming-poland/rd/>

338 *Ibid.*

339 Forum du Parlement européen pour les droits sexuels et reproductifs (juin 2025). *Supra.*

340 Balkan Insight (06/10/2020). La Pologne lance une offensive dans la région pour remplacer la Convention d'Istanbul par un traité sur les « droits de la famille », <https://balkaninsight.com/2020/10/06/family-rights-treaty/rd-rd-bulgaria/>

341 Politico (26/04/2021). Comment détourner la Conférence sur l'avenir de l'Europe, <https://www.politico.eu/article/conference-on-the-future-of-europe-suggestions/>

342 <https://www.youtube.com/watch?v=CVHKrSTgnEw>

343 Ordo Iuris (20/11/2024). The Ordo Iuris And Heritage Foundation Conference In Warsaw: Only Nation-States, Not A Superstate, Can Ensure Europe's Security And Prosperity, <https://ordoiuris.pl/en/press-newsdesk/the-ordo-iuris-and-heritage-foundation-conference-in-warsaw-only-nation-states-not-a-superstate-can-ensure-europes-security-and-prosperity/>

344 <https://schaeffer.usc.edu/people/joseph-grogan/>

Les États-Unis, la Pologne et la Hongrie forment ainsi ensemble un pivot central dans la création et la consolidation de l'axe réactionnaire transatlantique, avec le MCC, Ordo Iuris et la Heritage Foundation aux commandes. L'objectif de cette triade va bien au-delà du simple sabotage des politiques environnementales et sociales de l'UE : le but ultime est de démanteler entièrement le modèle actuel de l'Union européenne, de faire *table rase*³⁴⁵ de l'Union européenne et de fragmenter le continent en rétablissant la primauté des États-nations.

En mars 2025, la Heritage Foundation a organisé à Washington un atelier à huis clos réunissant le MCC et Ordo Iuris³⁴⁶, au cours duquel a été présenté un document intitulé « *The Great Reset : Restoring Member State Sovereignty In The*

European Union » : un document proposant la suppression de la Commission européenne et de la Cour de justice de l'Union européenne. Cette première salve a été suivie d'événements publics à Varsovie en avril 2025³⁴⁷ et au Parlement européen en juin, organisés par le groupe des Patriotes pour l'Europe et dont le titre est éloquent : « *Back to the Basics* » : *Patriots Unveil Plan To Strip Brussels of Power*³⁴⁸.

Au sud de l'Europe, deux organisations italiennes se positionnent au cœur de ce réseau réactionnaire européen : le **Centro Studi Machiavelli** et **Nazione Futura**, dont les présidents respectifs, **Daniele Scalea** et **Francesco Giubilei**, ont récemment souligné leur proximité avec l'univers MAGA dans une interview accordée à *Politico* au sujet du projet de Sarah Rogers visant à financer des think tanks conservateurs européens³⁴⁹.

Le Centro Studi Machiavelli italien

Le think tank Centro Studi Machiavelli a été fondé en 2017 pour influencer la droite italienne et l'imprégner d'une idéologie conservatrice et réactionnaire³⁵⁰. Tout en facilitant les alliances entre la droite conservatrice et l'extrême droite italiennes, **le Centro Studi Machiavelli se distingue sur la scène politique nationale en facilitant le rapprochement entre les partis conservateurs et réactionnaires italiens, l'extrême droite hongroise et la galaxie MAGA, en collaborant avec la Heritage Foundation et l'Alapjogokért Központ, et en travaillant fréquemment avec le MCC Bruxelles³⁵¹ et le Danube Institute³⁵².**

En Italie, le Centro Studi Machiavelli travaille étroitement avec Forza Italia (PPE), Fratelli d'Italia (ECR) et la Lega (PFE). Il est particulièrement proche du parti d'extrême



droite Lega³⁵³, qui siège au Parlement européen au sein des Patriotes pour l'Europe. Le Centro Studi apporte également visibilité et résonance aux figures les plus virulentes de l'extrême droite italienne, comme le député européen, Roberto Vannacci³⁵⁴⁻³⁵⁵, connu pour ses positions ouvertement homophobes, misogynes et racistes³⁵⁶⁻³⁵⁷ et qui a récemment quitté la Lega pour fonder Nazione Futura, un parti membre du groupe des Nations souveraines européennes (ESN). Le Centro Studi Machiavelli compte

³⁴⁵ Ordo Iuris and MCC (2025). *The Great Reset: Restoring Member State Sovereignty In The European Union* https://legrandcontinent.eu/fr/wp-content/uploads/sites/2/2025/03/The_Great_Reset_Restoring_Member_State_Sovereignty_o-2.pdf

³⁴⁶ Le Grand Continent (12/03/2025). Comment deux instituts hongrois et polonais veulent démanteler l'Union européenne de l'intérieur avec l'aide de la Heritage Foundation <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/03/12/comment-deux-instituts-hongrois-et-polonais-veulent-demanter-lunion-europeenne-de-linterieur-avec-laide-de-la-heritage-foundation/>

³⁴⁷ Ordo Iuris (09/04/2025). « The Eu Is The Main Breeding Ground For Lawlessness In Europe » – Polish Presentation Of Proposals For Good Eu Reform <https://ordoiuris.pl/en/press-newsdesk/the-eu-is-the-main-breeding-ground-for-lawlessness-in-europe-polish-presentation-of-proposals-for-good-eu-reform/>

³⁴⁸ The European Conservative (12/06/2025). « Back to the Basics » : Patriots Unveil Plan To Strip Brussels of Power <https://europeanconservative.com/articles/news/back-to-the-basics-patriots-unveil-plan-to-strip-brussels-of-power/>

³⁴⁹ Politico (13/02/2026). *Supra*.

³⁵⁰ Formiche (18/02/2017). Centro Studi Machiavelli, chi anima il think-tank vicino alle destre sovraniste <https://formiche.net/2017/02/centro-studi-machiavelli-chi-anima-il-think-tank-vicino-alle-destre-sovraniste/#content>

³⁵¹ <https://mcc.hu/en/event/mcc-mri-summit-on-the-10th-anniversary-of-the-european-migration-crisis-1>

³⁵² <https://www.instagram.com/p/DPLiHnRDMRn/>

³⁵³ Formiche (18/02/2017). *Supra*.

également parmi les membres de son comité scientifique le ministre de l'Éducation du gouvernement Meloni, Giuseppe Valditara³⁵⁸.

Travaillant principalement sur la défense et la sécurité nationale, le Centro Studi a élargi son champ d'action pour promouvoir en Italie les attaques menées à Bruxelles contre le Pacte vert européen, les politiques environnementales ainsi que les ONG, notamment la théorie du « lobbying de l'ombre » avancée par le SWG³⁵⁹.

Le Centro Studi Machiavelli oeuvre à l'ancrage de l'alliance réactionnaire transatlantique au sein des institutions italiennes. Il a ainsi organisé une conférence à la Chambre des députés réunissant des députés italiens issus de Fratelli d'Italia, de la Lega et de Forza Italia, ainsi que Paul McCarthy³⁶⁰, chercheur de la Heritage Foundation qui a conseillé Sarah Rogers sur les organisations européennes susceptibles de recevoir des financements publics américains³⁶¹.

Organisé dans la salle de presse de Forza d'Italia, et tenu de ce fait sous le patronage d'un parti membre du PPE, l'événement portait un titre éloquent : « *Alliance en transition, les voies vers un partenariat transatlantique renouvelé* ». Il s'agissait de contribuer à l'apaisement des relations entre l'Italie et les

États-Unis, après l'enlèvement de Nicolas Maduro au Venezuela, la menace d'une invasion du Groenland et la menace américaine de nouveaux droits de douane qui avaient placé le gouvernement Meloni, un des alliés les plus constants de Trump en Europe, dans une position politique délicate³⁶².

Tandis que le PPE se divise entre ceux qui plaident pour des alliances répétées avec l'extrême droite européenne et ceux qui appellent à une rupture franche avec elle³⁶³, le Centro Studi Machiavelli poursuit une stratégie méthodique pour consolider l'union des droites et ancrer dans la durée une alliance avec le mouvement trumpiste.



Paul McCarthy lors de la réunion organisée par Forza Italia (PPE) et le Centro Studi Machiavelli à la Chambre des députés italienne.

354 <https://www.centromachiavelli.com/evento/roberto-vannacci-a-firenze-presentazione-de-il-coraggio-vince/>

355 <https://www.centromachiavelli.com/evento/incontro-con-roberto-vannacci/>

356 Rai News (17/08/2023). Diritti: « Gay non siete normali », bufera per libro del generale Vannacci. Esercito prende distanze <https://www.rainews.it/articoli/2023/08/diritti-gay-non-siete-normali-bufera-per-libro-del-generale-vannacci-esercito-prende-distanze-19c53cbo-e5f1-462a-b506-d4785fo086c4.html>

357 Le Monde (17/08/2023). En Italie, limogeage d'un général, auteur d'un livre raciste et homophobe https://www.lemonde.fr/international/article/2023/08/17/le-livre-raciste-et-homophobe-d-un-general-provoque-l-indignation-en-italie_6185734_3210.html

358 <https://www.centromachiavelli.com/centro-studi-machiavelli-staff-esperti/>

359 Centro Studi Machiavelli (04/08/2025). Scandalo ONG a Bruxelles: miliardi pubblici per l'indottrinamento, la propaganda e il lobbying <https://www.centromachiavelli.com/2025/08/04/scandalo-ong-a-bruxelles-miliardi-pubblici-per-lindottrinamento-la-propaganda-e-il-lobbying/>

360 Centro Studi Machiavelli (10/02/2026). Alliance in Transition: Pathways to a Renewed Transatlantic Partnership <https://www.centromachiavelli.com/evento/alliance-in-transition-pathways-to-a-renewed-transatlantic-partnership/>

361 À cette occasion, le Centro Studi Machiavelli a ainsi réussi à rassembler la droite conservatrice et d'extrême droite italienne autour de la Heritage Foundation trumpiste. Fratelli d'Italia est le parti de Meloni, siégeant à Bruxelles au sein de l'ECR. La Lega est le parti de Salvini, siégeant à Bruxelles au sein des Patriotes pour l'Europe. Forza Italia est le parti de Berlusconi, siégeant à Bruxelles au sein du PPE.

362 Il Sole 24 Ore (18/01/2026) Meloni : « L'aumento dei dazi un errore, l'ho detto a Trump. Lavoriamo a evitare escalation » https://www.ilssole24ore.com/art/meloni-l-aumento-dazi-errore-lavoriamo-evitare-escalation-A1q5kv?refresh_ce=1

363 Euro News (19/03/2026). "A major mistake", EPP anniversary spoiled by cooperation with far right in EU Parliament <https://www.euronews.com/my-europe/2026/03/19/a-major-mistake-epp-anniversary-spoiled-by-cooperation-with-far-right-in-eu-parliament>

Nazione Futura

Fondée en 2017, Nazione Futura fonctionne, à l'instar du Centro Studi Machiavelli, comme un incubateur idéologique et culturel pour la droite et l'extrême droite italiennes. Son rôle dépasse le cadre national : Nazione Futura est avant tout une plaque tournante pour la mise en réseau internationale de l'extrême droite.

Son fondateur, Francesco Giubilei, et ses collaborateurs ont été les fers de lance de *la Conférence du conservatisme italien*³⁶⁴⁻³⁶⁵, un rassemblement de trois jours qui réunit des personnalités éminentes du groupe ECR, des rédacteurs en chef et rédacteurs en chef adjoints des principaux médias de droite italiens, ainsi que des fondations, des médias et des think tanks partenaires de toute l'Europe. Parmi les



participants internationaux figurent le Danube Institute et la branche médiatique du MCC hongrois, *European Conservative*.

Nazione Futura est également régulièrement présente aux événements de la CPAC³⁶⁶, notamment en Europe, et entretient des liens directs avec deux des institutions les plus puissantes de l'extrême droite américaine, la Heritage Foundation et l'America First Policy Institute³⁶⁷.

L'alignement de la droite et de l'extrême droite n'est pas une nouveauté dans la politique italienne, où le concept de *cordon sanitaire* ne s'est jamais vraiment imposé malgré la forte tradition antifasciste d'après-guerre. **Historiquement, c'est le PPE lui-même, par le biais de divers partis dirigés par Berlusconi, qui a le plus explicitement ouvert les coalitions gouvernementales à l'extrême droite.** Le premier gouvernement Berlusconi, formé en 1994, fut le premier à intégrer la Lega Nord (prédécesseur de l'actuelle Lega, à l'époque un parti sécessionniste des régions du nord) et l'Alleanza Nazionale (prédécesseur de Fratelli d'Italia et descendant direct du Movimento Sociale Italiano, ouvertement néofasciste) au sein de la coalition au pouvoir. La convergence des droites est donc une tradition profondément enracinée en Italie. La contribution particulière des think tanks de droite italiens susmentionnés a été de **consolider et d'accélérer la dérive de cette coalition vers l'extrême droite. Initialement dirigée par des forces alignées avec le PPE, cette coalition italienne est désormais dominée par les courants les plus autoritaires au sein de Fratelli d'Italia.** Ces think tanks ont également et surtout contribué à cultiver des liens transatlantiques avec un Parti républicain américain qui s'est progressivement radicalisé au fil des ans dans la lignée du mouvement MAGA. L'Italie a

en quelque sorte servi de laboratoire à la convergence et à la radicalisation de la droite qui s'installe désormais dans le reste de l'Europe. À cet égard, **la conférence organisée à la Chambre des députés italienne en présence de Forza Italia, de la Ligue, de Fratelli d'Italia et de la Heritage Foundation doit être considérée comme emblématique.** Les récentes frictions entre l'administration Trump et le gouvernement Meloni à la suite du déclenchement de la guerre en Iran ne doivent pas cacher le fait que le projet politique réactionnaire reste intact et l'alliance entre l'extrême droite américaine et italienne est loin d'être rompue. L'imprévisibilité de Trump laisse entière la possibilité d'un nouveau rapprochement avec Meloni et ses alliés.

De l'autre côté des Alpes, l'extrême droite française tire ses origines de la réaction à la Révolution française, se prolonge à travers la Troisième République et le régime de Vichy, et charrie un héritage complexe mêlant royalisme, antisémitisme, colonialisme et poujadisme, alimentant la création du Front National, devenu depuis le Rassemblement National³⁶⁸. Une nouvelle génération de think tanks et de partis politiques réactionnaires est aujourd'hui en plein essor, animée par une volonté claire de suivre les traces du mouvement MAGA.

³⁶⁴ <https://www.nazionefutura.it/italianconservatism/>

³⁶⁵ <https://sedestra.substack.com/p/tutti-vogliono-un-think-tank>

³⁶⁶ <https://www.facebook.com/watch/?v=1333349661935734>

³⁶⁷ Nazione Futura (01/03/2026). Conservatorismo transatlantico : il viaggio di Nazione Futura a Washington <https://www.nazionefutura.it/esteri/conservatorismo-transatlantico-il-viaggio-di-nazione-futura-a-washington/>

³⁶⁸ Roger-Lacan (2025) Nouvelle histoire de l'extrême droite. France 1780-2025, <https://www.seuil.com/ouvrage/nouvelle-histoire-de-l-extreme-droite-baptiste-roger-lacan/9782021586954>

Le Western Arc français

Parmi les think tanks alignés sur le mouvement MAGA qui apparaissent comme des bénéficiaires potentiels de l'initiative portée par le Département d'État américain et la sous-secrétaire d'État, Sarah Rogers, on trouve le Western Arc, basé à Paris.

Fondé en décembre 2025 par **Nicolas Conquer**, citoyen franco-américain et ancien directeur des médias de Republicans Overseas France, le Western Arc se décrit comme un « DO-tank » inspiré de la Heritage Foundation et du Claremont Institute, « dédié au renouveau civilisationnel, culturel et spirituel de l'Occident »³⁶⁹. Conquer a confirmé « avoir discuté de projets spécifiques susceptibles de bénéficier d'un financement avec plusieurs responsables du Département d'État américain »³⁷⁰, notamment avec le conseiller du Département d'État, **Samuel Samson**, qui avait précédemment fait la une des journaux pour avoir proposé d'utiliser l'argent des contribuables américains afin



de soutenir Marine Le Pen dans son procès pour détournement de fonds publics³⁷¹, et pour avoir fait pression sur une magistrate française afin qu'elle intervienne directement dans la peine d'inéligibilité de Marine Le Pen³⁷².

En présentant l'ingérence américaine dans les affaires européennes et les menaces d'annexion du Groenland comme des appels légitimes à renforcer les liens transatlantiques et à adopter le programme de Donald Trump³⁷³, le Western Arc cherche à s'imposer en France en tant que vassal du mouvement MAGA, et pourrait dès lors bénéficier rapidement de fonds en provenance de Washington.

Institut Économique Molinari et OID

En France, enfin, la galaxie conservatrice transatlantique peut également compter sur l'Institut Économique Molinari, un think tank libertaire membre de l'Atlas Network³⁷⁴, ainsi que sur l'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID)³⁷⁵.

Ce dernier est l'un des principaux moteurs intellectuels de la politique farouchement anti-immigration et à connotation raciste qui alimente le discours public de l'extrême droite en France et à travers l'Europe, profondément ancré dans les théories complotistes du « grand remplacement »³⁷⁶.



L'OID a ainsi déjà été identifié par l'America First Policy Institute comme un « allié civilisationnel »³⁷⁷, une désignation qui révèle à quel point ce think tank participe activement à la construction de ponts entre les deux rives de l'Atlantique.

³⁶⁹ <https://thewesternarc.org/>

³⁷⁰ Politico (13/02/2026). *Supra*.

³⁷¹ Le Monde (2025), What Marine Le Pen was accused of in her fake jobs trial, https://www.lemonde.fr/en/les-decodeurs/article/2025/03/31/what-marine-le-pen-was-accused-of-in-her-fake-jobs-trial_6739678_9.html; Politico (2025) US State Department adviser wanted to boost French far-right leader Marine Le Pen, <https://www.politico.eu/article/us-state-department-adviser-proposed-funding-french-far-right-marine-le-pen-appeal/>

³⁷² Politico (25/06/2025). US State Department adviser wanted to boost French far-right leader Marine Le Pen, <https://www.politico.eu/article/us-state-department-adviser-proposed-funding-french-far-right-marine-le-pen-appeal/>

³⁷³ The Western Arc <https://thewesternarc.org/publications/>

³⁷⁴ <https://www.institutmolinari.org/linstitut/>

³⁷⁵ <https://observatoire-immigration.fr>

³⁷⁶ Blast (26/03/2025). Observatoires douteux, centres de recherche improbables : quand l'extrême droite se fabrique des cautions scientifiques <https://www.blast-info.fr/articles/2025/observatoires-douteux-centres-de-recherche-improbables-quand-lextrême-droite-se-fabrique-des-cautions-scientifiques-ocRp4EzTHqBCCNSvgFz6Q>

Si ces think tanks réactionnaires, parmi tant d'autres, jouent un rôle crucial dans le rapprochement entre le mouvement réactionnaire américain et l'extrême droite française, ces liens se tissent également de manière directe avec les partis d'extrême droite français. Des personnalités politiques d'extrême droite françaises n'ont pas hésité à se rendre aux États-Unis, comme Julien Sanchez qui s'est déplacé à Washington pour la cérémonie d'investiture de Trump. De plus, la Heritage Foundation, par l'intermédiaire de son président, Kevin Roberts, a également rencontré en 2025 les dirigeants de certains des principaux partis d'extrême droite français, tels que Marion Maréchal d'Identité et Liberté, ainsi qu'Éric Zemmour et Sarah Knafo de Reconquête!, qui sont respectivement membres des groupes ECR et ESN au Parlement européen³⁷⁸.

À cet égard, si ce réseau d'organisations hongroises, polonaises, italiennes ou françaises joue un rôle significatif dans l'accélération de la convergence entre l'extrême droite américaine et européenne, les groupes politiques européens eux-mêmes sont également très proactifs dans cette dynamique. **Les think tanks agissent, en quelque sorte, comme des facilitateurs et des vecteurs de légitimité politique, mais ne sont pas les seuls rouages européens de la machine. C'est au sein même du Parlement européen qu'il faut également chercher à comprendre comment ces divers éléments interagissent pour former une architecture cohérente qui menace d'anéantir la démocratie parlementaire européenne.**

LES FAISEURS DE POUVOIR EUROPÉENS : LES GROUPES POLITIQUES ET LEURS FONDATIONS

À Bruxelles, les groupes politiques du Parlement européen travaillent main dans la main avec des « fondations politiques » qui soutiennent et complètent les objectifs de ces groupes, et qui sont officiellement enregistrées auprès de *l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes*³⁷⁹.

Ces fondations peuvent être considérées comme les doubles institutionnels et intellectuels des groupes politiques³⁸⁰. Chacun des groupes politiques de droite conservatrice et

d'extrême droite présenté ce rapport est soutenu par une fondation politique affiliée : le **Centre Wilfried Martens**³⁸¹ pour le PPE, **New Direction**³⁸² pour l'ECR, la **Patriots for Europe Foundation**³⁸³ pour le PFE, et la **Sovereignty Foundation**³⁸⁴ pour l'ESN.

Ces fondations politiques mènent des travaux de recherche et fournissent un ancrage culturel et idéologique pour soutenir l'activité de leurs groupes parlementaires respectifs.

³⁷⁷ www.americafirstpolicy.com/issues/immigration-identity-in-france

³⁷⁸ CNEWS (19/06/2025). Qui Est Kevin Roberts, Ce Proche De Donald Trump Courtisé Par Les Conservateurs Français ? <https://www.cnews.fr/monde/2025-06-19/qui-est-kevin-roberts-ce-proche-de-donald-trump-courtise-par-les-conservateurs>

³⁷⁹ <https://www.appf.europa.eu/appf/en/home/the-authority>

³⁸⁰ Tout d'abord, le **Parti populaire européen (PPE)**, le plus grand groupe du Parlement, qui se définit comme démocrate-chrétien et conservateur. Plus à droite, les **Conservateurs et Réformistes européens (ECR)** se sont historiquement positionnés comme une force conservatrice de droite dure, étroitement liée aux *Tories* britanniques avant le Brexit. Au fil des ans, cependant, ils ont progressivement dérivé vers l'extrême droite. Il est aujourd'hui dominé par le parti italien de Giorgia Meloni, mais comprend également d'autres partis au profil ouvertement chrétien-fondamentaliste de droite, tels que le parti français Identité et Liberté de Marion Maréchal et le PIS polonais. Plus à droite se trouvent les **Patriotes pour l'Europe (PFE)**, dirigés par Jordan Bardella (Rassemblement National), qui, jusqu'à la législature précédente, opéraient sous le nom d'Identité et Démocratie (ID). Malgré ce changement de nom, son caractère anti-européen et d'extrême droite reste inchangé. Ce changement de nom n'était pas fortuit : l'ancien groupe ID a été accusé de l'utiliser comme une tentative maladroite de se soustraire à sa responsabilité légale de rembourser aux institutions de l'UE plus de 4 millions d'euros de fonds détournés au cours de la 9e législature. Enfin, à l'extrême droite du Parlement européen se trouve **Europe des nations souveraines (ESN)**, le groupe le plus souverainiste, ouvertement raciste et d'inspiration néonazie. Ses rangs sont menés par l'Alternative für Deutschland, aux côtés de Reconquête ! en France, Futuro Nazionale en Italie, Revival en Bulgarie et Hnutie Republika en Slovaquie. Concernant les fonds d'ID et le changement de nom, voir : Euro News (04/09/2025). European Parliament seeks recovery from Patriots of EU funds misused by previous far-right group. <https://www.euronews.com/my-europe/2025/09/04/european-parliament-seeks-recovery-from-patriots-of-eu-funds-misused-by-previous-far-right> - Politico (29/04/2026). EU anti-fraud office weighs probe into top far-right Patriots official. <https://www.politico.eu/article/eu-anti-fraud-office-weighs-probe-into-top-far-right-patriots-official-philip-claeyls/>

³⁸¹ <https://www.martenscentre.eu/>

³⁸² <https://newdirection.online/>

³⁸³ <https://pfe-foundation.eu/>

³⁸⁴ <https://sf-foundation.eu/esn-party-start/>

Elles jouent également un rôle crucial dans la coordination des actions de sensibilisation européennes et internationales avec des think tanks et d'autres organisations, ce qui en fait des nœuds clés au sein des réseaux d'influence plus larges que cette enquête vise à cartographier.

À cet égard, les efforts de mise en réseau transatlantique de ces fondations politiques européennes ont été remarquablement efficaces.

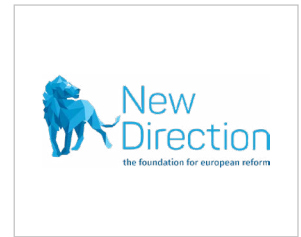
L'ECR et sa fondation New Direction

Le groupe politique le plus actif dans la promotion de l'alliance transatlantique conservatrice et d'extrême droite est sans doute celui des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), en étroite collaboration avec sa fondation, New Direction.

D'une part, l'ECR et New Direction sont fermement ancrés dans le monde ultralibéral américain : New Direction est membre de l'Atlas Network³⁸⁵, qui a été le pionnier des attaques contre le financement des ONG environnementales aux côtés du PPE, par l'intermédiaire de son membre ECIPE, et a participé au « Europe Liberty Forum 2025 »³⁸⁶ qui s'est tenu en mai 2025, un événement conçu pour « amener les champions de la liberté à Bruxelles ».

D'autre part, New Direction et l'ECR collaborent étroitement avec les organisations d'extrême droite les plus virulentes des États-Unis et d'Europe. En février 2026, ils ont coorganisé un événement intitulé « Free Speech vs Regulated Speech » avec les Patriotes pour l'Europe, qui a relayé des discours discriminatoires à l'encontre des minorités de genre³⁸⁷⁻³⁸⁸, le tout sous prétexte de défendre la liberté d'expression. Cet événement a réuni des organisations chrétiennes fondamentalistes et réactionnaires de toute l'Europe, telles que le Centre pour les droits fondamentaux (CFR) de Hongrie, et d'outre-Atlantique, comme la Heritage Foundation et ADF International³⁸⁹⁻³⁹⁰. Parmi les intervenants figuraient des personnalités connues, dont Carlo Fidanza, député européen de Fratelli d'Italia, qui siège au SWG.

L'ambition transatlantique de l'ECR et de New Direction de former une alliance d'extrême droite s'est illustrée une nouvelle fois lors d'un événement organisé à Varsovie



Organisateurs et sponsors du VIIe Sommet transatlantique : Liberté d'expression contre discours réglementé – Renforcer les piliers de la démocratie

³⁸⁵ DeSmog. Atlas Economic Research Foundation. *Supra*.

³⁸⁶ <https://www.atlasnetwork.org/articles/europe-liberty-forum-2025-brings-freedom-champions-to-brussels>

³⁸⁷ Global Project Against Hate and Extremism, (23/01/2026), European Parliament to Host Summit Backed by Anti-LGBTQ+ Bigoted Groups <https://globalextrémism.org/post/european-parliament-to-host-summit-backed-by-anti-lgbtq-bigoted-groups/>

³⁸⁸ Global Project Against Hate and Extremism, (05/02/2026), Weaponizing « Free Speech » Against LGBTQ+ Rights at the European Parliament, <https://globalextrémism.org/post/weaponizing-free-speech-against-lgbtq-rights-at-the-european-parliament/>

³⁸⁹ <https://ecrgroup.eu/event/free-speech-vs-regulated-speech-strengthening-the-pillars-of-democracy>

³⁹⁰ https://newdirection.online/event/nations_first_forum_prospects_for_transatlantic_cooperation_and_the_future_of_nations

en février 2026 par New Direction, en collaboration avec l'America First Policy Institute et la Heritage Foundation. Intitulé « *Nations First Forum: Perspectives de coopération transatlantique et avenir des nations* »³⁹¹⁻³⁹², cet événement a réuni des dirigeants et des personnalités politiques des deux côtés de l'Atlantique, aux côtés d'organisations telles que Americans for Tax Reform et d'un représentant de Google. Le forum était axé sur la souveraineté, la sécurité et l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Union européenne sous la bannière de la coopération nationale.

Cette ambition de coordonner la galaxie transatlantique de l'extrême droite transparait également lors de la conférence

annuelle du New Direction *Think Tank Central*, qui se décrit comme la « *conférence phare réunissant des organisations de tout le centre-droit* »³⁹³. Sa dernière édition, tenue à Bruxelles en 2025 autour des politiques migratoires, éducatives et environnementales, a réuni les acteurs habituels : ADF International, Americans for Tax Reform (représenté par son directeur des affaires et du plaidoyer internationaux, Lorenzo Montanari), le Danube Institute, la Heritage Foundation, Nazione Futura, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie et Ordo Iuris, pour ne citer que ceux-là.

Patriotes pour l'Europe

Les liens du groupe des Patriotes pour l'Europe (PfE) avec le réseau de think tanks d'extrême droite sont solidement établis. Au-delà de la co-organisation d'événements tels que le forum « *Free Speech vs Regulated Speech* » avec l'ECR, PfE entretient également des relations étroites avec l'un des acteurs centraux de l'extrême droite européenne : le MCC. Cette organisation tire une large partie de ses ressources d'une participation de 10 % dans la compagnie pétrolière nationale hongroise MOL, que lui a cédée le gouvernement Orbán³⁹⁴.

Le réseau ultraconservateur européen a ainsi pu se développer grâce à un apport de fonds obtenus grâce au pouvoir politique des partis membres de PfE, notamment en Hongrie.

La défaite électorale de Viktor Orbán aux élections législatives hongroises d'avril 2026 pourrait, à première vue, sembler menacer directement le modèle de financement mis en place par son gouvernement illibéral. Dès sa victoire, Peter Magyar a qualifié d'« infraction pénale » l'utilisation de fonds publics pour soutenir des think tanks proches de la



sphère MAGA³⁹⁵ et a promis de supprimer les financements accordés au MCC ainsi qu'à d'autres organisations comme le Danube Institute³⁹⁶⁻³⁹⁷. Cependant, la tâche qui l'attend s'annonce ardue. Anticipant une possible défaite, Viktor Orbán a avancé l'assemblée générale annuelle de MOL et obtenu un virement d'environ 57 millions d'euros, de façon à garantir au MCC ses ressources pour l'année à venir³⁹⁸. Le MCC devrait par ailleurs contester en justice toute tentative de révocation de la participation dans MOL, ce qui rend la fin de ses activités à la fois lointaine et incertaine³⁹⁹. Dans ce contexte, un soutien financier de l'administration américaine, dans le cadre du « plan Marshall d'extrême droite » promis par la sous-secrétaire d'État, Sarah Rogers, représenterait une aubaine pour l'organisation. À Bruxelles, personne ne semble croire que l'ère de MCC et de MCC Bruxelles a sonné⁴⁰⁰.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² https://newdirection.online/event/nations_first_forum_prospects_for_transatlantic_cooperation_and_the_future_of_nations

³⁹³ https://newdirection.online/event/think_tank_central_freedom_in_a_changing_world

³⁹⁴ Mandiner (19/06/2020). Mol-és Richter-részvények kerültek a Tihanyi Alapítvány tulajdonába <https://mandiner.hu/belfold/2020/06/mol-es-richter-reszvenyek-kerultek-a-tihanyi-alapitvany-tulajdonaba>

³⁹⁵ Politico (16/04/2026). Hungary's web of U.S.-linked think tanks <https://pro.politico.eu/news/216744>

³⁹⁶ Ibid.

³⁹⁷ Politico (16/04/2026). How to ride out the global rupture <https://pro.politico.eu/news/216780>

³⁹⁸ DeSmog (14/04/2026). Orbán Allies Awarded £57 Million from Hungary State Oil Giant Days Before Election <https://www.desmog.com/2026/04/14/viktor-orban-allies-mcc-received-57-million-from-state-oil-giant-mol-days-before-election/>

³⁹⁹ Politico (16/04/2026). Orbán's favorite Brussels think tank may be down, but it's not out <https://pro.politico.eu/news/216713>

⁴⁰⁰ Ibid.

L'ESN dos à dos avec la sphère MAGA

L'Europe des nations souveraines (ESN) et sa Fondation pour la souveraineté restent relativement moins actives, du moins d'après les informations accessibles au public, dans le développement de liens avec les think tanks américains et européens mentionnés ci-dessus. Cependant, les députés européens de l'ESN ont noué des liens directs avec l'administration Trump et la sphère MAGA, notamment par l'intermédiaire de l'AfD, un parti néonazi allemand⁴⁰¹.

En janvier 2025, Elon Musk, alors allié le plus proche de Donald Trump et architecte du DOGE, a officiellement soutenu l'AfD⁴⁰², allant jusqu'à participer à un rassemblement organisé par le parti néonazi. À peine un mois plus tard, le vice-président américain J.D. Vance a rencontré la présidente de l'AfD, Alice Weidel⁴⁰³. Plus récemment, en décembre 2025, une délégation d'une vingtaine de représentants de l'AfD s'est rendue à Washington pour rencontrer des personnalités du Parti républicain et du cercle restreint de Trump⁴⁰⁴. Parmi les membres de la délégation figurait le député européen Petr Bystron qui, selon le site officiel de l'ESN, « a rencontré à Washington, à l'occasion de la nouvelle stratégie de sécurité américaine, des représentants de l'administration Trump et des membres du Congrès »⁴⁰⁵, notamment le procureur américain et le fidèle de Trump, Ed Martin⁴⁰⁶⁻⁴⁰⁷, la députée républicaine, Kari Lake, et la membre du Congrès, Anna Paulina Luna. Parmi les points centraux à l'ordre du jour, la coordination de l'action contre les ONG européennes progressistes. Selon Bystron lui-même, l'administration Trump s'est également « engagée à examiner de près les structures présumées de blanchiment d'argent et de corruption impliquant des ONG internationales en Europe ».

À ce stade, il convient de souligner que l'assemblée plénière du Parlement européen a voté la levée de l'immunité parlementaire de Petr Bystron en mai 2025, celui-ci étant



Bystron: AfD steps up cooperation with the Trump administration — focus on abuse of the judiciary and NGO funding flows

Washington — AfD Member of the European Parliament Petr Bystron met in Washington, on the occasion of the new U.S. security strategy, with representatives of the Trump administration and members of Congress.

At the U.S. Department of Justice, he was received by President Donald Trump's close confidant, prosecutor Ed Martin. The talks focused on the systematic abuse of the judiciary to suppress the opposition in Germany and the EU, as well as the AfD's planned establishment of corresponding parliamentary inquiry committees at both levels.

The Trump administration also pledged to scrutinize alleged money-laundering and corruption structures involving international NGOs in Europe.

Capture d'écran du site officiel du groupe « Europe of Sovereign Nations » <https://esn-group.eu/news>

soupçonné d'avoir reçu des paiements en espèces ou des virements en cryptomonnaie de la part du site web pro-russe *Voice of Europe* en échange de déclarations et de votes favorables aux intérêts du gouvernement russe à Bruxelles⁴⁰⁸⁻⁴⁰⁹.

⁴⁰¹ Le Monde (2026) Les propositions radicales du parti d'extrême droite allemand AfD en Saxe-Anhalt, où il est sur le point d'accéder au pouvoir, https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/30/en-saxe-anhalt-les-propositions-radicales-du-parti-d-extreme-droite-alternative-pour-l-allemande-desormais-aux-portes-du-pouvoir_6664686_3210.html

⁴⁰² BBC (10/01/2025). Musk interviews German far-right frontwoman <https://www.bbc.com/news/articles/cr7errxp5jmo>

⁴⁰³ The Guardian (14/02/2025). JD Vance breaks taboo by meeting with leader of Germany's far-right party <https://www.theguardian.com/us-news/2025/feb/14/jd-vance-alice-weidel-meeting-germany-far-right>

⁴⁰⁴ Organized Crime and Corruption Reporting Project (18/12/2025). Far-Right German Party Seeks Support in Washington; Claims Political Persecution at Home <https://www.occrp.org/en/news/far-right-german-party-seeks-support-in-washington-claims-political-persecution-at-home>

⁴⁰⁵ <https://esn-group.eu/news>

⁴⁰⁶ <https://x.com/EdMartinDOJ/status/1998753407537139908>

⁴⁰⁷ The Washington Post (03/04/2025). New Martin disclosures show outreach to right-wing politicians in Europe <https://www.washingtonpost.com/national-security/2025/04/03/martin-far-right-europe-politicians/>

⁴⁰⁸ Euro News (06/05/2025). German far-right MEP stripped of immunity over Russian bribe charge <https://www.euronews.com/my-europe/2025/05/06/german-far-right-mep-stripped-of-immunity-over-russian-bribe-charge>

⁴⁰⁹ VRT NWS (12/04/2024). Nieuw schandaal rond Russische beïnvloeding door « Voice of Europe » treft Europees Parlement: deze namen worden genoemd <https://www.vrt.be/vrtnews/nl/2024/04/12/rusland-spionage-europees-parlement-de-croo-voice-of-europe-beta/>

Le fait de voir un parlementaire d'extrême droite, étroitement lié au régime de Poutine, coordonner activement avec l'administration Trump des stratégies visant à réduire au silence la société civile européenne illustre parfaitement la vision autoritaire que défend ce parti. La proximité entre

l'AfD et le régime russe est si bien connue et si profondément enracinée⁴¹⁰ que la possibilité de voir des dossiers et des informations confidentiels de l'UE divulgués à la Russie via l'AfD est devenue un sujet de préoccupation majeur au sein des institutions bruxelloises⁴¹¹.

Le PPE : pour l'union des droites

Dès la législature précédente, le Parti populaire européen (PPE) avait commencé à s'en prendre à la société civile, de concert avec un groupe de réflexion affilié au réseau transatlantique d'extrême droite. En janvier 2020, le Centre Wilfried Martens s'était en effet associé à l'ECIPE, membre du réseau ultralibéral Atlas, lui-même lié à l'ECR et à une vaste constellation d'organisations américaines, fournissant ainsi le premier échafaudage idéologique de ce qui allait devenir la théorie du « *lobbying de l'ombre* » utilisée par les députés européens Dirk Gotink et Monika Hohlmeier au sein du SWG.

C'est toutefois sous le second mandat de la Commission d'Ursula von der Leyen que le PPE a véritablement franchi le Rubicon. Ce pas, longtemps impensable par un groupe de centre-droit qui se posait en défenseur intransigeant du cordon sanitaire, s'est concrétisé lorsque la direction du PPE a cherché à tout prix à faire adopter son agenda de déréglementation. À partir de novembre 2024, le PPE a choisi de sacrifier la démocratie européenne au nom de la simplification législative. **Compte tenu de la gravité de ce revirement politique, le rapprochement avec la galaxie de l'extrême droite américaine et européenne s'est opéré en coulisses, via la Heritage Foundation et l'International Democracy Union, comme nous l'avons révélé dans notre enquête « Warborn in the USA » (→ voir [Retour sur le premier champ de bataille : le dossier Omnibus I](#)).**

Une dernière figure du PPE, brièvement mentionnée dans notre précédente publication, mérite d'être mise en lumière



comme la véritable architecte de cette alliance fructueuse avec l'Amérique trumpiste et la Heritage Foundation en particulier : la députée européenne croate Željana Zovko, vice-présidente du groupe PPE au Parlement européen. Aujourd'hui à son troisième mandat, membre à la fois de la commission des affaires étrangères (AFET) et de la délégation pour les relations avec les États-Unis, Zovko a tissé discrètement des liens solides entre la Heritage Foundation et le PPE, bien avant que ce rapprochement ne soit répandu. Sa première rencontre documentée avec la Fondation⁴¹²⁻⁴¹³⁻⁴¹⁴, en compagnie de Max Primorac, remonte à 2022, lors d'une visite à Washington pour discuter de la défense commune et de la coopération transatlantique, à laquelle participait également l'America First Policy Institute. Des rencontres et des collaborations avec la Heritage Foundation ont ensuite eu lieu à intervalles réguliers : une rencontre documentée à Bruxelles en mars 2023⁴¹⁵, une autre sur les relations transatlantiques, une visite à Washington en décembre 2024⁴¹⁶, lors de laquelle Zovko a accompagné Manfred Weber et Jürgen Warborn, et enfin, une réunion à Zagreb en octobre 2025⁴¹⁷, organisée sous les auspices du think tank croate pro-business New Frontier Foundation, à laquelle Max Primorac a une nouvelle fois assisté. À peine un mois plus tard, Zovko a publié

⁴¹⁰ À ce sujet, voir le programme électoral de l'AfD pour les élections en Saxe-Anhalt, dans lequel le parti appelle à une « offensive de remigration » des réfugiés ukrainiens et au développement de programmes d'échanges culturels avec la Russie pour lutter contre l'actuelle « propagande de haine ». AfD (2026), Programme gouvernemental de l'Alternative pour l'Allemagne en Saxe-Anhalt, https://table.media/assets/berlin/26-01-23_entwurf_afd-regierungsprogramm-2026-sachsen-anhalt.pdf

⁴¹¹ Politico (24/03/2026). Secret EU files at risk of AfD leaks to Kremlin, diplomats warn <https://pro.politico.eu/news/215438>

⁴¹² Željana Zovko (15/05/2022). Zovko meets with policy makers at Heritage Foundation in Washington DC <https://zeljanazovko.eu/2022/05/15/zovko-meets-policy-makers-heritage-foundation-washington-dc/>

⁴¹³ <https://x.com/zovkoeu/status/1525866855621173249>

⁴¹⁴ https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712_%C5%BEeljana-zovko-on-twitter-share-6931909675261030400-Tp19/

⁴¹⁵ https://www.europarl.europa.eu/meps/it/185341/ZELJANA_ZOVKO/all-meetings/9

⁴¹⁶ https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712_epp-transatlantic-trump-ugcPost-7271864968205975552-9pxx/

⁴¹⁷ New Frontier Foundation (09/10/2025). Zagreb Hosted 2nd Annual NFF Transatlantic Trade, Innovation and Security Forum <https://newfrontier-foundation.org/zagreb-hosted-2nd-annual-nff-transatlantic-trade-innovation-and-security-forum/>

une longue analyse rétrospective détaillée de l'accord de paix de Dayton qui mit fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine⁴¹⁸. Parmi les contributeurs cités figure Max Primorac. Alors que la direction du PPE n'a commencé à nouer de véritables relations avec la Heritage Foundation qu'à partir de 2024, Željana Zovko a passé des années à préparer discrètement le terrain pour cet alignement stratégique.

Maintenant que les barrières sont tombées, le PPE ne cache plus ses collaborations avec la Heritage Foundation aux côtés du PFE et de l'ECR. La preuve en est évidente lors de la conférence susmentionnée qui s'est tenue à la Chambre des députés italienne en février 2026, réunissant Paul McCarthy et des législateurs de Forza Italia (PPE, organisateur de l'événement), de la Lega (PFE) et de Fratelli d'Italia (ECR). Autre preuve manifeste : une conférence tenue le

12 mai 2026 au Parlement européen, où des eurodéputés du PPE, des CRE, du PFE et de l'ESN ont débattu des mérites d'une coalition rassemblant l'ensemble de leurs groupes, dans le but de parvenir à une convergence de la droite et de l'extrême droite européennes, au-delà de la majorité centriste actuelle qui « continue de perpétuer l'hégémonie politique de gauche »⁴¹⁹.

Le tableau est désormais complet. Si l'extrême droite américaine et européenne ont de longue date tissé des liens structurels des deux côtés de l'Atlantique, c'est seulement récemment que le PPE est devenu un maillon à part entière de ce réseau. Aussi récente soit-elle, cette évolution n'en est pas moins profondément destabilisatrice et lourde de conséquences. Le cordon sanitaire n'a pas simplement été rompu. Il a été démantelé de l'intérieur.

LES FACILITATEURS : LES PLATEFORMES RÉACTIONNAIRES TRANSATLANTIQUES

Pour conclure notre analyse du réseau international d'extrême droite, nous ne pouvons manquer de mentionner l'importance de deux plateformes qui, de par leur structure et leur nature, peuvent être considérées comme l'incarnation la plus explicite de la rencontre entre l'extrême droite américaine et l'extrême droite européenne, mais aussi de la dérive vers l'extrême droite de la droite conservatrice au sein du PPE. La première de ces deux plateformes est évidemment l'International Democracy Union (IDU), que nous avons abordé en détail dans notre précédent rapport « *Warborn in the USA* » et dans l'encadré « *Retour sur le premier champ de bataille : le dossier Omnibus I* ». Comme nous l'avons vu, l'IDU est un maillon central de ce réseau, réunissant des figures clés du PPE et de l'ECR (dont Carlo Fidanza, qui, rappelons-le, en est le vice-président), et sert de point de convergence entre groupes politiques et think tanks réactionnaires transatlantiques. Dernier exemple



en date : le Forum IDU 2026, qui s'est tenu à Zagreb fin avril, au cours duquel des représentants du PPE (notamment de la CDU et de la CSU allemandes, du parti croate HDZ ou du Parti démocratique slovène), de l'ECR (notamment de Fratelli d'Italia ou de l'Alliance nationale lettone), du Parti conservateur britannique ainsi que du Danube Institute, se sont succédés à la tribune pour débattre de sécurité, d'immigration, de politiques environnementales et de relations transatlantiques⁴²⁰.

⁴¹⁸ Zovko (novembre 2025) 30 years after Dayton : lessons learned. The EU's Preventive Diplomacy-Practice Makes (Not Yet) Perfect, <https://zeljanazovko.eu/2025/12/02/30-years-after-dayton-lessons-learned-30-years-after-dayton-lessons-learned-the-eus-preventive-diplomacy-practice-makes-not-yet-perfect/>

⁴¹⁹ Charlemagne Club (12/05/2026) EVENT: Towards a Right-Wing Majority in the European Parliament <https://substack.com/@charlemagneclub/p-196517151>, L'événement a réuni l'eurodéputé Branko Grims pour le PPE (parti Slovenska demokratska stranka, Slovénie), René Aust pour l'ESN (parti Alternative für Deutschland, Allemagne), Charlie Weimers pour les CRE (parti Sverigedemokraterna, Suède) et António Tânger Corrêa pour le PFE (parti Chega, Portugal). Charlemagne Club (12/05/2026) ÉVÉNEMENT : Vers une majorité de droite au Parlement européen. *Supra*. La conférence a été publiée en ligne sur la page You Tube de Branko Grims : <https://www.youtube.com/watch?v=wkOeuWDqKVo>

⁴²⁰ <https://idu.org/about/2026-idu-zagreb-agenda/>



La deuxième de ces plateformes est la CPAC. La Conservative Political Action Conference (CPAC) est un rassemblement que l'on peut définir à la fois comme un meeting politique, un outil de recrutement, un incubateur conservateur, un salon professionnel et un marché de produits dérivés. La première CPAC a été organisée en 1974 avec Ronald Reagan en tête d'affiche⁴²¹.

La CPAC est une arme cruciale dans la guerre civilisationnelle trumpiste, promouvant le rejet du multilatéralisme, l'hostilité envers l'Union européenne en tant que projet politique, l'obsession de l'immigration, les attaques contre les droits des femmes et des minorités, le scepticisme climatique et la criminalisation de la gauche et des mouvements sociaux⁴²²⁻⁴²³. Depuis le début des années 2020, des dirigeants et des responsables de l'AfD, de Vox, du Rassemblement national, du Fidesz, de Fratelli d'Italia, de Chega, du Vlaams Belang et de l'AUR roumain participent régulièrement à la CPAC, qui est devenue une plateforme idéologique internationale où les idées trumpistes sont diffusées aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger.

D'une part, les conférences de la CPAC aux États-Unis constituent une excellente plateforme pour les politiciens d'extrême droite européens afin de consolider leurs alliances avec le mouvement MAGA aux États-Unis, d'harmoniser leur rhétorique réactionnaire de part et d'autre de l'Atlantique et d'amplifier leurs appels contre l'Union européenne. Cela a été démontré très récemment par Liz Truss (ancienne Première ministre britannique et fervente partisane du Brexit), qui a prononcé un discours enflammé et à la limite du fanatisme depuis la tribune de la conférence de la CPAC qui s'est

tenue au Texas en mars dernier, appelant explicitement à l'importation du modèle trumpiste en Europe :

« J'ai appelé à une révolution à la Trump. C'est ce dont nous avons besoin en Grande-Bretagne. C'est ce dont nous avons besoin en Europe. (...) Ce cancer du communisme, ce cancer de l'extrémisme de gauche, ce cancer du « wokisme » a conduit, comme je l'ai dit plus tôt, l'Europe au bord du précipice d'un effondrement total et de l'abandon de la civilisation occidentale qui a tant fait pour soulager les maux de notre monde imparfait. (...) Aidez-nous, s'il vous plaît, à combattre ces forces en Europe, car si vous ne nous aidez pas à les vaincre en Europe, elles s'en prendront à vous ensuite »⁴²⁴.

On ne peut être plus explicite ni plus clair que Liz Truss pour décrire la vision qu'entretient la droite réactionnaire vis-à-vis du Vieux Continent et la nécessité qu'elle perçoit d'un rapprochement des deux rives de l'Atlantique. Mateusz Morawiecki, ancien Premier ministre polonais du parti PiS, et président du groupe ECR, est allé encore plus loin, utilisant la tribune de la CPAC pour attaquer explicitement le secteur des ONG et demander aux alliés américains leur soutien pour les affronter :

« Mon gouvernement a été si violemment attaqué par l'élite libérale de gauche à Bruxelles. Et oui, c'était bien le cas. Et ils ont reçu beaucoup d'argent de l'administration Biden pour nos ONG et nous ont attaqués via les réseaux sociaux, diffusant et finançant des millions de vidéos en Pologne pendant notre campagne parlementaire. C'est pourquoi tous les républicains et tous les conservateurs doivent également s'unir et riposter avec force contre ces élites libérales en Europe. (...) L'Europe et les États-Unis forment un tout, nous devons rester solidaires. (...) Non seulement nous devons renforcer nos chances de l'emporter face à l'élite libérale de gauche, mais nous devons aussi lutter contre ceux qui veulent imposer les États-Unis d'Europe »⁴²⁵.

⁴²¹ NPR (22/02/2017). What Is CPAC? A Room That Didn't Always Love Trump, But Owes Him A Lot <https://www.npr.org/2017/02/22/516535373/what-is-cpac-a-room-that-didnt-always-love-trump-but-owes-him-a-lot>

⁴²² Le Monde (24/02/2025). European nationalists on pilgrimage to Washington and the source of Trumpism https://www.lemonde.fr/en/international/article/2025/02/24/european-nationalists-on-pilgrimage-to-washington-and-the-source-of-trumpism_6738485_4.html

⁴²³ POLITICO (27/02/2020). « Army of Trump » prepares at CPAC to battle socialism <https://www.politico.com/news/2020/02/27/cpac-trump-socialism-117974>

⁴²⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=Z2idrXwOXrA&list=PLuXXbBFpPcolsmeNI8aMAhH-DVa8HOjEh&index=12>

⁴²⁵ *Ibid*;

Bien que l'IDU et le CPAC n'aient pas de collaboration officielle ni de réunion conjointe, le lien entre les deux plateformes apparaît clairement dans la participation du leadership de l'IDU au CPAC, avec Liz Truss, membre du conseil consultatif honoraire de l'IDU⁴²⁶, Carlo Fidanza, vice-président de l'IDU⁴²⁷, ou son collègue du parti Fratelli d'Italia, Antonio Giordano, député en Italie et vice-président exécutif de l'IDU⁴²⁸. Une porosité manifeste entre les deux organisations, qui passe par des personnalités affiliées à ECR.

D'autre part, si les responsables politiques d'extrême droite européens ne manquent pas l'occasion de se rendre aux États-Unis pour assister aux réunions de la CPAC, le caractère international des conférences est devenu évident ces dernières années avec l'ouverture de succursales en Australie, au Paraguay, au Japon, en Argentine, au Mexique, au Royaume-Uni et, surtout, en Hongrie et en Pologne⁴²⁹. Budapest a accueilli la première CPAC européenne en mai 2022, réunissant des parlementaires d'Autriche, d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, ainsi que des membres du Congrès américain. Parmi les participants les plus notables figuraient le politicien d'extrême droite britannique, Nigel Farage, le chef du parti espagnol VOX, Santiago Abascal, ou encore Tucker Carlson, une personnalité influente de la sphère médiatique américaine⁴³⁰. Lors de l'édition 2025 de la CPAC en Hongrie, où Orbán a qualifié Trump de « *sérum de vérité* », la liste des invités comprenait Alice Weidel, du parti allemand d'extrême droite AfD, Geert Wilders, du Parti pour la liberté néerlandais, Liz Truss, Mateusz Morawiecki, le Premier ministre slovaque Robert Fico et le président tchèque Andrej Babis⁴³¹. Sans surprise, le chevauchement entre les participants à cette conférence et les chefs d'État qui ont orchestré les attaques contre les ONG décrites dans notre encadré sur « *La descente antidémocratique de l'Europe vers les ténèbres* » est évident.

La description officielle de la CPAC Hongrie 2025 montre également la profondeur des relations entre Trump et la droite populiste en Europe : « *Avec le triomphe de Donald Trump et la montée de la droite européenne, l'ère des patriotes de la civilisation occidentale a commencé — la CPAC Hongrie 2025 sera le centre névralgique de ce mouvement* »⁴³².

La CPAC Pologne, quant à elle, a tenu sa première édition en mai 2025⁴³³. Une fois de plus, cela a été une occasion précieuse pour le camp Trump de s'immiscer dans la politique électorale du Vieux Continent : Kristi Noem, secrétaire américaine à la Sécurité intérieure, a exhorté les Polonais à voter pour le candidat présidentiel de droite, Karol Nawrocki, lors de la prochaine élection plutôt que pour le libéral Rafal Trzaskowski : « *J'ai vu, au fil des ans, comment les socialistes et les gens qui ressemblent à ce maire de Varsovie, qui est un dirigeant absolument catastrophique, ont détruit nos pays*⁴³⁴. (...) *Nous avons besoin que vous élisiez le bon dirigeant. Vous serez les dirigeants qui ramèneront l'Europe vers les valeurs conservatrices (...)* Si vous éliez un dirigeant qui travaillera avec le président Donald J. Trump, le peuple polonais aura un allié puissant qui veillera à ce que vous puissiez repousser les ennemis qui ne partagent pas vos valeurs (...) *Vous aurez des frontières solides. Et vous protégerez vos communautés. Et vous assurerez leur sécurité... Vous continuerez à bénéficier d'une présence américaine ici. Une présence militaire... Et vous disposerez d'équipements de fabrication américaine* »⁴³⁵.

Il apparaît ainsi clairement que les échanges entre les États-Unis et l'Union européenne vont au-delà du symbolique : ils portent sur des stratégies électorales, des techniques de communication et des méthodes de polarisation inspirées du mouvement MAGA.

⁴²⁶ <https://idu.org/about/honorary-advisory-board/>

⁴²⁷ <https://www.instagram.com/p/DWdmzioDIcg/>

⁴²⁸ <https://www.instagram.com/p/DWUvSuTiCCm/>

⁴²⁹ Événements internationaux du CPAC <https://www.cpac.org/us/about>

⁴³⁰ About Hungary (06/05/2022). Budapest to host first CPAC event in Europe <https://abouthungary.hu/news-in-brief/budapest-to-host-first-cpac-event-in-europe>

⁴³¹ BBC (31/05/2025). Europe's US-backed conservatives hope this is their moment to go mainstream <https://www.bbc.com/news/articles/c8e65w8877yo>

⁴³² CBS News (30/05/2025). CPAC comes to Europe as alliance between the Trump White House and the international right grows <https://www.cbsnews.com/news/cpac-trump-hungary-poland-orban-europe-maga/>

⁴³³ CPAC Pologne, <https://www.cpac.org/int/poland/en-home>

⁴³⁴ CBS News (30/05/2025). CPAC comes to Europe as alliance between the Trump White House and the international right grows <https://www.cbsnews.com/news/cpac-trump-hungary-poland-orban-europe-maga/>

⁴³⁵ France 24 (27/05/2025). Les partisans polonais de Trump se rassemblent pour « rendre sa grandeur à la Pologne », <https://www.france24.com/en/live-news/20250527-polish-trump-fans-gather-to-make-poland-great-again>

BOUGLER LA BOUCLE : LE SCRUTINY WORKING GROUP COMME BRAS ARMÉ DE L'EXTRÊME DROITE INTERNATIONALE

Dans l'Amérique de Trump, démocrates et républicains s'accordent au moins sur un point : le maccarthysme est de retour⁴³⁶. Les États-Unis sont entrés dans une nouvelle ère populiste d'extrême droite, qui a remplacé la « peur rouge » communiste des années 1950 contre la menace fantôme de la « gauche radicale ». Ce nouveau maccarthysme est plus incontrôlable que l'original, avec « *des leaders d'opinion de droite parlant de mettre fin à la démocratie libérale et d'installer un "César rouge" (...) (tandis que) Trump, pour sa part, a sans vergogne fait l'éloge de dictateurs étrangers, admettant à un moment donné qu'il aimerait être dictateur s'il était réélu, mais seulement pour un jour* »⁴³⁷. Depuis les élections de 2024, Trump a fait du langage maccarthyste une arme, qualifiant les mouvements qui s'opposent à son programme d'« *ennemis de l'intérieur* »⁴³⁸, selon les termes originaux de McCarthy, afin d'attiser la peur autour des causes de justice sociale : antifascisme, égalité LGBTQ+, protection de l'environnement et ONG progressistes. Le maccarthysme, tel que le définit le dictionnaire, est « la pratique consistant à rendre publiques des accusations de déloyauté politique ou de subversion sans tenir suffisamment compte des preuves » et « le recours à des méthodes d'enquête ou d'accusation déloyales pour réprimer l'opposition »⁴³⁹⁻⁴⁴⁰.

L'écho de cette rhétorique au sein du SWG du Parlement européen est impossible à ignorer. Les groupes politiques de droite et d'extrême droite européens ont repris en bloc et importé à Bruxelles les méthodes et le langage bien rodés de Victor Orbán et de Donald Trump.

Dans ce contexte, le SWG est devenu le maillon final de la chaîne, le bras armé de l'offensive réactionnaire contre les ONG, et l'instrument institutionnel permettant de traduire cette offensive en attaques concrètes au niveau européen : réduire le financement des organisations civiles, bloquer leur travail de plaidoyer au sein des institutions européennes et délégitimer leur action.

Le SWG est donc le dernier-né du réseau transatlantique qui relie les groupes politiques européens, les think tanks réactionnaires et l'univers MAGA. Carlo Fianza entretient des liens étroits avec l'International Democracy Union (IDU), la Heritage Foundation et New Direction. Csaba Dömötör, en tant que figure de proue du Fidesz, entretient des relations étroites avec le Mathias Corvinus Collegium (MCC) et sa branche bruxelloise, agissant comme porte-parole zélé de la rhétorique orbániste dont il assiste assidûment aux événements. Julien Sanchez, tout comme Dömötör, fait entendre la voix du groupe Patriotes pour l'Europe et de ses relais d'extrême droite extraparlimentaires au sein du SWG. Gotink, Hohlmeier, Herbst et Zdechovský constituent le bras armé de la présidence du PPE avec les think tanks les plus farouchement illibéraux et pro-business. Représentants du PPE au sein du SWG, ils facilitent l'alignement de leur parti avec l'extrême droite au sein de la commission CONT, à l'instar de ce qu'avait fait Jürgen Warborn lors des négociations sur l'Omnibus I à la fin de l'année 2025.

⁴³⁶ Politico (09/11/2025). McCarthyism Is Back. You Can Thank This Woman. <https://www.politico.com/news/magazine/2025/11/09/the-real-mastermind-of-mccarthyism-wasnt-who-you-think-00643929>

⁴³⁷ Field (2025) Furious Minds: The Making of the MAGA New Right, <https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691255262/furious-minds>

⁴³⁸ NPR (30/09/2025). Trump defends use of the U.S. military against the « enemy within » <https://www.npr.org/2025/09/30/nx-s1-5557232/hegseth-generals-trump>

⁴³⁹ Michael McGrady in The Humanist (22/11/2025). The New McCarthyism: How the Culture Wars Replaced the Function of Our Government <https://thehumanist.com/commentary/the-new-mccarthyism-how-the-culture-wars-replaced-the-function-of-our-government/>

⁴⁴⁰ <https://ahdictionary.com/word/search.html?q=McCarthyism>

Étant donné que l'offensive a pris naissance par des attaques contre les ONG environnementales avant de s'étendre à la société civile dans son ensemble, ce à quoi nous assistons aujourd'hui en Europe relève moins d'une « peur rouge » que d'une « peur verte ». La couleur a changé, mais c'est exactement le même scénario macarthyste qui se déroule : les méthodes, les objectifs d'intimidation et de répression, le réseau de think tanks, de partis politiques et de guerre culturelle transatlantique sont tous construits sur le même modèle.

N'oublions pas : l'inquisition est un instrument politique au service du pouvoir politique, déployant la « pédagogie de la peur »⁴⁴¹ pour réprimer la dissidence, démobiliser toute forme de contre-pouvoir et désigner des boucs émissaires afin de frapper un groupe cible tout entier, en l'occurrence la société civile. Dans ce processus inquisitorial et répressif, l'alignement sur Trump, son administration et ses politiques contre la société ouverte n'est pas une relation de dépendance, mais une relation de cooptation et d'alliance stratégique. Le rapprochement du PPE et des groupes d'extrême droite européens avec la sphère MAGA ne découle pas d'une subordination des groupes politiques et des think tanks européens à l'extrême droite américaine, mais d'un partenariat stratégique.

Cette alliance idéologique est incarnée par le réseau complexe d'organisations décrit ci-dessus, au sein duquel les fondations et think tanks européens opèrent et prolifèrent indépendamment de leurs homologues américains, tout en tirant néanmoins leur influence et leur légitimité de ces derniers. **Ce qui distingue ce réseau d'influence du lobbying transatlantique ordinaire réside dans une dynamique de légitimité circulaire : des organisations américaines comme l'Heritage Foundation et l'ADF confèrent crédibilité et accès à leur réseau à des organismes européens tels que le MCC, Ordo Iuris et Machiavelli ; ces organisations européennes, à leur tour, donnent aux conservateurs américains l'apparence d'un mouvement international plus large ; et les responsables du gouvernement américain traitent alors ces réseaux comme des interlocuteurs légitimes représentant l'opinion conservatrice européenne, amplifiant encore leur influence au sein des institutions européennes. Même en l'absence de liens financiers formels ou lorsque ceux-ci sont opaques, la question de savoir qui fournit une tribune, un accès et une couverture politique, et à qui, est loin d'être secondaire. À cet égard, le flux de légitimité et d'influence est clairement bidirectionnel, menaçant les fondements de la démocratie libérale tant aux États-Unis que dans l'Union européenne.**

⁴⁴¹ Bartolomé Bennassar (1979) *L'inquisition ou la pédagogie de la peur, L'inquisition espagnole*. Éditions Fayard.

NOS DEMANDES :

I. DÉFENDRE LES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES

- **Rétablir et renforcer les financements européens** destinés aux organisations de la société civile et aux ONG dont les financements ont été supprimés sous l'effet de la vague de déréglementation et des pressions politiques de l'extrême droite, notamment les programmes CERV et LIFE.
- **Maintenir le règlement LIFE** dans le prochain cadre financier pluriannuel et préserver ses financements aux ONG oeuvrant pour la protection du climat et de l'environnement, conformément aux objectifs énoncés à l'article 11 du règlement. Cela devrait inclure à la fois des subventions de fonctionnement et de projet.
- **Mettre fin aux financements publics** accordés pour des activités de lobbying menées au profit d'intérêt privés.
- **Le PPE doit retirer son soutien** au SWG et à toute autre initiative visant à attaquer les organisations de la société civile.
- **Le PPE doit formellement réaffirmer le cordon sanitaire** en tant que principe démocratique fondamental, en rejetant toute alliance avec des groupes qui ne respectent pas l'État de droit, le pluralisme et les valeurs démocratiques européennes.
- **Le PPE doit cesser toute collaboration** avec l'IDU et les réseaux qui promeuvent un agenda réactionnaire ainsi qu'une alliance entre la droite et l'extrême droite.
- **Étendre la compétence** du Parquet européen aux atteintes aux intérêts démocratiques de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les atteintes à l'intégrité des parlementaires et agents publics de l'Union européenne.

II. INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

- **Créer une commission d'enquête parlementaire** chargée d'examiner l'étendue de l'ingérence étrangère américaine à Bruxelles, ainsi que les manquements des institutions européennes dans la protection de l'Union contre de telles ingérences, en particulier le rôle de la sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique et aux affaires publiques des États-Unis, Sarah B. Rogers, de la Heritage Foundation et des organisations apparentées.
- **Exiger des clarifications** sur les engagements présumés de Sarah Rogers visant à financer des organisations européennes d'extrême droite avec des fonds publics américains, et déterminer si cela constitue une ingérence étrangère illégale dans les processus démocratiques de l'UE.
- **Interdire aux rapporteurs et aux rapporteurs fictifs** du Parlement européen de se rendre hors de l'Union européenne pour participer à des réunions institutionnelles, diplomatiques ou politiques en dehors du cadre d'une délégation institutionnelle multipartite.
- **Protéger les rapporteurs et rapporteurs fictifs** du Parlement européen contre les risques d'ingérence étrangère, en leur dispensant une formation à la cybersécurité et à la détection des risques.

III. TRANSPARENCE ET RÉGLEMENTATION DU LOBBYING

- **Créer un organe européen unique et indépendant** chargé du respect de l'ensemble des règles liées à l'intégrité des responsables publics européens (conflits d'intérêts, respect des obligations de transparence...), doté d'un pouvoir d'initiative en matière d'enquête et de pouvoirs de sanction.
- **Identifier et combler les lacunes et failles** dans les registres de transparence des eurodéputés, notamment les comptes rendus de réunions insuffisamment détaillés, et garantir que l'ensemble des réunions organisées avec des parties prenantes soient déclarées.
- **Imposer une plus grande transparence** dans les déclarations de frais des eurodéputés lors des missions institutionnelles et de lobbying : le financement des frais de déplacement, d'hébergement et de participation à des événements organisés par des pays tiers, y compris les forums de l'IDU.
- **Interdire les réunions à huis clos** entre parlementaires et représentants d'intérêts afin que toutes ces rencontres fassent l'objet d'auditions publiques.
- **Imposer une transparence complète** sur la correspondance et les documents échangés entre parlementaires et représentants d'intérêts.
- **Faire appliquer l'article 7 du code de conduite** des députés au Parlement européen afin que soit, enfin, respectée l'obligation de publication en ligne de toutes les réunions entre parlementaires et représentants d'intérêts.
- **Protéger la démocratie européenne** de l'influence des entreprises fossiles en interdisant aux majors pétrolières et gazières d'influencer les politiques européennes, sur le modèle de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

IV. CONFLITS D'INTÉRÊTS ET DOUBLES MANDATS

- **Contrôler et examiner** les mandats occupés par les parlementaires dans des instances tierces et/ou organisations enregistrées comme représentants d'intérêt (à l'image des mandats exercés par des parlementaires européens au sein de l'IDU).
- **Interdire aux parlementaires européens le cumul** avec toute nouvelle activité professionnelle parallèle.
- **Interdire aux parlementaires tout mandat de représentation** et activité professionnelle au sein d'une organisation enregistrée au registre de transparence de l'Union européenne et/ou ayant vocation à influencer les processus décisionnels européens.



CONTACT

→ **Alessandro Manzotti**
alessandromanzotti@bloomassociation.org

-
Mai 2026